

Chambre des Représentants

SESSION 1985-1986

29 SEPTEMBRE 1986

PREMIER RAPPORT

SUR LES MESURES PRISES EN EXECUTION DE LA LOI
DU 27 MARS 1986 ATTRIBUANT CERTAINS POUVOIRS
SPECIAUX AU ROI

SOMMAIRE

	Pages
Introduction	3
A. Tableau synoptique	4
B. Rapports des départements:	
§ 1. Ministre de la Fonction publique	16
§ 2. Ministre du Budget	16
§ 3. Ministre des Finances	18
§ 4. Ministre des Travaux publics	21
§ 5. Ministre des Communications... ..	22
§ 6. Ministre de l'Emploi et du Travail... ..	24
§ 7. Ministre de l'Education nationale	26
§ 8. Ministre des Affaires économiques... ..	31
§ 9. Ministre des Affaires sociales et Secrétaire d'Etat aux Pensions et Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la politique des Handicapés	32
§ 10. Ministre des Classes moyennes et Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes	41
§ 11. Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, adjoint au Premier Ministre	42
§ 12. Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au Ministre des Relations extérieures.	43

Voir:

Documents de la Chambre:

128 (1985-1986):

- N° 1: Projet de loi.
- N° 2 à 15: Amendements.
- N° 16: Avis du Conseil d'Etat.
- N° 17: Rapport.
- N° 18: Annexes du rapport.
- N° 19 à 22: Amendements.
- N° 23 et 24: Avis du Conseil d'Etat.
- N° 25: Annexe du rapport.

Annales de la Chambre:

18, 19, 27 et 28 février 1986.

Documents du Sénat:

176 (1985-1986):

- N° 1: Projet transmis par la Chambre.
- N° 2: Rapport.
- N° 3 à 28: Amendements.

Annales du Sénat:

21, 22, 24, 25 et 26 mars 1986.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1985-1986

29 SEPTEMBER 1986

EERSTE VERSLAG

OVER DE MAATREGELEN GENOMEN IN UITVOERING
VAN DE WET VAN 27 MAART 1986 TOT TOEKEN-
NING VAN BEPAALDE BIJZONDERE MACHTEN AAN
DE KONING

INHOUD

	Blz.
Inleiding	3
A. Synoptische tabel	5
B. Verslagen van de departementen:	
§ 1. Minister van Openbaar Ambt... ..	16
§ 2. Minister van Begroting	16
§ 3. Minister van Financiën	18
§ 4. Minister van Openbare Werken	21
§ 5. Minister van Verkeerswezen	22
§ 6. Minister van Tewerkstelling en Arbeid	24
§ 7. Minister van Onderwijs	26
§ 8. Minister van Economische Zaken	31
§ 9. Minister van Sociale Zaken en Staatssecretaris voor Pen- sioenen en Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicap- tenbeleid	32
§ 10. Minister van Middenstand en Staatssecretaris voor Midden- stand	41
§ 11. Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, toegevoegd aan de Eerste Minister... ..	42
§ 12. Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw, toege- voegd aan de Minister van Buitenlandse Betrekkingen	43

Zie:

Stukken van de Kamer:

128 (1985-1986):

- Nr. 1: Wetsontwerp.
- Nrs. 2 tot 15: Amendementen.
- Nr. 16: Advies van de Raad van State.
- Nr. 17: Verslag.
- Nr. 18: Bijlagen van het verslag.
- Nrs. 19 tot 22: Amendementen.
- Nrs. 23 en 24: Adviezen van de Raad van State.
- Nr. 25: Bijlage van het verslag.

Handelingen van de Kamer:

18, 19, 27 en 28 februari 1986.

Stukken van de Senaat:

176 (1985-1986):

- Nr. 1: Ontwerp overgezonden door de Kamer.
- Nr. 2: Verslag.
- Nrs. 3 tot 28: Amendementen.

Handelingen van de Senaat:

21, 22, 24, 25 en 26 maart 1986.

INTRODUCTION

L'article 6, § 1^{er}, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, prévoit qu'il sera fait rapport aux Chambres, avant le 30 septembre 1986, sur les arrêtés pris en vertu des pouvoirs conférés par l'article 1^{er}, et publiés au *Moniteur belge* avant le 1^{er} août 1986.

Dans le souci d'informer le Parlement le plus rapidement et le plus complètement possible, le Gouvernement a décidé d'ajouter au présent rapport tous les arrêtés publiés au *Moniteur* du 1^{er} août au 30 septembre 1986.

Il en sera de même pour la loi de confirmation qui sera déposée dans les plus brefs délais.

D'autre part, au cours des travaux préparatoires de ladite loi, j'ai pris l'engagement formel, au nom du Gouvernement, de soumettre au Parlement le rapport visé dans les mêmes formes que les rapports précédents relatifs à ce sujet.

Cela implique concrètement que le présent rapport contient premièrement, un tableau synoptique reprenant les articles de la loi d'habilitation et les arrêtés pris en vertu de cette loi et deuxièmement, un rapport par département indiquant la disposition légale de base, la liste des arrêtés et un exposé y afférent.

Wilfried MARTENS,
Premier Ministre.

INLEIDING

Artikel 6, § 1, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning bepaalt dat over de besluiten genomen krachtens de door artikel 1 toegekende machten en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* vóór 1 augustus 1986, vóór 30 september 1986 bij de Kamers verslag zal worden uitgebracht.

Met het oog op een zo snel en zo volledig mogelijke voorlichting van het Parlement heeft de regering besloten alle besluiten die van 1 augustus tot 30 september 1986 in het *Staatsblad* werden gepubliceerd, bij dit verslag te voegen.

Hetzelfde geldt voor de bekrachtigingswet die zo spoedig mogelijk zal worden ingediend.

Anderzijds heb ik tijdens de voorbereidende werkzaamheden betreffende de voormelde wet, namens de Regering, de formele verbintenis aangegaan dat het bedoelde verslag in dezelfde vorm als de vorige verslagen over dezelfde aangelegenheid aan het Parlement zal worden voorgelegd.

Concreet houdt dit in dat het onderhavige verslag een synoptische tabel met de artikelen van de machtigingswet en de op grond daarvan uitgevaardigde besluiten bevat, alsmede een verslag per departement met vermelding van de wettelijke basisbepaling, de lijst van de besluiten en een bijhorende toelichting.

Wilfried MARTENS,
Eerste Minister.

TABLEAU SYNOPTIQUE

Mesures prises en application de la loi du 27 mars 1986

Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

Article 1^{er}. Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi, ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

1° à défaut d'un accord interprofessionnel, assurant le maintien de la compétitivité, la promotion de l'emploi et de la flexibilité du marché du travail et portant sur la formation des revenus et le pouvoir d'achat, applicable pour les années 1987, 1988 et 1989, conclu au sein du Conseil national du travail avant le 31 juillet 1986, et rendu obligatoire par le Roi pour autant qu'il assure le maintien de la compétitivité :

a) de fixer une norme de compétitivité, valable pour les années 1987, 1988 et 1989, par comparaison avec la moyenne des principaux partenaires commerciaux de la Belgique;

b) le cas échéant, d'assurer le respect de cette norme après concertation avec les représentants des organisations représentatives des travailleurs, des entreprises, des classes moyennes et de l'agriculture;

c) et, en tenant compte de la situation spécifique des petites et moyennes entreprises.

1. d'arrêter le cadre dans lequel des accords sectoriels ou d'entreprises portant sur la promotion de l'emploi et de la flexibilité du marché du travail et sur la formation des revenus et le pouvoir d'achat peuvent être librement négociés dans le respect de la norme visée au a);

2. de fixer dans ce cadre les modalités selon lesquelles, pour autant que des résultats d'exploitation suffisamment favorables soient réalisés dans une entreprise, il est possible de négocier dans cette entreprise, outre de l'emploi additionnel, la participation de tous les travailleurs concernés à ces résultats;

3. à défaut des accords visés au 1, de prendre les mesures tendant à réaliser les objectifs énoncés par cette disposition, en tenant compte, s'il échet, des entreprises en difficulté;

2° de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, plus précisément :

a) en modifiant les règles relatives à la comptabilité de l'Etat et au contrôle et à la gestion de certains organismes d'intérêt public;

Arrêtés royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986 instaurant une cotisation de sécurité sociale, appelée cotisation de modération salariale, et modifiant l'arrêté royal n° 278 du 30 mars 1984 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale.

Arrêté royal n° 415 du 16 juillet 1986 modifiant certaines dispositions en matière de pensions pour travailleurs salariés.

Arrêté royal n° 416 du 16 juillet 1986 modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Arrêté royal n° 420 du 18 juillet 1986 modifiant l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1984 portant certaines modifications temporaires au régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines prestations de sécurité sociale et dépenses du secteur public et accordant une prime de rattrapage à certains bénéficiaires de prestations sociales.

Arrêté royal n° 427 du 5 août 1986 relatif au financement des institutions financières d'intérêt public.

Arrêté royal n° 428 du 5 août 1986 modifiant la loi de redressement du 31 juillet 1984.

Arrêté royal n° 431 du 5 août 1986 modifiant la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Arrêté royal n° 437 du 5 août 1986 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des postes.

Arrêté royal n° 450 du 29 août 1986 modifiant la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des Sociétés régionales d'investissement.

Arrêté royal n° 402 du 18 avril 1986 modifiant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

Arrêté royal n° 403 du 18 avril 1986 modifiant l'article 24 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

OVERZICHTSTABEL

Maatregelen genomen in toepassing van de wet van 27 maart 1986

Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

Artikel 1. Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, de bevordering van de tewerkstelling, alsmede het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten alle nuttige maatregelen nemen teneinde:

1° bij ontstentenis van een interprofessioneel akkoord, dat de handhaving van het concurrentievermogen, de bevordering van de tewerkstelling en van de soepele werking van de arbeidsmarkt verzekert en betrekking heeft op de inkomensvorming en de koopkracht, geldig voor de jaren 1987, 1988 en 1989, gesloten in de Nationale Arbeidsraad vóór 31 juli 1986, en algemeen verbindend verklaard door de Koning voor zover het de handhaving van het concurrentievermogen verzekert:

a) een norm inzake het concurrentievermogen, geldig voor de jaren 1987, 1988 en 1989, vast te stellen, in vergelijking met het gemiddelde van de voornaamste handelspartners van België;

b) in voorkomend geval de eerbiediging van die norm te verzekeren na overleg met de vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers, van de ondernemingen, van de middenstand en van de landbouw;

c) en, rekening houdend met de specifieke situatie van de kleine en middelgrote ondernemingen.

1. het kader te bepalen waarbinnen, met eerbiediging van de norm, bedoeld in a), vrij kan onderhandeld worden over sectoriële of bedrijfsakkoorden met betrekking tot de bevordering van de tewerkstelling en de soepele werking van de arbeidsmarkt en met betrekking tot de inkomensvorming en de koopkracht.

2. binnen dit kader de modaliteiten te bepalen volgens welke, voor zover in een onderneming voldoende gunstige bedrijfsresultaten worden geboekt, in die onderneming kan onderhandeld worden, naast aanvullende tewerkstelling, over de participatie van alle betrokken werknemers in die resultaten;

3. bij ontstentenis van de in 1 bedoelde akkoorden, de maatregelen te nemen die strekken tot het realiseren van de in die bepaling beoogde doeleinden, desgevallend rekening houdend met de ondernemingen in moeilijkheden;

2° de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te stijven, meer bepaald:

a) door de regelen betreffende de Rijkscomptabiliteit en betreffende de controle op en het beheer van sommige instellingen van openbaar nut te wijzigen;

Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

Koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986 tot instelling van een sociale zekerheidsbijdrage, loonmatigingsbijdrage genaamd, en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 278 van 30 maart 1984 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging met het oog op de bevordering van de tewerkstelling, de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van de stelsels van de sociale zekerheid.

Koninklijk besluit nr. 415 van 16 juli 1986 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de werknemerspensioenen.

Koninklijk besluit nr. 416 van 16 juli 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Koninklijk besluit nr. 420 van 18 juli 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1984 houdende bepaalde tijdelijke wijzigingen en de regeling inzake de koppeling van sommige sociale uitkeringen van de maatschappelijke zekerheid en uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk, en tot toekenning van een inhaalpremie aan sommige gerechtigden op sociale uitkeringen.

Koninklijk besluit nr. 427 van 5 augustus 1986 betreffende de financiering van de financiële instellingen van openbaar nut.

Koninklijk besluit nr. 428 van 5 augustus 1986 tot wijziging van de herstellwet van 31 juli 1984.

Koninklijk besluit nr. 431 van 5 augustus 1986 tot wijziging van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Koninklijk besluit nr. 437 van 5 augustus 1986 houdende saneringsmaatregelen die toepasselijk zijn op de Regie der Posterijen.

Koninklijk besluit nr. 450 van 29 augustus 1986 tot wijziging van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen.

Koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986 tot wijziging van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Koninklijk besluit nr. 403 van 18 april 1986 tot wijziging van artikel 24 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

b) en fixant le montant, les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités, allocations et dépenses d'autre nature qui sont, en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat;

c) en rationalisant les institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics et en redéfinissant leurs missions;

Arrêtés royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n° 418 du 16 juillet 1986 modifiant et abrogeant certaines dispositions législatives et réglementaires en matière de pension des agents des services publics.

Arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 relatif à l'incidence de certaines positions administratives sur les pensions des agents des services publics.

Arrêté royal n° 446 du 20 août 1986 relatif aux opérations de régularisation d'une partie des intérêts de certains emprunts émis par l'Etat et le Fonds des routes.

Arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986 portant limitation des dotations pour le Fonds des bâtiments scolaires.

Arrêté royal n° 412 du 25 avril 1986 modifiant l'article 2 de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés.

Arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné.

Arrêté royal n° 417 du 16 juillet 1986 modifiant la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.

Arrêté royal n° 418 (voir art. 1^{er}, 2^o, a).

Arrêté royal n° 419 du 16 juillet 1986 modifiant la législation et la réglementation relatives aux accidents du travail, aux accidents survenus sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles dans le secteur public.

Arrêté royal n° 432 du 5 août 1986 fixant pour les exercices 1986 et 1987 les subventions de l'Etat et pour l'exercice 1986 les frais d'administration des organismes assureurs dans le régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Arrêté royal n° 434 du 5 août 1986 modifiant la législation sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Arrêté royal n° 438 du 11 août 1986 établissant pour l'année scolaire 1986-1987, le nombre de périodes/professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I.

Arrêté royal n° 439 du 11 août 1986 portant rationalisation et programmation de l'enseignement spécial.

Arrêté royal n° 446 du 20 août 1986 (voir art. 1^{er}, 2^o, a).

Arrêté royal n° 447 du 20 août 1986 modifiant l'article 36 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Arrêté royal n° 448 du 20 août 1986 modifiant l'arrêté royal n° 64 du 20 juillet 1982 fixant les minima de population scolaire de certaines sections de l'enseignement de promotion sociale.

Arrêté royal n° 449 du 20 août 1986 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emplois dans l'enseignement de l'Etat.

Arrêté royal n° 453 portant modification de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Arrêté royal n° 454 du 29 août 1986 portant limitation des moyens de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat et des subventions de fonctionnement accordées aux centres psycho-médico-sociaux subventionnés.

Arrêté royal n° 456 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat.

Arrêté royal n° 457 établissant, pour l'année scolaire 1986-1987, le nombre de périodes/professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type II.

Arrêté royal n° 458 fixant le coefficient de comptabilisation pour certains élèves dans l'enseignement secondaire.

Arrêté royal n° 459 modifiant les articles 13, 19, 20 et 22 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Arrêté royal n° 411 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 414 du 13 juin 1986 portant réaffectation provisoire des membres du personnel de l'Institut national du logement.

Arrêté royal n° 425 du 1^{er} août 1986 modifiant le statut de la Régie des voies aériennes.

Arrêté royal n° 429 du 5 août 1986 portant suppression de la Régie des services frigorifiques de l'Etat belge.

Arrêté royal n° 439 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 451 du 29 août 1986 relatif à l'assainissement des finances de la Société nationale des Chemins de fer belges.

Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

b) door het bedrag, de voorwaarden en toekenningsmodaliteiten van de subsidies, vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven vast te stellen die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn;

c) door de openbare instellingen of de instellingen gesubsidieerd door de openbare machten te rationaliseren en hun opdrachten opnieuw te definiëren;

Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

- Koninklijk besluit nr. 418 van 16 juli 1986 tot wijziging en opheffing van sommige wets- en verordeningbepalingen inzake pensioen van de personeelsleden van de overheidsdiensten.
- Koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 betreffende de weerslag van sommige administratieve toestanden op de pensioenen van de personeelsleden van de overheidsdiensten.
- Koninklijk besluit nr. 446 van 20 augustus 1986 betreffende de verrichtingen tot regularisatie van een gedeelte van de intresten van bepaalde leningen uitgegeven door de Staat en door het Wegenfonds.
- Koninklijk besluit nr. 411 van 25 april 1986 houdende beperking van de dotaties voor de Fondsen voor schoolgebouwen
- Koninklijk besluit nr. 412 van 25 augustus 1986 tot wijziging van artikel 2 van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen.
- Koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 houdende bepaling van de werkmiddelen voor het Rijksonderwijs en van de werkingstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs.
- Koninklijk besluit nr. 417 van 16 juli 1986 tot wijziging van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.
- Koninklijk besluit nr. 418 (zie art. 1, 2°, a).
- Koninklijk besluit nr. 419 van 16 juli 1986 tot wijziging van de wetgeving en de reglementering betreffende de arbeidsongevallen, de ongevallen op de weg naar en van het werk en de beroepsziekten in de overheidssector.
- Koninklijk besluit nr. 432 van 5 augustus 1986 tot vaststelling voor de dienstjaren 1986 en 1987 van de Rijkstoelagen en voor het dienstjaar 1986 van de administratiekosten van de verzekeringsinstellingen in de regeling van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.
- Koninklijk besluit nr. 434 van 5 augustus 1986 tot wijziging van de wetgeving op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.
- Koninklijk besluit nr. 438 van 11 augustus 1986 tot vastlegging van het aantal uren/leerkracht voor het secundair onderwijs van het type I met volledig leerplan voor het schooljaar 1986-1987.
- Koninklijk besluit nr. 439 van 11 augustus 1986 houdende rationalisatie en programmatie van het buitengewoon onderwijs.
- Koninklijk besluit nr. 446 (zie art. 1, 2°, a).
- Koninklijk besluit nr. 447 van 20 augustus 1986 tot wijziging van het artikel 36 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.
- Koninklijk besluit nr. 448 van 20 augustus 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 64 van 20 juli 1982 houdende vaststelling van de minimale schoolbevolking van bepaalde afdelingen van het onderwijs voor sociale promotie.
- Koninklijk besluit nr. 449 van 20 augustus 1986 houdende vaststelling van de voorwaarden vereist voor het bepalen van het aantal betrekkingen in het Rijksonderwijs.
- Koninklijk besluit nr. 453 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.
- Koninklijk besluit nr. 454 houdende beperking van de werkmiddelen voor de psycho-medisch-sociale centra van het Rijk en van de werkingstoelagen aan de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.
- Koninklijk besluit nr. 456 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.
- Koninklijk besluit nr. 457 tot vaststelling van het aantal uren/leerkracht voor het secundair onderwijs van het type II met volledig leerplan voor het schooljaar 1986-1987.
- Koninklijk besluit nr. 458 tot vaststelling van de optellingscoëfficiënt voor sommige leerlingen in het secundair onderwijs.
- Koninklijk besluit nr. 459 tot wijziging van de artikelen 13, 19, 20 en 22 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.
- Koninklijk besluit nr. 411 (zie art. 1, 2°, b).
- Koninklijk besluit nr. 414 van 13 juni 1986 houdende voorlopige reffectatie van de personeelsleden van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting.
- Koninklijk besluit nr. 425 van 1 augustus 1986 tot wijziging van het statuut van de Regie der luchtwegen.
- Koninklijk besluit nr. 429 van 5 augustus 1986 houdende afschaffing van de Regie der Belgische Rijkskoel- en vriesdiensten.
- Koninklijk besluit nr. 439 (zie art. 1, 2°, b).
- Koninklijk besluit nr. 451 van 29 augustus 1986 betreffende het saneren van de financiën van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

d) en modifiant les dispositions légales entraînant des dépenses à charge de l'Etat.

3° d'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de sécurité sociale en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes et objectifs fondamentaux de la sécurité sociale, fondés sur l'assurance et la solidarité.

Arrêtés royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n° 452 du 29 août 1986 modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges.

Arrêté royal n° 455 portant les mesures d'assainissement applicables à l'Hôpital universitaire de l'Université de l'Etat de Gand.

Arrêté royal n° 456 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 459 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 412 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 413 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 414 (voir art. 1^{er}, 2^o, c).

Arrêté royal n° 417 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 418 (voir art. 1^{er}, 2^o, a).

Arrêté royal n° 419 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 426 du 5 août 1986 instaurant un Fonds de la santé et de la production des animaux.

Arrêté royal n° 429 (voir art. 1^{er}, 2^o, c).

Arrêté royal n° 434 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 438 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 440 du 11 août 1986 modifiant la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public.

Arrêté royal n° 441 du 14 août 1986 relatif à la garantie de l'Etat à accorder aux emprunts de refinancement émis par la Société nationale du logement et par la Société nationale terrienne.

Arrêté royal n° 442 (voir art. 1^{er}, 2^o, a).

Arrêté royal n° 445 du 20 août 1986 modifiant l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics.

Arrêté royal n° 446 (voir art. 1^{er}, 2^o, a).

Arrêté royal n° 447 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 448 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 449 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 453 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 454 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 457 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 458 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n° 401 (voir art. 1^{er}, 2^o).

Arrêté royal n° 404 du 18 avril 1986 modifiant la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public.

Arrêté royal n° 405 du 18 avril 1986 modifiant l'arrêté royal n° 227 du 9 décembre 1983 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants.

Arrêté royal n° 406 du 18 avril 1986 modifiant l'article 50 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

Arrêté royal n° 408 du 18 avril 1986 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Arrêté royal n° 409 du 18 avril 1986 modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971.

Arrêté royal n° 410 du 18 avril 1986 modifiant la loi du 11 juillet 1973 améliorant dans certains régimes de sécurité sociale la situation de la mère salariée qui cesse temporairement d'être assujettie à la sécurité sociale.

Arrêté royal n° 415 (voir art. 1^{er}, 2^o).

Arrêté royal n° 416 (voir art. 1^{er}, 2^o).

Arrêté royal n° 420 (voir art. 1^{er}, 2^o).

Arrêté royal n° 422 du 23 juillet 1986 modifiant la loi du 9 août 1963 constituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Arrêté royal n° 423 du 23 juillet 1986 modifiant l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes.

Arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986 modifiant la Section 5 du Chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

Arrêté royal n° 431 (voir art. 1^{er}, 2^o).

Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

d) door de wettelijke bepalingen te wijzigen die uitgaven ten laste van de Staat tot gevolg hebben.

3° de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van de sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen, erover wakend dat, wat de vervangingsinkomens en andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minstbegoeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de fundamentele beginselen en doelstellingen van de sociale zekerheid, gebaseerd op de verzekering en de solidariteit.

Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

Koninklijk besluit nr. 452 van 29 augustus 1986 tot wijziging van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Koninklijk besluit nr. 455 houdende de maatregelen tot sanering van het Academisch Ziekenhuis van de Rijksuniversiteit Gent.

Koninklijk besluit nr. 456 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 459 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 412 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 413 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 414 (zie art. 1, 2°, c).

Koninklijk besluit nr. 417 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 418 (zie art. 1, 2°, a).

Koninklijk besluit nr. 419 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 426 van 5 augustus 1986 tot instelling van een Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren.

Koninklijk besluit nr. 429 van 5 augustus 1986 (zie art. 1, 2°, c).

Koninklijk besluit nr. 434 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 438 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 440 van 11 augustus 1986 tot wijziging van de herstelwet van 10 februari 1981 tot invoering van een solidariteitsbijdrage ten laste van de personen rechtstreeks of onrechtstreeks bezoldigd door de openbare sector.

Koninklijk besluit nr. 441 van 14 augustus 1986 betreffende de toe te kennen staatswaarborg aan de herfinancieringsleningen uitgegeven door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij.

Koninklijk besluit nr. 442 (zie art. 1, 2°, a).

Koninklijk besluit nr. 445 van 20 augustus 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 46 van 10 juli 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten.

Koninklijk besluit nr. 446 (zie art. 1, 2°, a).

Koninklijk besluit nr. 447 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 448 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 449 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 453 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 454 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 457 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 458 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 401 (zie art. 1, 2°).

Koninklijk besluit nr. 404 van 18 april 1986 tot wijziging van de herstelwet van 10 februari 1981 tot invoering van een solidariteitsbijdrage ten laste van de personen rechtstreeks of onrechtstreeks bezoldigd door de openbare sector.

Koninklijk besluit nr. 405 van 18 april 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 227 van 9 december 1983 tot instelling voor de loon- en weddetrekken van de openbare en van de privé-sector, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen.

Koninklijk besluit nr. 406 van 18 april 1986 tot wijziging van artikel 50 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Koninklijk besluit nr. 408 van 18 april 1986 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Koninklijk besluit nr. 409 van 18 april 1986 tot wijziging van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971.

Koninklijk besluit nr. 410 van 18 april 1986 tot wijziging van de wet van 11 juli 1973 tot verbetering van de toestand van de bezoldigde moeder die tijdelijk ophoudt onderworpen te zijn aan de maatschappelijke zekerheid in sommige regelingen van de maatschappelijke zekerheid.

Koninklijk besluit nr. 415 (zie art. 1, 2°).

Koninklijk besluit nr. 416 (zie art. 1, 2°).

Koninklijk besluit nr. 420 (zie art. 1, 2°).

Koninklijk besluit nr. 422 van 23 juli 1986 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Koninklijk besluit nr. 423 van 23 juli 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten.

Koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 tot wijziging van Afdeling 5 van Hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Koninklijk besluit nr. 431 (zie art. 1, 2°).

Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

4° de compléter, d'adapter ou de modifier la législation sur les hôpitaux, les laboratoires de biologie clinique et les services médico-techniques, particulièrement en ce qui concerne l'organisation, le fonctionnement, la gestion, le financement et la programmation de ces institutions ou services, tant pour les institutions publiques que privées, y compris les hôpitaux universitaires.

5° à défaut des accords ou conventions prévus au Titre III, Chapitre IV, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, de créer un cadre réglant les relations entre les bénéficiaires et les organismes assureurs d'une part, et les prestataires de soins, services et institutions d'autre part.

6° de contribuer à la création d'emplois et à la résorption du chômage :

a) par la suppression, la diminution ou par une autre répartition des cotisations patronales de sécurité sociale;

b) par des mesures spécifiques pour les jeunes et les enseignants;

c) par des mesures visant à adapter les programmes actuels de résorption du chômage;

7° d'assurer, sans préjudice de l'application des dispositions de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux, la restructuration et la viabilité des entreprises des secteurs considérés par l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, 2^e partie, 1^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, comme secteurs relevant de la politique nationale et, dans le cadre de cette restructuration et afin d'assurer cette viabilité, de fixer des règles spécifiques en matière de rémunérations, d'indemnités et d'avantages, en ce compris toute forme d'indemnités aux administrateurs et commissaires dans les entreprises de ces mêmes secteurs, par dérogation aux lois, conventions collectives, conventions individuelles et décisions unilatérales de l'employeur, pour autant que soient respectées les dispositions relatives au revenu minimum mensuel moyen garanti, prévues par les conventions collectives de travail n^{os} 21 et 23 des 15 mai 1975 et 25 juillet 1975.

Art. 2. — L'article 12, premier alinéa, de l'arrêté royal n^o 208 du 23 septembre 1983 créant un Fonds d'aide de redressement financier des communes, modifié par la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, est remplacé par la disposition suivante :

« Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut, jusqu'au 31 décembre 1986, rendre applicable le présent arrêté aux communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale qu'il détermine ainsi qu'à l'Agglomération bruxelloise. Les demandes d'intervention doivent être introduites dans un délai de deux mois à partir de la publication de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. »

Art. 3. — § 1^{er}. Les projets des arrêtés pris en vertu des pouvoirs conférés par l'article 1^{er}, sont soumis à l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat, dans les cas et avec les effets prévus pour les avant-projets de loi à l'article 3, § 1^{er} à 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Cet avis est publié en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal auquel il se rapporte.

Arrêtés royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n^o 432 (voir art. 1^{er}, 2^o, b).

Arrêté royal n^o 433 du 5 août 1986 modifiant l'article 50 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

Arrêté royal n^o 443 du 14 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle.

Arrêté royal n^o 444 du 14 août 1986 modifiant l'arrêté royal n^o 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants.

Arrêté royal n^o 407 du 18 avril 1986 modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Arrêté royal n^o 421 du 18 juillet 1986 modifiant l'article 21bis de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Arrêté royal n^o 430 du 5 août 1986 modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Arrêté royal n^o 408 (voir article 1^{er}, 3^o)

Arrêté royal n^o 422 (voir article 1^{er}, 3^o)

Arrêté royal n^o 440 (voir article 1^{er}, 2^o, d)

Arrêté royal n^o 424 (voir article 1^{er}, 3^o)

Arrêté royal n^o 435 du 5 août 1986 relatif aux congés et absences pour prestations réduites accordés aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans.

Arrêté royal n^o 436 du 5 août 1986 portant modification de l'arrêté royal n^o 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Arrêté royal n^o 440 (voir article 1^{er}, 2^o, d)

Arrêté royal n^o 440 (voir article 1^{er}, 2^o, d)

Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

4° de wetgeving met betrekking tot de ziekenhuizen, de laboratoria voor klinische biologie en de medisch-technische diensten aan te vullen, aan te passen of te wijzigen, meer bepaald voor wat betreft de organisatie, de werking, het beheer, de financiering en de programmatie van deze instellingen of diensten, zowel ten aanzien van de openbare als van de privé-instellingen, met inbegrip van de universitaire ziekenhuizen;

5° bij ontstentenis van de akkoorden of overeenkomsten bedoeld in Titel III, Hoofdstuk IV, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, een kader te creëren tot regeling van de betrekkingen tussen de rechthebbenden en de verzekeringsinstellingen enerzijds en de zorgverstrekkers, inrichtingen en diensten anderzijds;

6° bij te dragen tot het scheppen van werkgelegenheid en het opslorpen van de werkloosheid door :

a) de sociale-zekerheidsbijdragen van de werkgevers af te schaffen, te verminderen of op een andere wijze te verdelen;

b) specifieke maatregelen voor de jongeren en de leerkrachten;

c) maatregelen tot aanpassing van de huidige programma's ter opslorping van de werkloosheid;

7° onverminderd de bepalingen van de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren, de herstructurering en de leefbaarheid te verzekeren van de ondernemingen in de sectoren die door artikel 6, § 1, VI, 4°, 2de deel, 1°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, erkend worden als sectoren die behoren tot het nationaal beleid en, in het kader van deze herstructurering en ten einde de leefbaarheid te verzekeren, specifieke regelen vast te stellen inzake bezoldigingen, vergoedingen en voordelen, met inbegrip van elke vorm van vergoeding van de bestuurders, beheerders en commissarissen in de ondernemingen van diezelfde sectoren, in afwijking van de wetten, collectieve overeenkomsten, individuele overeenkomsten en unilaterale beslissingen van de werkgever, voor zover de bepalingen betreffende het gewaarborgd gemiddeld minimum-maandinkomen die in de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 en 23 van 15 mei 1975 en 25 juli 1975 zijn opgenomen, worden in acht genomen.

Art. 2. — Artikel 12, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan dit besluit, tot 31 december 1986, bij in Ministerraad overlegd besluit, toepasselijk verklaren op de gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad welke Hij bepaalt, alsook op de Brusselse Agglomeratie. De aanvragen om tegemoetkoming moeten worden ingediend binnen een termijn van twee maanden vanaf de bekendmaking van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning. »

Art. 3. — § 1. De ontwerpen van de besluiten die zullen worden genomen krachtens de door artikel 1 toegekende machten, worden aan het met redenen omkleed advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State onderworpen in de gevallen en met de gevolgen als voor de voorontwerpen van wet is bepaald door artikel 3, § 1 tot 4, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Dit advies wordt, samen met het verslag aan de Koning en het koninklijk besluit waarop het betrekking heeft, gepubliceerd.

Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

Koninklijk besluit nr. 432 (zie art. 1, 2°, b).

Koninklijk besluit nr. 433 van 5 augustus 1986 tot wijziging van artikel 50 van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Koninklijk besluit nr. 443 van 14 augustus 1986 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel bruggpensioen.

Koninklijk besluit nr. 444 van 14 augustus 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 289 van 31 maart 1984 houdende tijdelijke maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen met het oog op de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van het sociaal statuut van de zelfstandigen.

Koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986 tot wijziging en aanvulling van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Koninklijk besluit nr. 421 van 18 juli 1986 tot wijziging van artikel 21bis van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Koninklijk besluit nr. 430 van 5 augustus 1986 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Koninklijk besluit nr. 408 (zie artikel 1, 3°)

Koninklijk besluit nr. 422 (zie artikel 1, 3°)

Koninklijk besluit nr. 440 (zie artikel 1, 2°, d)

Koninklijk besluit nr. 424 (zie artikel 1, 3°)

Koninklijk besluit nr. 435 van 5 augustus 1986 betreffende het verlof en de afwezigheid voor verminderde prestaties ten gunste van de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben of die ten minste twee kinderen niet ouder van veertien jaar ten laste hebben.

Koninklijk besluit nr. 436 van 5 augustus 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

Koninklijk besluit nr. 440 (zie artikel 1, 2°, d)

Koninklijk besluit nr. 440 (zie artikel 1, 2°, d)

Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

§ 2. Sous réserve du § 1^{er}, les arrêtés peuvent, en cas d'urgence, être pris sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrites par des dispositions autres que celles de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

§ 3. Avant la publication des arrêtés au *Moniteur belge*, le Premier Ministre en communique le texte au président de chacune des Chambres législatives, en y annexant le projet soumis au Conseil d'Etat, l'avis de celui-ci et le rapport au Roi relatif à l'arrêté.

§ 4. Le Roi peut assurer l'application des dispositions prises en exécution de la présente loi par des sanctions administratives civiles et pénales. Les sanctions pénales ne pourront excéder une peine d'emprisonnement de six mois et une amende de 100 000 francs ou l'une de ces peines seulement.

Le Livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, est applicable aux infractions aux dispositions prises en vertu du présent paragraphe.

Art. 4. — § 1^{er}. Les pouvoirs accordés au Roi par l'article 1^{er}, 1^o, 5^o, 6^o et 7^o, expirent le 31 décembre 1986; les pouvoirs accordés au Roi par l'article 1^{er}, 2^o, 3^o et 4^o expirent le 31 mars 1987.

Les pouvoirs accordés au Roi par l'article 3, § 4, expirent selon le cas, le 31 décembre 1986 ou le 31 mars 1987.

§ 2. Les arrêtés pris en vertu de ces pouvoirs, peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales.

Arrêtés royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n° 401 (voir article 1^{er}, 2^o)
 Arrêté royal n° 402 (voir article 1^{er}, 2^o, a)
 Arrêté royal n° 403 (voir article 1^{er}, 2^o, a)
 Arrêté royal n° 405 (voir article 1^{er}, 3^o)
 Arrêté royal n° 406 (voir article 1^{er}, 3^o)
 Arrêté royal n° 407 (voir article 1^{er}, 4^o)
 Arrêté royal n° 408 (voir article 1^{er}, 3^o)
 Arrêté royal n° 409 (voir article 1^{er}, 3^o)
 Arrêté royal n° 410 (voir article 1^{er}, 3^o)
 Arrêté royal n° 411 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 412 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 413 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 414 (voir article 1^{er}, 2^o, c)
 Arrêté royal n° 415 (voir article 1^{er}, 2^o)
 Arrêté royal n° 418 (voir article 1^{er}, 2^o, a)
 Arrêté royal n° 419 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 420 (voir article 1^{er}, 2^o)
 Arrêté royal n° 421 (voir article 1^{er}, 4^o)
 Arrêté royal n° 422 (voir article 1^{er}, 3^o)
 Arrêté royal n° 424 (voir article 1^{er}, 3^o)
 Arrêté royal n° 425 (voir article 1^{er}, 2^o, c)
 Arrêté royal n° 429 (voir article 1^{er}, 2^o, c)
 Arrêté royal n° 430 (voir article 1^{er}, 4^o)
 Arrêté royal n° 431 (voir article 1^{er}, 2^o)
 Arrêté royal n° 432 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 433 (voir article 1^{er}, 3^o)
 Arrêté royal n° 434 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 435 (voir article 1^{er}, 6^o, b)
 Arrêté royal n° 436 (voir article 1^{er}, 6^o, b)
 Arrêté royal n° 437 (voir article 1^{er}, 2^o)
 Arrêté royal n° 438 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 439 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 440 (voir article 1^{er}, 2^o, d)
 Arrêté royal n° 442 (voir article 1^{er}, 2^o, a)
 Arrêté royal n° 443 (voir article 1^{er}, 3^o)
 Arrêté royal n° 445 (voir article 1^{er}, 2^o, d)
 Arrêté royal n° 447 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 448 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 449 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 451 (voir article 1^{er}, 2^o, c)
 Arrêté royal n° 452 (voir article 1^{er}, 2^o, c)
 Arrêté royal n° 453 (voir article 1^{er}, 3^o, b)
 Arrêté royal n° 454 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 455 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 457 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 458 (voir article 1^{er}, 2^o, b)
 Arrêté royal n° 459 (voir article 1^{er}, 2^o, b)

Arrêté royal n° 418 (voir article 1^{er}, 2^o, a)

Arrêté royal n° 431 (voir article 1^{er}, 2^o)

Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

§ 2. Onder voorbehoud van § 1, kunnen de besluiten, in geval van dringende noodzakelijkheid, worden genomen zonder de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

§ 3. Vooraleer de besluiten in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt, deelt de Eerste Minister de tekst ervan mede aan de Voorzitters van de Wetgevende Kamers, samen met het ontwerp zoals het aan de Raad van State werd voorgelegd, met diens advies en met het verslag aan de Koning betreffende het besluit.

§ 4. De Koning kan de toepassing van de bepalingen, genomen in uitvoering van deze wet, verzekeren door sancties van administratieve, burgerlijke en strafrechtelijke aard. De strafsancities mogen niet meer bedragen dan een gevangenisstraf van zes maanden en een geldboete van 100 000 frank of slechts een van deze straffen.

Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, is van toepassing op de overtredingen van de krachtens deze paragraaf vastgestelde bepalingen.

Art. 4. — § 1. De in artikel 1, 1^o, 5^o, 6^o en 7^o aan de Koning verleende machten verstrijken op 31 december 1986; de in artikel 1, 2^o, 3^o en 4^o aan de Koning verleende machten verstrijken op 31 maart 1987.

De in artikel 3, § 4, aan de Koning verleende machten verstrijken, al naar het geval, op 31 december 1986 of op 31 maart 1987.

§ 2. De besluiten, genomen krachtens deze machten, kunnen de wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen.

Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

Koninklijk besluit nr. 401 (zie artikel 1, 2^o)
 Koninklijk besluit nr. 402 (zie artikel 1, 2^o, a)
 Koninklijk besluit nr. 403 (zie artikel 1, 2^o, a)
 Koninklijk besluit nr. 405 (zie artikel 1, 3^o)
 Koninklijk besluit nr. 406 (zie artikel 1, 3^o)
 Koninklijk besluit nr. 407 (zie artikel 1, 4^o)
 Koninklijk besluit nr. 408 (zie artikel 1, 3^o)
 Koninklijk besluit nr. 409 (zie artikel 1, 3^o)
 Koninklijk besluit nr. 410 (zie artikel 1, 3^o)
 Koninklijk besluit nr. 411 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 412 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 413 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 414 (zie artikel 1, 2^o, c)
 Koninklijk besluit nr. 415 (zie artikel 1, 2^o)
 Koninklijk besluit nr. 418 (zie artikel 1, 2^o, a)
 Koninklijk besluit nr. 419 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 420 (zie artikel 1, 2^o)
 Koninklijk besluit nr. 421 (zie artikel 1, 4^o)
 Koninklijk besluit nr. 422 (zie artikel 1, 3^o)
 Koninklijk besluit nr. 424 (zie artikel 1, 3^o)
 Koninklijk besluit nr. 425 (zie artikel 1, 2^o, c)
 Koninklijk besluit nr. 429 (zie artikel 1, 2^o, c)
 Koninklijk besluit nr. 430 (zie artikel 1, 4^o)
 Koninklijk besluit nr. 431 (zie artikel 1, 2^o)
 Koninklijk besluit nr. 432 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 433 (zie artikel 1, 3^o)
 Koninklijk besluit nr. 434 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 435 (zie artikel 1, 6^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 436 (zie artikel 1, 6^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 437 (zie artikel 1, 2^o)
 Koninklijk besluit nr. 438 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 439 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 440 (zie artikel 1, 2^o, d)
 Koninklijk besluit nr. 442 (zie artikel 1, 2^o, a)
 Koninklijk besluit nr. 443 (zie artikel 1, 3^o)
 Koninklijk besluit nr. 445 (zie artikel 1, 2^o, d)
 Koninklijk besluit nr. 447 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 448 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 449 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 451 (zie artikel 1, 2^o, c)
 Koninklijk besluit nr. 452 (zie artikel 1, 2^o, c)
 Koninklijk besluit nr. 453 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 454 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 456 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 457 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 458 (zie artikel 1, 2^o, b)
 Koninklijk besluit nr. 459 (zie artikel 1, 2^o, b)

Koninklijk besluit nr. 418 (zie artikel 1, 2^o a)

Koninklijk besluit nr. 431 (zie artikel 1, 2^o)

Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

§ 3. Après l'expiration des pouvoirs attribués par la présente loi, ces arrêtés ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés que par une loi, sans préjudice de la disposition de l'article 6.

§ 4. Les arrêtés pris jusqu'au 31 décembre 1986 peuvent rétroagir au 1^{er} janvier 1986.

Les arrêtés pris après le 31 décembre 1986 peuvent rétroagir au 1^{er} janvier 1987.

Toutefois, les dispositions qui créent des infractions ou aggravent des peines, au sens du Livre premier du Code pénal, et les dispositions qui créent ou aggravent des sanctions administratives et civiles, ne peuvent rétroagir.

Art. 5. — Le Roi peut coordonner les lois qu'il modifie en application de la présente loi, avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera rétablie.

A cette fin, Il peut :

1^o modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2^o modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner, en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3^o modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions;

4^o établir, lorsqu'il fait défaut, un texte en néerlandais officiel des dispositions à coordonner;

5^o arrêter l'intitulé de la coordination.

Le Roi peut, en outre, adapter la représentation des références qui font aux dispositions reprises dans la coordination, d'autres dispositions qui n'y sont pas reprises.

Art. 6. — § 1^{er}. Il sera fait rapport aux Chambres, avant le 30 septembre 1986, sur les arrêtés pris en vertu des pouvoirs conférés à l'article 1^{er}, et publiés avant le 1^{er} août 1986. Ces arrêtés sont abrogés au 31 décembre 1986 s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date.

§ 2. Il sera fait rapport aux Chambres, avant le 31 janvier 1987, sur les arrêtés pris en vertu des pouvoirs conférés par l'article 1^{er}, et publiés à partir du 1^{er} août 1986 jusqu'au 31 décembre 1986. Ces arrêtés sont abrogés au 31 mars 1987 s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date.

§ 3. Il sera fait rapport aux Chambres, avant le 30 avril 1987, sur les arrêtés pris en vertu des pouvoirs conférés par l'article 1^{er}, et publiés après le 31 décembre 1986. Ces arrêtés sont abrogés au 31 juillet 1987 s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date.

Art. 7. — La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

BAUDOUIN.

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

W. MARTENS.

Le Vice-Premier Ministre,

J. GOL.

Le Vice-Premier Ministre,

Ch-F. NOTHOMB.

Le Vice-Premier Ministre,

G. VERHOFSTADT.

VU ET SCÉLÉ DU SCEAU DE L'ÉTAT :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL.

Arrêtés royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n° 432 (voir article 1^{er}, 2^o, b)

Arrêté royal n° 433 (voir article 1^{er}, 3^o)

Arrêté royal n° 454 (voir article 1^{er}, 2^o, b)

Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

§ 3. Na het verstrijken van de door deze wet toegekende machten, kunnen die besluiten niet worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen dan door een wet, onverminderd het bepaalde in artikel 6.

§ 4. De tot 31 december 1986 genomen besluiten kunnen terugwerkende kracht hebben tot 1 januari 1986.

De na 31 december 1986 genomen besluiten kunnen terugwerkende kracht hebben tot 1 januari 1987.

Bepalingen die strafbare feiten invoeren of straffen verzwaren in de zin van Boek I van het Strafwetboek, en bepalingen die administratieve en burgerlijke sancties invoeren of verzwaren, kunnen evenwel geen terugwerkende kracht hebben.

Art. 5. — De Koning kan de wetten die Hij met toepassing van deze wet wijzigt, coördineren met de bepalingen die deze op het tijdstip van de coördinatie uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd mochten hebben.

Daartoe kan Hij:

1° de volgorde, de nummering van de coördinerende bepalingen en in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de coördinerende bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in de te coördineren bepalingen vervat zijn, de redactie ervan wijzigen te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen;

4° waar voor de te coördineren bepalingen een officiële Nederlandse tekst ontbreekt, deze vaststellen;

5° het opschrift van de coördinatie bepalen.

Bovendien kan de Koning de verwijzingen naar de in de coördinatie opgenomen bepalingen die in andere niet in de coördinatie opgenomen bepalingen voorkomen, naar de vorm aanpassen.

Art. 6. — § 1. Over de besluiten genomen krachtens de door in artikel 1 toegekende machten, en bekendgemaakt vóór 1 augustus 1986, zal vóór 30 september 1986 bij de Kamers verslag worden uitgebracht. Deze besluiten zijn opgeheven op 31 december 1986, indien ze vóór die datum niet door de wet zijn bekrachtigd.

§ 2. Over de besluiten genomen krachtens de door artikel 1 toegekende machten, en bekendgemaakt vóór 1 augustus 1986 tot en met 31 december 1986, zal vóór 31 januari 1987 bij de Kamers verslag worden uitgebracht. Deze besluiten zijn opgeheven op 31 maart 1987, indien ze vóór die datum niet door de wet zijn bekrachtigd.

§ 3. Over de besluiten genomen krachtens de door artikel 1 toegekende machten, en bekendgemaakt na 31 december 1986, zal vóór 30 april 1987 bij de Kamers verslag worden uitgebracht. Deze besluiten zijn opgeheven op 31 juli 1987, indien ze vóór die datum niet door de wet zijn bekrachtigd.

Art. 7. — Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

BOUDEWIJN.

VAN KONINGSWEGE:

De Eerste Minister,

W. MARTENS.

De Vice-Eerste Minister,

J. GOL.

De Vice-Eerste Minister,

Ch-F. NOTHOMB.

De Vice-Eerste Minister,

G. VERHOFSTADT.

GEZIEN EN MET 'S LANDS ZEGEL GEZEGELD:

De Minister van Justitie,

J. GOL.

Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

Koninklijk besluit nr. 432 (zie artikel 1, 2°, b)

Koninklijk besluit nr. 433 (zie artikel 1, 3°)

Koninklijk besluit nr. 454 (zie artikel 1, 2°, b)

RAPPORTS DES DEPARTEMENTS

§ 1. Ministre de la Fonction publique

A. Base légale

L'article 1^{er}, 2^o, d, 5^o et 6^o, b et c, et l'article 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, ont servi de base aux arrêtés n^{os} 440 du 11 août 1986 et 445 du 20 août 1986 pris par le département de la Fonction publique.

B. Enumération

Arrêté royal n^o 440 du 11 août 1986 modifiant la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public.

Arrêté royal n^o 445 du 20 août 1986 modifiant l'arrêté royal n^o 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics.

C. Commentaire

L'arrêté royal n^o 440 du 11 août 1986 modifie l'article 11 de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public, en y substituant la date du 31 décembre 1987 à celle du 31 décembre 1986.

Il en résulte que la cotisation de solidarité applicable aux agents du secteur public sera prolongée en 1987. Le produit de cette cotisation sera, comme les années antérieures, affecté à la diminution de l'intervention de l'Etat dans les dépenses du chômage et contribuera donc à l'assainissement des finances publiques au sens de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

L'arrêté royal n^o 445 du 20 août 1986 modifie l'arrêté royal n^o 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics.

La modification a pour but de supprimer l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sur les décisions du Ministre ou de l'organe de gestion compétent autorisant les agents à exercer une activité de cumul en dehors des heures de service, activité qui doit être compatible avec leurs fonctions et l'intérêt du service public.

Il en résulte une simplification administrative ainsi qu'une moindre charge budgétaire, l'arrêté étant justifié sur base de l'article 1^{er} de la loi de pouvoirs spéciaux.

§ 2. Ministre du Budget

A. Base légale

L'article 1^{er}, 2^o, a, de la loi susmentionnée vise à maîtriser, limiter ou réduire les dépenses publiques, notamment en modifiant les règles relatives à la comptabilité de l'Etat.

L'article 3, § 2, de la loi susmentionnée vise à prendre les arrêtés, sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrites par des dispositions spéciales autres que celles de la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980.

B. Enumération des arrêtés numérotés

18 avril 1986 — Arrêté royal n^o 402 modifiant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

VERSLAGEN VAN DE DEPARTEMENTEN

§ 1. Minister van Openbaar Ambt

A. Wettelijke grondslag

Artikel 1, 2^o, d, 5^o en 6^o, b en c, en artikel 3, § 2 van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, werden als basis genomen voor de besluiten nr. 440 van 11 augustus 1986 en 445 van 20 augustus 1986, genomen door het departement van Openbaar Ambt.

B. Opsomming

Koninklijk besluit nr. 440 van 11 augustus 1986 tot wijziging van de herstelwet van 10 februari 1981 tot invoering van een solidariteitsbijdrage ten laste van de personen rechtstreeks of onrechtstreeks bezoldigd door de openbare sector.

Koninklijk besluit nr. 445 van 20 augustus 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 46 van 10 juli 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten.

C. Toelichting

Het koninklijk besluit nr. 440 wijzigt het artikel 11 van de herstelwet van 10 februari 1981 tot invoering van een solidariteitsbijdrage ten laste van de personen rechtstreeks of onrechtstreeks bezoldigd door de openbare sector door er de datum van 31 december 1987 in de plaats te stellen van 31 december 1986.

Daaruit volgt dat de solidariteitsbijdrage, van toepassing op de personen van de openbare sector, zal verlengd worden in 1987. De opbrengst van deze bijdrage zal, zoals de vorige jaren, worden aangewend voor de vermindering van de staatssussienkomst in de werkloosheidsuitgaven en zal bijdragen tot de sanering van de openbare financiën in de zin van artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 die aan de Koning bepaalde bijzondere machten toekent.

Het koninklijk besluit nr. 445 van 20 augustus wijzigt het koninklijk besluit nr. 46 van 10 juni 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten.

De wijziging heeft tot doel het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, af te schaffen over de beslissingen van de Minister of van het bevoegd beheersorgaan dat (die) de toelating geeft aan de personeelsleden een activiteit in cumulatie te verrichten buiten de diensturen, activiteit die moet verenigbaar zijn met hun functies en het belang van de openbare dienst.

Daaruit volgt een administratieve vereenvoudiging evenals een kleine budgettaire last, daar het besluit gerechtvaardigd is op basis van artikel 1 van de wet op de bijzondere machten.

§ 2. Minister van Begroting

A. Wettelijke basis

Artikel 1, 2^o, a, van de bovengenoemde wet heeft tot doel de overheidsuitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, inzonderheid door het wijzigen van de regelen betreffende de Rijkscomptabiliteit.

Artikel 3, § 2, van de bovengenoemde wet heeft tot doel de besluiten te nemen zonder de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

B. Opsomming van de genummerde besluiten

18 april 1986 — Koninklijk besluit nr. 402 tot wijziging van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

18 avril 1986 — Arrêté royal n° 403 modifiant l'article 24 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

C. Commentaires

— Arrêté royal n° 402 :

Suivant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963, les soldes disponibles des crédits budgétaires au 31 décembre étaient reportés à l'année suivante et pouvaient être utilisés dès le début de l'année :

1) pour ordonnancer toute dépense résultant d'obligations nées à charge de l'Etat pendant l'année budgétaire révolue, s'il s'agit de crédits non dissociés. Ces crédits ne pouvaient être reportés qu'une seule fois;

2) pour engager ou ordonnancer toute dépense sur un crédit dissocié (sans limitation dans le temps).

Un arrêté royal devait être pris annuellement pour fixer, pour chaque catégorie de crédits, le montant non reconnu nécessaire, lequel pouvait tomber en annulation.

Ces arrêtés étaient pris avec des retards importants et perdaient une grande partie de leur utilité, du fait du report automatique de l'intégralité des soldes disponibles au niveau des comptabilités et de la Trésorerie.

Les reports de crédits devaient faire l'objet d'un projet de loi d'approbation à déposer par le Ministre des Finances avant le 31 août de l'année suivante.

Cette disposition n'a jamais été exécutée.

L'arrêté royal n° 402 renverse la procédure pour la rendre plus efficace.

A partir du 1^{er} janvier 1987, tombent en annulation :

1) pour les crédits non dissociés, tous les soldes de crédits non engagés à la fin de l'année, seule la partie non ordonnancée pouvant être reportée et ce, pour un an seulement;

2) pour les crédits dissociés, tous les soldes de crédits tant d'engagement que d'ordonnancement disponibles en fin d'année. En cas de nécessité dûment motivée, le Roi peut toutefois déroger à ces dispositions. Dans ce cas, le projet de loi d'approbation, à déposer par le Ministre des Finances avant le 31 août de l'année suivante reste d'application.

— Arrêté royal n° 403 :

En vertu de l'article 181 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, un projet de loi doit être déposé sans retard pour régulariser toute délibération du Conseil des Ministres prise en vertu de l'article 24 de la loi du 28 juin 1963, chaque fois que les dépenses dépassent un montant ou une proportion fixés par le Roi. Ce montant et cette proportion ont été fixés par l'arrêté royal du 7 avril 1978.

Par l'arrêté royal n° 403, le Gouvernement entend s'imposer une plus grande discipline tout en renforçant les prérogatives du Parlement.

Cet arrêté confère une base ayant valeur légale aux dispositions de l'arrêté royal du 7 avril 1978. Il reprend en les adaptant les montants et la proportion établis par ledit arrêté royal et suspend l'exécution des délibérations concernées jusqu'au dépôt d'un projet de loi.

18 april 1986 — Koninklijk besluit nr. 403 tot wijziging van artikel 24 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

C. Commentaar

— Koninklijk besluit nr. 402 :

Volgens de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963, werden de op 31 december beschikbare saldi van de begrotingskredieten overgedragen naar het volgende jaar en konden vanaf het begin van het jaar worden aangewend :

1) om elke uitgave te ordonnanceren die voortvloeit uit verplichtingen ontstaan ten laste van de Staat tijdens het afgelopen begrotingsjaar, indien het niet-gesplitste kredieten betreft. Die kredieten konden slechts eenmaal worden overgedragen;

2) om elke uitgave op een gesplitst krediet vast te leggen of te ordonnanceren (zonder beperking in de tijd).

Een koninklijk besluit moest jaarlijks worden genomen om, voor elke categorie van kredieten het als niet nodig erkende bedrag te bepalen. Dat bedrag kon dan geannuleerd worden.

Die besluiten werden met veel vertraging genomen en verloren een groot deel van hun nut, wegens de automatische overdracht van de integraliteit van de beschikbare saldi op het niveau van de comptabiliteit en van de Thesaurie.

De kredietoverdrachten dienden te worden opgenomen in een ontwerp van wet tot goedkeuring, dat door de Minister van Financiën vóór 31 augustus van het volgende jaar moest worden ingediend.

Die bepaling werd nooit uitgevoerd.

Het koninklijk besluit nr. 402 keert de procedure om, teneinde ze doeltreffender te maken.

Vanaf 1 januari 1987 worden nietig :

1) voor de niet-gesplitste kredieten, al de op het einde van het jaar niet vastgelegde kredietssaldi, daar alleen het niet geordonnanceerde gedeelte kan worden overgedragen, en dat slechts voor één jaar;

2) voor de gesplitste kredieten, al de op het einde van het jaar beschikbare saldi zowel van vastleggings- als van ordonnanceeringskredieten. In geval van behoorlijk gemotiveerde noodzaak kan de Koning evenwel van die bepalingen afwijken. In dat geval blijkt het ontwerp van wet tot goedkeuring, dat door de Minister van Financiën vóór 31 augustus van het volgend jaar moet worden ingediend, van toepassing.

— Koninklijk besluit nr. 403 :

Krachtens artikel 181 van de wet van 22 december 1977 betreffende de begrotingsvoorstellen 1977-1978, dient zonder verwijl een wetsvoorstel te worden ingediend om elke beraadslaging van de Ministerraad, genomen krachtens artikel 24 van de wet van 28 juni 1963, te regulariseren, telkens als de uitgaven een door de Koning vastgesteld bedrag of vastgestelde proportie overschrijden. Dat bedrag en die proportie werden vastgesteld bij koninklijk besluit van 7 april 1978.

Met het koninklijk besluit nr. 403 wil de Regering zich een grotere tucht opleggen en tevens de prerogatieven van het Parlement verstevigen.

Dat besluit verleent aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 april 1978 een basis met een wettelijke waarde. Het herneemt en wijzigt het bedrag en de proportie die door het genoemde koninklijk besluit werden vastgesteld, en stelt de uitvoering van de betrokken beraadslagingen uit tot de indiening van een wetsontwerp.

§ 3. Ministre des Finances

A. Base légale

Article 1^{er}, 2^o, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

B. Énumération des arrêtés

1. Arrêté royal n° 427 du 5 août 1986 relatif au financement des institutions financières d'intérêt public (*Moniteur belge* du 21 août 1986).

2. Arrêté royal n° 428 du 5 août 1986 modifiant la loi de redressement du 31 juillet 1984 (*Moniteur belge* du 21 août 1986. — Errata : *Moniteur belge* du 22 août 1986).

3. Arrêté royal n° 441 du 14 août 1986 relatif à la garantie de l'Etat à accorder aux emprunts de refinancement émis par la Société nationale du logement et par la Société nationale tierrienne.

4. Arrêté royal n° 446 du 20 août 1986 relatif aux opérations de régularisation d'une partie des intérêts de certains emprunts émis par l'Etat et le Fonds des Routes.

5. Arrêté royal n° 450 du 29 août 1986 modifiant la loi du 2 avril 1962 instituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement.

C. Commentaire

Arrêté royal n° 427 du 5 août 1986 relatif au financement des institutions financières d'intérêt public (*Moniteur belge* du 21 août 1986).

Afin de diminuer les dépenses de l'Etat, et en application de l'article 1, 2^o de la loi du 27 mars 1986, la possibilité a été créée pour les institutions publiques financières d'émettre des obligations subordonnées. Le caractère subordonné de ces moyens doit donner à ces institutions la possibilité d'acquiescer des moyens financiers autres que des dotations de l'Etat, qui peuvent être assimilés à leurs fonds propres.

Ainsi, cette disposition répond également à la déclaration gouvernementale dans laquelle l'appel de capitaux privés pour les entreprises mixtes et pour les entreprises publiques a été proposé.

Cette disposition est rendue applicable aux organismes publics qui opèrent dans le domaine financier et dont les fonds propres doivent évoluer de la même façon que l'augmentation de leur activité. L'arrêté est donc applicable à la C.G.E.R., la S.N.C.I., l'O.C.C.H., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., le Crédit communal et la S.N.I.

De cette façon, ces institutions sont à même d'assurer le maintien d'une solvabilité qui répond à la confiance de leurs prêteurs et de leurs partenaires.

Dès lors, ces institutions peuvent, dès que cela s'avère nécessaire, acquiescer des moyens assimilables à leurs fonds propres sans que le budget de l'Etat soit alourdi. Dans la même optique ces moyens ne seront pas garantis par l'Etat.

Arrêté royal n° 428 du 5 août 1986 modifiant la loi de redressement du 31 juillet 1984 (*Moniteur belge* du 21 août 1986. — Errata : *Moniteur belge* du 22 août 1986); (...).

L'arrêté royal n° 428 du 5 août 1986 modifiant la loi de redressement du 31 juillet 1984, a été pris en exécution de l'article 1^{er}, 2^o, de la loi du 27 mars 1986.

L'arrêté royal du 8 janvier 1985, pris en exécution de l'article 30 de la loi de redressement du 31 juillet 1984, prévoit que la cotisation de solidarité cesse d'être applicable, à la date du

§ 3. Minister van financiën

A. Wettelijke grondslag

Artikel 1, 2^o, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

B. Opsomming der besluiten

1. Koninklijk besluit nr. 427 van 5 augustus 1986 betreffende de financiering van de financiële instellingen van openbaar nut (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

2. Koninklijk besluit nr. 428 van 5 augustus 1986 tot wijziging van de herstellwet van 31 juli 1984 (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986. — Errata : *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1986).

3. Koninklijk besluit nr. 441 van 14 augustus 1986 betreffende de toe te kennen Staatswaarborg aan de herfinancieringsleningen uitgegeven door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij.

4. Koninklijk besluit nr. 446 van 20 augustus 1986 betreffende de verrichtingen tot regularisatie van een gedeelte van de intresten van bepaalde leningen uitgegeven door de Staat en door het Wegenfonds.

5. Koninklijk besluit nr. 450 van 29 augustus 1986 tot wijziging van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen.

C. Commentaar

Koninklijk besluit nr. 427 van 5 augustus 1986 betreffende de financiering van de financiële instellingen van openbaar nut (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

Teneinde de uitgaven van de Staat te verminderen werd bij toepassing van artikel 1, 2^o, van de wet van 27 maart 1986 de mogelijkheid voor de openbare financiële instellingen gecreëerd om achtergestelde obligaties uit te geven. De achterstelling van deze middelen moet het deze instellingen mogelijk maken financieringsmiddelen te verwerven, andere dan de Staatsdotaties, die met eigen middelen kunnen worden gelijkgesteld.

Aldus beantwoordt deze maatregel eveneens aan de Regeringsverklaring waarin het aantrekken van privé-kapitaal voor de gemengde bedrijven en de overheidsbedrijven werd vooropgesteld.

Deze maatregel werd toepasselijk gemaakt op de openbare instellingen werkzaam in de financiële sector. Hun middelen moeten gelijke tred houden met de groei van hun activiteit. Het besluit geldt voor de A.S.L.K., de N.M.K.N., het C.B.H.K., het N.I.L.K., de N.K.B.K., het Gemeentekrediet en de N.I.M.

Aldus kunnen deze instellingen zelf instaan voor het handhaven van een solvabiliteit die het vertrouwen van hun geldschieters en hun partners verantwoordt.

Deze instellingen kunnen thans, zodra dit nodig mocht blijken, met eigen vermogen assimileerbare middelen verwerven zonder dat de Staatsbegroting wordt bezwaard. In dezelfde lijn zullen deze middelen niet gewaarborgd zijn door de Staat.

Koninklijk besluit nr. 428 van 5 augustus 1986 tot wijziging van de herstellwet van 31 juli 1984 (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986. — Errata : *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1986); (...).

In uitvoering van artikel 1, 2^o, van de wet van 27 maart 1986 werd het koninklijk besluit nr. 428 van 5 augustus 1986 tot wijziging van de herstellwet van 31 juli 1984 genomen.

Het koninklijk besluit van 8 januari 1985, genomen in uitvoering van artikel 30 van de herstellwet van 31 juli 1984, bepaalt dat de solidariteitsbijdrage op datum van 1 januari 1984 ophoudt

1^{er} janvier 1984, aux membres du personnel et aux titulaires d'un mandat public, dont la rémunération est à charge des institutions suivantes : la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, la Commission bancaire, la Société nationale d'Investissement, la Société nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit communal de Belgique, l'Institut de Récompte et de Garantie, la Banque nationale de Belgique, l'Office national du Ducroire, la Caisse nationale de Crédit professionnel, l'Office central de Crédit hypothécaire et l'Institut national de Crédit agricole.

L'article 31 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 prévoit, qu'en remplacement de la cotisation de solidarité, les institutions précitées et leur personnel verseront au Trésor une somme globale de 916,3 millions en 1984, 543,3 millions en 1985 et 878,3 millions en 1986.

L'arrêté royal n° 428 du 5 août 1986, tout en confirmant les versements dont question ci-dessus, impose auxdites institutions en remplacement de la cotisation de solidarité pour l'année 1987 le versement d'une somme globale de 878,3 millions.

Arrêté royal n° 441 du 14 août 1986 relatif à la garantie de l'Etat à accorder aux emprunts de refinancement émis par la Société nationale du logement et par la Société nationale terrienne.

La régionalisation de la Société nationale du logement et de la Société nationale terrienne décidée par l'article 6, § 1^{er}, IV, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 est toujours en cours.

Parmi les difficultés rencontrées en vue de sa pleine réalisation, la plus importante est celle qui naît de la répartition des dettes contractées par les deux sociétés nationales sous la garantie de l'Etat.

Les principes de cette répartition découlent de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux.

Ils se résument comme suit :

— L'Etat supporte :

1^o les charges financières des emprunts émis avant le 1^{er} janvier 1975, date de la régionalisation provisoire;

2^o les remboursements et les amortissements en capital des emprunts contractés entre le 1^{er} janvier 1975 et le 31 décembre 1979;

3^o toutes les charges des emprunts contractés en 1975 et 1976 afin d'honorer les engagements pris avant le 1^{er} janvier 1975.

Les 2^o et 3^o constituent ce que l'on a appelé le scénario d'assistance.

— Les Régions prennent en charge :

1^o la partie des intérêts des emprunts émis entre le 1^{er} janvier 1975 et le 31 décembre 1979 qui n'est pas supportée par l'Etat;

2^o les intérêts, remboursements et amortissements des emprunts émis à partir du 1^{er} janvier 1980, date de la régionalisation définitive.

Malgré de très réels efforts, aucune solution définitive n'a pu, jusqu'à présent, être trouvée aux problèmes posés par l'application de la loi précitée du 5 mars 1984.

La non-exécution de leurs obligations par les Régions, principalement, et par l'Etat, dans une moindre mesure, a influencé défavorablement la situation financière de la Société nationale du logement et de la Société nationale terrienne. Ces dernières n'ont eu, pour assurer le service financier de leurs emprunts, d'autre recours que celui de demander l'exécution de la garantie de l'Etat attachée auxdits emprunts en vertu de l'article 41 du Code du logement.

toepasselijk te zijn op de personeelsleden en op de titularissen van een openbaar mandaat, bezoldigd door volgende instellingen : de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, de Bankcommissie, de Nationale Investeringsmaatschappij, de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, het Gemeentekrediet van België, het Herdiscontering- en Waarborginstituut, de Nationale Bank van België, de Nationale Delcredere dienst, de Nationale Kas voor Beroepskrediet, het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet en het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet.

Ter vervanging van de solidariteitsbijdrage bepaalt artikel 31 van de herstellwet van 31 juli 1984 dat genoemde instellingen en hun personeel aan de Schatkist een globale som dienen te storten van 916,3 miljoen in 1984, 543,3 miljoen in 1985 en 878,3 miljoen in 1986.

Het koninklijk besluit nr. 428 van 5 augustus 1986 bevestigt de bovenvermelde bedragen en legt aan de genoemde instellingen en hun personeel de storting aan de Schatkist op van een globale som van 878,3 miljoen ter vervanging van de solidariteitsbijdrage voor het jaar 1987.

Koninklijk besluit nr. 441 van 14 augustus 1986 betreffende de toe te kennen Staatswaarborg aan de herfinancieringsleningen uitgegeven door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij.

De regionalisering van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij, beslist bij artikel 6, § 1, IV, van de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen van 8 augustus 1980, is nog aan de gang.

Bij de verwezenlijking ervan is de belangrijkste moeilijkheid de verdeling van de schulden die beide nationale maatschappijen hebben aangegaan onder Staatswaarborg.

De beginselen van deze verdeling volgen uit de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren.

Zij worden hierna kort samengevat :

— De Staat draagt :

1^o de financiële lasten van de leningen uitgegeven vóór 1 januari 1975, d.i. de datum van de voorlopige regionalisering;

2^o de kapitaalaflossingen en -terugbetalingen van de leningen die werden aangegaan tussen 1 januari 1975 en 31 december 1979;

3^o alle lasten van de leningen, afgesloten in 1975 en 1976, om verbintenissen te honoreren die vóór 1 januari 1975 werden aangegaan.

Littera's 2^o en 3^o worden weleens aangeduid als het bijstandsscenario.

— De Gewesten nemen ten laste :

1^o het intrestgedeelte van de leningen, uitgegeven tussen 1 januari 1975 en 31 december 1979, dat niet gedragen wordt door de Staat;

2^o de interesten, terugbetalingen en aflossingen van de leningen aangegaan vanaf 1 januari 1980, d.i. de datum van de definitieve regionalisering.

Ondanks volgehouden inspanning werd tot nu toe geen definitieve oplossing gevonden voor de problemen volgende uit de toepassing van de bedoelde wet van 5 maart 1984.

Het feit dat de Gewesten, in hoofdzaak, en de Staat, in mindere mate, hun verplichtingen niet hebben nagekomen heeft de financiële toestand van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij ongunstig beïnvloed. Teneinde de financiële dienst van hun leningen te verzekeren, hebben deze instellingen een beroep moeten doen op de uitvoering van de Staatswaarborg, welke aan deze leningen gehecht is ingevolge artikel 41 van de Huisvestingscode.

C'est ainsi que, du 1^{er} janvier au 31 août 1986, l'Etat a été amené à verser à ces sociétés des avances de caisse s'élevant à 15 086 700 963 francs, soit :

- 11 002 000 000 francs en faveur de la S.N.L.;
- 4 084 700 963 francs en faveur de la S.N.T.

Comme il importe que ces avances soient remboursées au plus tôt au Trésor public, le Gouvernement a décidé d'autoriser les deux sociétés nationales à emprunter sous la garantie de l'Etat les sommes nécessaires à ce remboursement.

L'article 41 du Code du logement ne prévoyant l'octroi de la garantie de l'Etat que pour les emprunts destinés au financement des investissements, il a été nécessaire de créer une base légale relative à la garantie de l'Etat à attacher aux emprunts de refinancement.

L'arrêté royal n° 441 constitue cette base légale.

Arrêté royal n° 446 du 20 août 1986 relatif aux opérations de régularisation d'une partie des intérêts de certains emprunts émis par l'Etat et le Fonds des Routes.

L'opération de régularisation d'une partie des intérêts de certains emprunts émis par l'Etat et le Fonds des Routes a fait l'objet d'un Protocole d'accord entre les investisseurs institutionnels et le Ministre des Finances, signé le 3 août 1986. Il prévoit l'émission de Bons du Trésor en paiement de la partie des charges d'intérêt des emprunts visés calculée à un taux supérieur à 8 %.

La mise en œuvre de cet accord demandait la prise de dispositions ayant force de loi pour :

1° préciser le mode de comptabilisation du produit des Bons du Trésor à émettre et ouvrir un compte adéquat à la section particulière du budget de la dette publique;

2° définir le mode d'amortissement et de paiement des intérêts des Bons du Trésor;

3° rendre le Roi compétent pour fixer les modalités d'exécution des mesures à prendre dans le domaine ainsi défini.

C'est ce que vise l'arrêté royal 446 précité qui d'ailleurs est suivi d'un arrêté ordinaire, daté du 29 août 1986 relatif à l'émission des Bons du Trésor 1986-1994.

Arrêté royal n° 450 du 29 août 1986 modifiant la loi du 2 avril 1962 instituant une Société nationale d'Investissement et des sociétés régionales d'investissement.

Afin de réduire les dépenses de l'Etat et pour exécuter les décisions gouvernementales d'assainissement des finances publiques, selon lesquelles il était prévu que l'Etat ne pourrait plus participer aux augmentations de capital des institutions financières publiques, la loi instituant la S.N.I. a été modifiée par l'arrêté royal n° 450. Cet arrêté, pris en application de l'article 1, 2°, de la loi du 27 mars 1986, permet au secteur privé de prendre des participations dans le capital de cette institution. On applique ainsi la décision gouvernementale visant notamment à attirer davantage de capitaux privés dans les sociétés mixtes et les sociétés publiques.

Cette privatisation partielle de la S.N.I., suivant laquelle l'Etat et les autres organismes financiers publics conserveront en tout cas 75 % du capital, sera réalisée lors de prochaines augmentations de capital. Les actionnaires privés pourront proposer selon

Aldus werd de Staat, van 1 januari tot 31 augustus 1986, ertoe verplicht deze maatschappijen kasvoorschotten te verstrekken ten belope van 15 086 700 963 frank, namelijk :

- 11 002 000 000 frank aan de N.M.H.;
- 4 084 700 963 frank aan de N.L.M.

Aangezien deze voorschotten zo snel mogelijk aan de Schatkist moeten worden terugbetaald, heeft de Regering besloten beide nationale maatschappijen te machtigen om de bedragen, vereist voor deze terugbetaling, te lenen onder Staatswaarborg.

Doordat artikel 41 van de Huisvestingscode de toekenning van de Staatswaarborg enkel voorziet voor leningen bestemd om de investeringen te financieren, was het noodzakelijk de toekenning van de Staatswaarborg voor de herfinancieringsleningen wettelijk te gronden.

Het koninklijk besluit nr. 441 verleent deze wettelijke grondslag.

Koninklijk besluit nr. 446 van 20 augustus 1986 betreffende de verrichtingen tot regularisatie van een gedeelte van de intresten van bepaalde leningen uitgegeven door de Staat en door het Wegenfonds.

De verrichting tot regularisatie van een gedeelte van de intresten van bepaalde leningen uitgegeven door de Staat en door het Wegenfonds heeft het voorwerp uitgemaakt van een Protocol van overeenkomst tussen de institutionele beleggers en de Minister van Financiën, ondertekend op 3 augustus 1986. Het voorziet in de emissie van Schatkistbons ter betaling van het gedeelte van de intrestlasten van de betrokken leningen berekend tegen een rentevoet hoger dan 8 %.

De ten uitvoerlegging van deze overeenkomst vergde het nemen van bepalingen met kracht van wet om :

1° de wijze van boeking van de opbrengst van de uit te geven Schatkistbons nader te bepalen en een gepaste rekening bij de afzonderlijke sectie van de begroting van de Rijksschuld te openen;

2° de aflossingsmodaliteit en de betalingswijze van de intresten van de Schatkistbons te bepalen;

3° de Koning de bevoegdheid te geven om de uitvoeringsmodaliteiten van de maatregelen te nemen in het aldus afgebakend domein.

Dit is wat het voornoemde koninklijk besluit nr. 446 beoogt en dat trouwens gevolgd is door een gewoon koninklijk besluit van 29 augustus 1986 betreffende de uitgifte van de Schatkistbons 1986-1994.

Koninklijk besluit nr. 450 van 29 augustus 1986 tot wijziging van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen.

Teneinde de uitgaven van de Staat te verminderen en om uitvoering te geven aan de Regeringsbeslissingen tot sanering van de openbare financiën, waarbij wordt voorzien dat de Staat niet meer zal deelnemen in de kapitaalverhogingen van de openbare financiële instellingen, werd het koninklijk besluit nr. 450 getroffen. Door dit besluit, dat genomen werd in toepassing van artikel 1, 2°, van de wet van 27 maart 1986, wordt de oprichtingswet van de N.I.M. gewijzigd teneinde de privé-sector toe te laten deel te nemen in het kapitaal van deze instelling. Aldus wordt eveneens uitvoering gegeven aan de Regeringsverklaring om met name meer privé-kapitaal aan te trekken voor de gemengde bedrijven en de overheidsbedrijven.

Deze gedeeltelijke privatisering van de N.I.M., waarbij de Staat en de andere openbare financiële instellingen alleszins 75 % van het kapitaal zullen behouden, zal worden verwezenlijkt bij de volgende kapitaalverhogingen. De privé-aandeelhouders zul-

les proportions de leur participation, des représentants au Conseil d'administration avec un maximum de cinq administrateurs.

§ 4. Ministre des Travaux publics

A. Base légale

L'arrêté pris par les Travaux publics a trouvé sa valeur juridique dans les articles 1^{er}, 2^o, c et d et 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi qui déterminent ce qui suit :

Article 1^{er}. — Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

2^o de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, plus précisément :

c) en rationalisant les institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics et en redéfinissant leurs missions;

d) en modifiant les dispositions légales entraînant des dépenses à charge de l'Etat.

Art. 3. — § 2. Sous réserve du § 1^{er}, les arrêtés peuvent, en cas d'urgence, être pris sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrites par des dispositions autres que celles de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

B. Énumération des arrêtés

Arrêté royal n° 414 portant réaffectation provisoire des membres du personnel de l'Institut national du Logement.

C. Commentaire

Dans les limites fixées par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 les missions de l'Institut national du logement ont été transférées à la Société du logement de la Région bruxelloise et seront transférées à la Région flamande et la Région wallonne.

Quoique les missions de l'Institut national du logement sont ou doivent être reprises par les Régions, la répartition des agents qui font partie de l'organisme précité n'est pas réalisée aussi longtemps que les arrêtés d'exécution de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression de certains organismes d'intérêt public ne sont pas pris.

Dans ces conditions, il est évident que les tâches confiées au personnel sont de plus en plus réduites et que l'on peut s'attendre à ce qu'elles disparaissent complètement à bref délai.

Vu le manque de moyens financiers nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'Institut national du logement, le Gouvernement estime, qu'en attendant le transfert des membres du personnel aux Régions, ils doivent être utilisés provisoirement dans d'autres services publics, actuellement il faudrait dégager de nouveaux crédits budgétaires pour rémunérer ce personnel tandis que dans la formule proposée, les services qui les accueilleront leur fourniront à la fois le travail et la rémunération à charge des crédits existants.

len naargelang het aandeel van hun participatie vertegenwoordigers in de raad van bestuur kunnen voordragen met een maximum van vijf beheerders.

§ 4. Minister van Openbare Werken

A. Wettelijke grondslag

Het door Openbare Werken genomen besluit vindt zijn rechtsgrond in de artikelen 1, 2^o, c en d en 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning die bepalen wat volgt :

Artikel 1. — Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, de bevordering van de tewerkstelling, alsmede het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

2^o de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te stijven, meer bepaald :

c) door de openbare instellingen of de instellingen gesubsidieerd door de openbare machten te rationaliseren en hun opdrachten opnieuw te definiëren;

d) door de wettelijke bepalingen te wijzigen die de uitgaven ten laste van de Staat tot gevolg hebben.

Art. 3. — § 2. Onder voorbehoud van § 1, kunnen de besluiten, in geval van dringende noodzakelijkheid, worden genomen zonder de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

B. Opsomming van de besluiten

Koninklijk besluit nr. 414 houdende voorlopige reëffectatie van de personeelsleden van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting.

C. Commentaar

Binnen de in de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 bepaalde perken, werden de taken van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting overgedragen aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en zullen ze worden overgedragen aan het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest.

Alhoewel de taken van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting reeds door de Gewesten zijn of dienen overgenomen te worden, is er nog steeds een onverdeeldheid inzake de personeelsleden, die deel uitmaken van voormelde instelling, zolang de uitvoeringsbesluiten van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, niet werden getroffen.

In die omstandigheden is het evident dat de opdrachten toegekend aan het personeel meer en meer afnemen en dat binnen een zeer kort tijdsbestek een volledige inactiviteit mag verondersteld worden.

Wegens het gebrek aan financiële middelen van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting om de werking ervan te garanderen, is de Regering van oordeel dat, in afwachting van de overheveling van de personeelsleden naar de Gewesten, ze ten voorlopige titel moeten gebezigd worden in andere overheidsdiensten; momenteel dienen nieuwe kredieten vrijgemaakt te worden om de personeelsleden te bezoldigen terwijl in de voorgestelde formule de diensten die ze verkrijgen hen tegelijk én werk én bezoldiging zullen verstrekken op basis van bestaande kredieten.

Le service de réaffectation créé auprès le service d'administration générale est chargé de la coordination de l'affectation provisoire des agents précités.

§ 5. Ministre des Communications

A. Base légale

Les articles 1^{er}, 2^o, c et 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

B. Enumération des arrêtés

1^{er} août 1986 — Arrêté royal n° 425 modifiant le statut de la Régie des Voies aériennes (R.V.A.) (*Moniteur belge* du 21 août 1986).

29 août 1986 — Arrêté royal n° 451 relatif à l'assainissement des finances de la Société nationale des Chemins de Fer belges (*Moniteur belge* du 16 septembre 1986).

29 août 1986 — Arrêté royal n° 452 modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de Fer belges (*Moniteur belge* du 16 septembre 1986).

C. Commentaire

Arrêté royal n° 425 pris en vertu de la loi du 27 mars 1986, attribuant certains pouvoirs au Roi vise à modifier les statuts de la R.V.A.

L'objectif essentiel est de donner à celle-ci l'autorisation législative nécessaire pour se décharger partiellement, en ce qui concerne les aéroports et aérodromes, de la mission qui lui avait été légalement dévolue sans qu'elle puisse toutefois se départir de son obligation d'assurer la sécurité de la navigation aérienne.

Les modifications retenues ouvrent la possibilité d'une participation soit à une société de droit public soit à une société de droit privé.

La cession d'une partie de sa mission ou son association à des tiers pour l'exercice de certaines activités reste toutefois subordonnée à l'autorisation par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Des dispositions ont été prises afin de garantir au personnel son statut d'agent d'un service public. Les tiers avec lesquels la R.V.A. s'associerait ou auxquels elle céderait des activités seraient autorisés à percevoir les redevances se rapportant auxdites activités.

Le développement de l'aéroport de Bruxelles-National sera ainsi poursuivi et assuré afin de maintenir, voire d'améliorer sa position par rapport à ses concurrents les plus proches.

Il sera procédé dans les meilleurs délais à la constitution d'une société mixte, dans laquelle la Régie sera présente, pour financer les travaux d'extension de l'aéroport et d'en assurer l'exploitation.

Une formule sera recherchée permettant de réduire graduellement ou éliminer le déficit des aéroports régionaux. L'économie s'élèvera à quelque 500 millions.

Dispensé de financer les investissements de la Régie, l'Etat réalisera une économie annuelle estimée à 1,6 milliard.

De reëffectatiedienst opgericht bij de dienst van algemeen bestuur is belast met de coördinatie bij de voorlopige tewerkstelling van bedoelde personeelsleden.

§ 5. Minister van Verkeerswezen

A. Wettelijke grondslag

Artikelen 1, 2^o, c, en 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

B. Opsomming van de besluiten

1 augustus 1986 — Koninklijk besluit nr. 425 tot wijziging van het statuut van de Regie der Luchtwezen (R.L.W.) (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

29 augustus 1986 — Koninklijk besluit nr. 451 betreffende het saneren van de financiën van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (*Belgisch Staatsblad* van 16 september 1986).

29 augustus 1986 — Koninklijk besluit nr. 452 tot wijziging van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (*Belgisch Staatsblad* van 16 september 1986).

C. Commentaar

Koninklijk besluit nr. 425 genomen krachtens de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning, heeft tot doel de statuten van de Regie der Luchtwezen te wijzigen.

Het beoogt aan deze laatste de vereiste wettelijke machtiging te verlenen om zich, voor wat de luchthavens en vliegvelden betreft, gedeeltelijk te ontlasten van de opdrachten die haar wettelijk werden toegekend terwijl ze echter haar verplichtingen om de veiligheid van het luchtverkeer te verzekeren verder moet nakomen.

De weerhouden wijzigingen bieden de mogelijkheid deel te nemen in een publiek- of privaatrechtelijke maatschappij.

De overdracht van een gedeelte van haar opdracht of het recht zich met derden te verenigen voor de uitoefening van bepaalde activiteiten is echter afhankelijk van een machtiging die bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit wordt verleend.

Schikkingen werden getroffen opdat het personeel het statuut van beambte of agent van een openbare dienst zou behouden. Derden die zich met de Regie der Luchtwezen zouden verenigen, of waaraan ze bepaalde activiteiten zou overdragen, zouden gemachtigd zijn vergoedingen te heffen met betrekking tot deze activiteiten.

Op die manier zal de ontwikkeling van de luchthaven Brussel-Nationaal verzekerd en voortgezet worden teneinde haar positie ten opzichte van haar naburige concurrenten te vrijwaren of indien mogelijk, te verbeteren.

Een gemengde maatschappij zal zo vlug mogelijk opgericht worden waaraan de Regie zal deelnemen om de uitbreidingswerken van de luchtaven te financieren en er de exploitatie van te verzekeren.

Een formule zal gezocht worden die moet toelaten het deficit van de regionale luchthavens stelselmatig te verminderen of weg te werken. De besparingen zullen ongeveer 500 miljoen bedragen.

De Staat die aldus de investeringen van de Regie niet moet financieren realiseert een geraamde jaarlijkse besparing van 1,6 miljard.

Arrêté royal n° 451 du 29 août 1986 relatif à l'assainissement des finances de la Société nationale des Chemins de Fer belges.

Dans le but d'accentuer les efforts en vue de l'assainissement des finances publiques, et plus particulièrement en ce qui concerne la S.N.C.B., l'arrêté royal n° 451 du 29 août 1986 (*Moniteur belge* du 16 septembre 1986) a été pris en se fondant sur les articles 1^{er}, 2^o, c, et 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986.

Cet arrêté royal vise à ce que le conseil d'administration de la Société nationale des Chemins de Fer belges présente avant le 1^{er} décembre 1986 des mesures d'économie supplémentaires, compte tenu de la réduction attendue des interventions de l'Etat pour les années 1986 et 1987, soit une économie de l'ordre de 4,5 milliards de francs.

Cet arrêté royal s'inspire principalement de l'arrêté royal n° 97 du 28 septembre 1982 relatif à l'assainissement des finances de certains organismes d'intérêt public dépendant du Ministère des Communications, dont le mécanisme a donné satisfaction en 1982.

L'arrêté royal n° 451 prévoit également la désignation d'un collège *ad hoc*, dans le cas peu vraisemblable où le Conseil d'Administration ne réussirait pas à proposer les mesures d'économies supplémentaires indispensables.

Arrêté royal n° 452 du 29 août 1986 modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de Fer belges.

L'arrêté royal n° 452 du 29 août 1986 (*Moniteur Belge* du 16 septembre 1986), se fonde sur les articles 1^{er}, 2^o, c, et 3, § 2 de la loi du 27 mars 1986 et vise la rationalisation des organes de gestion de la S.N.C.B. Cette rationalisation constitue la pierre angulaire de la réalisation des mesures d'économie supplémentaires imposées par l'arrêté royal n° 451 du 29 août 1986 (*Moniteur belge* du 16 septembre 1986).

En ce qui concerne la Société nationale des Chemins de Fer belges l'arrêté royal n° 452 vise à :

- une réduction des coûts;
- une amélioration du rendement;
- une diminution sensible de l'intervention annuelle à charge du budget de l'Etat;
- une diminution de l'endettement et une augmentation corrélative de la capacité d'investissement et du renforcement de sa capacité concurrentielle.

L'arrêté royal n° 452 prévoit que la Société nationale des Chemins de Fer belges, dans l'exercice de sa mission légale, se laissera dorénavant guider par les lignes de force économiques exactement définies dans des programmes quinquennaux. Jusqu'à présent, ces lignes de force étaient en fait librement déterminées par la société même, notamment pour ce qui est du service-voyageurs et des achats. Il est nécessaire d'améliorer le service des voyageurs et de mieux planifier les achats pour lesquels l'Etat paye des compensations.

On se laissera guider en l'occurrence notamment par la nécessité d'appliquer des principes d'économie d'entreprise et de garantir les intérêts de l'économie du pays.

Les activités de la société s'effectueront dans les limites d'une enveloppe préétablie. Les participations de la Société seront également limitées.

Les aspects les plus importants de la rationalisation de la gestion de la Société nationale introduite par l'arrêté royal n° 452, peuvent être résumés comme suit :

Le nombre de membres du conseil d'administration est ramené de 21 à 16, le nombre de séances normales du conseil de 12 à

Koninklijk besluit nr. 451 van 29 augustus 1986 betreffende het saneren van de financiën van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Met het oog op het leveren van een bijkomende inspanning teneinde de openbare financiën gezond te maken, werd voor de N.M.B.S. het koninklijk besluit nr. 451 van 29 augustus 1986 (*Belgisch Staatsblad* van 16 september 1986) genomen, dat steunde op de artikelen 1, 2^o, c) en 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986.

Dit koninklijk besluit heeft tot doel dat de Raad van Beheer van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen vóór 1 december 1986 bijkomende besparingsvoorstellen zou voorleggen, rekening houdend met de verminderde verwachte tussenkomsten van de Staat voor de jaren 1986 en 1987, wat een besparing van ongeveer 4,5 miljard frank betekent.

Dit koninklijk besluit is hoofdzakelijk geïnspireerd door het koninklijk besluit nr. 97 van 28 september 1982 betreffende het saneren van de financiën van sommige instellingen van openbaar nut behorend tot het Ministerie van Verkeerswezen, vermits het mechanisme ervan in 1982 voldoening heeft geschonken.

Het koninklijk besluit nr. 451 voorziet ook de aanduiding van een college *ad hoc*, in het onwaarschijnlijke geval dat de Raad van Beheer er niet zou in slagen de vereiste bijkomende besparingsmaatregelen voor te stellen.

Koninklijk besluit nr. 452 van 29 augustus 1986 tot wijziging van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Het koninklijk besluit nr. 452 van 29 augustus 1986 (*Belgisch Staatsblad* van 16 september 1986) dat steunt op de artikelen 1, 2^o, c) en 3, § 2 van de wet van 27 maart 1986 beoogt een rationalisatie van de beheersorganen van de N.M.B.S. en vormt als dusdanig de hoeksteen ter verwezenlijking van de bijkomende besparingsmaatregelen opgelegd door het koninklijk besluit nr. 451 van 29 augustus 1986 (*Belgisch Staatsblad* 16 september 1986).

Het koninklijk besluit nr. 452 beoogt voor de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen :

- een vermindering der kosten;
- een verbetering van het rendement;
- een gevoelige vermindering van de jaarlijkse tussenkomst ten laste van de Rijksbegroting;
- een vermindering der schuldenlast en een correlerende verhoging van de investeringscapaciteit en het concurrentievermogen.

Het koninklijk besluit nr. 452 voorziet dat de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen zich voortaan bij de uitvoering van haar wettelijk omschreven opdracht zal laten leiden door de in vijfjarenprogramma's precies aangeduide economische krachtlijnen. Tot hiertoe werden deze in feite vrij bepaald door de maatschappij zelf, onder meer wat betreft de reizigersdienst en de aankopen. Het is noodzakelijk de dienst der reizigers te verbeteren en de aankopen beter te plannen, voor dewelke door de Staat compensaties worden uitbetaald.

Men zal zich hierbij onder meer laten leiden door de noodzaak bedrijfseconomische beginselen toe te passen en de belangen van 's lands economie te vrijwaren.

De activiteiten van de maatschappij zullen geschieden binnen een vooraf bepaalde enveloppe. Ook zullen de participaties van de Maatschappij worden beperkt.

De voornaamste aspecten van de rationalisatie inzake het beheer van de Nationale Maatschappij die door het koninklijk besluit nr. 452 worden ingevoerd, kunnen als volgt worden samengevat :

Het aantal leden van de raad van beheer wordt teruggebracht van 21 op 16, het aantal zittingen van de raad van minstens 12

6. Le comité permanent qui compte 6 membres et 2 conseillers sera dissous. Un comité restreint de 6 membres est mis en place. La direction qui a compté jusqu'à 13 membres, est remplacée par un comité de direction de 7 membres. Les chefs de groupe, au nombre de 8, sont remplacés par 5 directeurs de district. En outre, les membres du comité de direction et les directeurs de district ne sont pas nommés définitivement, mais désignés pour un terme de six ans renouvelable.

Ceci en vue d'une plus grande responsabilisation.

En matière de contrôle, l'arrêté royal n° 452 place la Société nationale sur un pied d'égalité avec les autres organismes de la catégorie B visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Compte tenu de la présence d'un commissaire du Gouvernement, la présidence du conseil d'administration par le Ministre avec voix délibérative ne s'avère plus nécessaire.

L'arrêté royal n° 452 prévoit finalement que les décisions de moindre importance pécuniaire seront dorénavant prises par le conseil d'administration.

La simplification des procédures administratives et l'accélération de la prise de décisions entraîneront également des économies.

§ 6. Ministre de l'Emploi et du Travail

A. Base légale

Les arrêtés pris par le Ministre de l'Emploi et du Travail trouvent leur fondement légal dans l'article 1, 3° et 6° de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, qui permet au Roi :

- d'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes de sécurité sociale en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes et objectifs fondamentaux de la sécurité sociale fondés sur l'assurance et la solidarité;
- de contribuer à la création d'emplois et à la résorption du chômage.

B. Énumération des arrêtés royaux

Arrêté royal n° 424 modifiant la section 5 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales (*Moniteur belge* 21 août 1986).

Arrêté royal n° 443 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle (*Moniteur belge* 30 août 1986).

C. Commentaire

Arrêté royal n° 424 (*Moniteur belge* du 21 août 1986) modifiant la section 5 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

Le système de l'interruption de la carrière professionnelle et de l'octroi d'allocations d'interruption tel qu'il est conçu dans le projet d'arrêté royal reprend dans ses grandes lignes le système actuellement existant tel qu'il est réglé par la loi du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales et l'arrêté royal du 25 janvier 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

Les modifications apportées sont surtout basées sur l'expérience acquise en appliquant dans la pratique les textes actuels réglant le système. Il s'agit en premier lieu d'un assouplissement du système actuel et d'une meilleure rédaction des textes ayant entraîné des difficultés d'interprétation. En deuxième lieu, vu que

tot minstens 6. Het Bestendig Comité dat bestaat uit 6 leden en 2 raadgevers wordt ontbonden. Een Beperkt Comité van 6 leden wordt opgericht. De Directie die tot 13 leden omvatte wordt vervangen door een Directiecomité van 7 leden. De Groepschefs, 8 in totaal, worden vervangen door 5 districtsdirecteurs. Bovendien worden de leden van het directiecomité en de districtsdirecteurs, niet definitief benoemd, maar aangeduid voor een hernieuwbare periode van zes jaar.

Dit laatste met het oog op een grotere verantwoordelijkheid.

Inzake controle stelt het koninklijk besluit nr. 452 de Nationale Maatschappij volledig op gelijke voet met de andere organismen van categorie B voorzien in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Door het bestaan van een Regeringscommissaris is het niet meer noodzakelijk gebleken het voorzitterschap met stemrecht voor te behouden voor de voogdijminister.

Tenslotte voorziet het koninklijk besluit nr. 452 ook dat voortaan pecuniair minder belangrijke beslissingen zullen getroffen worden door de Raad van Beheer.

De vereenvoudiging van de administratieve procedures en de versnelde besluitvorming zullen eveneens tot besparingen leiden.

§ 6. Minister van Tewerkstelling en Arbeid

A. Wettelijke grondslag

De besluiten die door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid genomen werden, hebben als wettelijke basis, artikel 1, 3° en 6°, van de wet van 27 maart 1986, tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, dat het de Koning mogelijk maakt :

- de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van de sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen, erover wakend dat, wat de vervangingsinkomens en andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minstbegoeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de fundamentele beginsels en doelstellingen van de sociale zekerheid, gebaseerd op de verzekering en de solidariteit;
- tot het scheppen van werkgelegenheid en het opslorpen van de werkloosheid bij te dragen.

B. Lijst der besluiten

Koninklijk besluit nr. 424 tot wijziging van Afdeling 5 van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen (*Belgisch Staatsblad* 21 augustus 1986).

Koninklijk besluit nr. 443 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen (*Belgisch Staatsblad* 30 augustus 1986).

C. Commentaar

Koninklijk besluit nr. 424 (*Belgisch Staatsblad* 21 augustus 1986) tot wijziging van afdeling 5 van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Het systeem van de onderbreking van de beroepsloopbaan en van de toekenning van onderbrekingsuitkeringen zoals het opgevat is in het ontwerp van besluit herneemt in grote lijnen het actueel bestaande systeem zoals het geregeld is door de wet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen en het koninklijk besluit van 25 januari 1985 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

De aangebrachte wijzigingen zijn vooral gebaseerd op de ervaring die werd opgedaan bij de praktische toepassing van de actuele teksten die het systeem regelen. Het gaat hier in de eerste plaats om een versoepeling van het huidig systeem en een betere redactie van de teksten die interpretatiemoeilijkheden met zich

le système devient maintenant définitif, il a paru souhaitable de prévoir certaines dispositions qui doivent éviter les abus éventuels.

En exécution de l'accord de Gouvernement, les mesures d'assouplissement suivantes sont proposées :

1° Il y a deux catégories de personnes qui pour le remplacement des travailleurs sont assimilées à des chômeurs complets indemnisés. D'une part, les travailleurs à temps partiel pour échapper au chômage qui bénéficient d'allocations de chômage, d'autre part, les personnes qui remplacent déjà le travailleur qui interrompt sa carrière, à la condition qu'ils aient bénéficié auparavant d'allocations de chômage. Dans ce dernier cas, on vise le passage d'un congé d'accouchement à une période d'interruption de carrière et le prolongement d'une période d'interruption.

2° On permet aux employeurs de remplacer un travailleur par deux travailleurs à temps partiel. On accorde également un certain délai aux employeurs pour effectuer ce remplacement.

3° Le système actuel de réduction de moitié des prestations de travail est élargi en ce sens qu'il est maintenant permis, aussi bien aux travailleurs à temps plein qu'aux travailleurs à temps partiel qui effectuent des prestations de travail équivalent aux trois quarts au moins des prestations d'un travailleur à temps plein, de passer au travail à mi-temps, à la condition qu'ils soient remplacés par un travailleur à mi-temps.

4° Le système existant de cumul des allocations d'interruption avec d'autres revenus qui était le même que celui existant pour le régime des allocations de chômage, occasionne beaucoup de difficultés parce que le système n'était pas connu des intéressés et avait dans beaucoup de cas comme conséquence que l'allocation d'interruption était réduite à zéro. Le travailleur perdait alors ses droits aux autres prestations de la sécurité sociale.

Partant du principe que l'allocation d'interruption est essentiellement une récompense accordée au travailleur qui donne l'occasion à un chômeur de prendre sa place dans son emploi principal, les règles du cumul ont été profondément simplifiées. On permet maintenant au bénéficiaire d'allocations d'interruption de cumuler tous les revenus qu'il cumulait déjà avec son salaire dans son emploi principal, sans réduction du montant des allocations d'interruption. Il lui est seulement interdit de commencer une nouvelle activité comme salarié ou d'élargir une activité accessoire existante.

Les règles concernant l'activité indépendante ont été maintenues telles quelles.

Arrêté royal n° 443 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle.

L'arrêté royal repris sous rubrique a pour but de réduire les charges financières supportées par l'Office national de l'Emploi à l'occasion du paiement d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle.

En vertu de l'arrêté royal du 20 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, le travailleur licencié qui bénéficie de la prépension conventionnelle, peut bénéficier d'une allocation de chômage maintenue au taux de 60 %, pendant toute la période du régime de la prépension conventionnelle, lorsque son employeur s'est engagé à le remplacer par un chômeur indemnisé.

Le maintien de l'allocation journalière de chômage au taux de 60 % constitue pour l'Office national de l'Emploi une charge supplémentaire par rapport au régime général applicable en matière d'allocations de chômage et qui, conformément à l'article 160 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi

meebrachten. Vervolgens werd het wenselijk geacht, gezien het feit dat het systeem thans definitief wordt, zekere bepalingen te voorzien die eventuele misbruiken moeten vermijden.

In uitvoering van het regeerakkoord worden volgende maatregelen tot versoepeling voorgesteld :

1° Voor de vervanging van de werknemers worden twee categorieën personen gelijkgesteld met uitkeringsgerechtigde volledige werklozen. Enerzijds de deeltijdse werknemers om aan de werkloosheid te ontsnappen die werkloosheidsuitkeringen genieten, en anderzijds de personen die de werknemer die zijn loopbaan onderbreekt reeds vervangen, op voorwaarde dat ze voordien gerechtigd waren op werkloosheidsuitkeringen. In dit laatste geval worden vooral de gevallen bedoeld van overgang van een periode van bevallingsverlof naar een periode van loopbaanonderbreking en de gevallen van verlenging van een periode van onderbreking.

2° De werkgevers kunnen nu een werknemer vervangen door twee halftijdse werknemers. Er wordt ook een zekere termijn toegestaan aan de werkgevers om die vervanging door te voeren.

3° Het actueel probleem van de halvering van de arbeidsprestaties wordt in deze zin uitgebreid, dat het nu toegelaten is, zowel voor voltijdse werknemers als voor deeltijdse werknemers die arbeidsprestaties leveren van minstens drie vierden van de prestaties van een voltijds werknemer, om over te gaan naar een halftijdse betrekking, op voorwaarde dat zij vervangen worden door een halftijds werknemer.

4° Het bestaande systeem van cumul van de onderbrekingsuitkeringen met andere inkomsten, dat hetzelfde is als dit in het stelsel van de werkloosheidsuitkeringen, veroorzaakt veel moeilijkheden aangezien het systeem niet bekend was bij de betrokkenen en in veel gevallen tot resultaat had dat de onderbrekingsuitkering tot nul herleid werd. De werknemer verloor dan zijn rechten op de andere sociale zekerheidsprestaties.

Vertrekkende van het standpunt dat de onderbrekingsuitkering essentieel een beloning vormt toegekend aan de werknemer die de gelegenheid geeft aan een werkloze om zijn plaats in te nemen in zijn hoofdberoep, werden de regels betreffende de cumulatie grondig gewijzigd. Nu wordt aan degenen die onderbrekingsuitkeringen geniet toegelaten alle inkomsten te cumuleren die hij reeds cumuleerde met zijn loon in zijn hoofdbetrekking, zonder dat het bedrag van de onderbrekingsuitkering verminderd wordt. Het wordt hem enkel verboden een nieuwe activiteit als loontrekkende te beginnen of een bestaande uit te breiden.

De regels betreffende de uitoefening van een zelfstandige activiteit zijn dezelfde gebleven.

Koninklijk besluit nr. 443 houdende toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel bruggpensioen.

Het in rand vermelde koninklijk besluit strekt ertoe de financiële lasten te verminderen die gedragen worden door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bij de betaling van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel bruggpensioen.

Krachtens het koninklijk besluit van 20 augustus 1986 houdende toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel bruggpensioen kan de ontslagen werknemer die met conventioneel bruggpensioen gaat, een werkloosheidsuitkering genieten die behouden blijft op 60 % gedurende de hele duur van het stelsel van het conventioneel bruggpensioen, wanneer zijn werkgever zich ertoe heeft verbonden hem door een uitkeringsgerechtigde werkloze te vervangen.

Het behoud van de dagelijkse werkloosheidsuitkering op 60 % betekent voor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een bijkomende last ten aanzien van het algemeen stelsel dat van toepassing is inzake werkloosheidsuitkeringen en dat, overeenkomstig artikel 60 van het koninklijk besluit van 20 december 1963

et au chômage, fixe selon le cas, un taux moins élevé que 60 % ou même un forfait.

A l'inverse, l'embauche d'un chômeur complet indemnisé réduit les dépenses concernant les allocations de chômage. Mais cette réduction n'est réelle que si l'employeur qui s'est engagé à remplacer le travailleur licencié, a effectivement procédé à cette embauche.

Afin d'assurer que le remplacement soit effectif, il a été prévu des sanctions pénales et des sanctions administratives. Cependant, ces sanctions ne compensent pas la charge financière supplémentaire que supporte l'Office national de l'Emploi par le fait du non remplacement par un chômeur complet indemnisé.

C'est pourquoi, le présent arrêté prévoit que l'employeur qui n'a pas procédé au remplacement prévu, paie à l'Office national de l'Emploi une indemnité compensatoire forfaitaire.

§ 7. Ministre de l'Education nationale

A. Base légale

Les arrêtés numérotés pris par les Ministres de l'Education nationale ont puisé leur valeur juridique dans la loi du 21 mars 1986, attribuant certains pouvoirs au Roi, plus particulièrement les articles 1^{er}, 2^o, b, c et d, 6^o, b, et l'article 3, § 2.

B. Enumération des arrêtés

25 avril 1986. — Arrêté royal n° 411 portant limitation des dotations pour les Fonds des bâtiments scolaires (*Moniteur belge* du 10 mai 1986).

25 avril 1986. — Arrêté royal n° 412 modifiant l'article 2 de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés (*Moniteur belge* du 10 mai 1986).

29 avril 1986. — Arrêté royal n° 413 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné (*Moniteur belge* du 17 mai 1986).

5 août 1986. — Arrêté royal n° 434 modifiant la législation sur le financement et le contrôle des institutions universitaires (*Moniteur belge* 21 août 1986).

5 août 1986. — Arrêté royal n° 435 relatif aux congés et absences pour prestations réduites accordés aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans (*Moniteur belge* du 21 août 1986).

5 août 1986. — Arrêté royal n° 436 modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux (*Moniteur belge* du 21 août 1986).

11 août 1986. — Arrêté royal n° 438 établissant pour l'année scolaire 1986-1987, le nombre de périodes/professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I (*Moniteur belge* 30 août 1986).

11 août 1986. — Arrêté royal n° 439 portant rationalisation et programmation de l'enseignement spécial (*Moniteur belge* 30 août 1986).

20 août 1986. — Arrêté royal n° 447 modifiant l'article 36 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. (*Moniteur belge* 30 août 1986).

20 août 1986. — Arrêté royal n° 448 modifiant l'arrêté royal n° 64 du 20 juillet 1982 fixant les minima de population scolaire

concernant la population scolaire, al naar gelang het geval een percentage onder 60 % vaststelt of zelfs een forfaitair bedrag.

Daarentegen vermindert de aanwerving van een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze de uitgaven inzake werkloosheidsuitkeringen. Maar deze vermindering is slechts effectief indien de werkgever die zich ertoe verbonden heeft de ontslagen werknemer te vervangen wel degelijk tot deze aanwerving is overgegaan.

Teneinde te verzekeren dat de aanwerving werkelijk gebeurt, werden strafmaatregelen en administratieve maatregelen voorzien. Deze sancties compenseren nochtans niet de bijkomende financiële last die de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening draagt door het feit van de niet-vervanging door een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze.

Daarom voorziet dit besluit dat de werkgever die niet tot de voorziene vervanging is overgegaan, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een forfaitaire compenserende vergoeding betaalt.

§ 7. Minister van Onderwijs

A. Wettelijke grondslag

De wettelijke grondslag van de genummerde besluiten m.b.t. het Onderwijs is de wet van 21 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, meer bepaald in artikel 1, 2^o, b, c, en d, 6^o, b, en artikel 3, § 2.

B. Opsomming van de besluiten

25 april 1986. — Koninklijk besluit nr. 411 houdende beperking van de dotaties voor de Fondsen voor Schoolgebouwen (*Belgisch Staatsblad* van 10 mei 1986).

25 april 1986. — Koninklijk besluit nr. 412 tot wijziging van artikel 2 van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen (*Belgisch Staatsblad* van 10 mei 1986).

29 april 1986. — Koninklijk besluit nr. 413 houdende bepaling van de werkingsmiddelen voor het rijksonderwijs en van de werkingstoelage aan het gesubsidieerd onderwijs (*Belgisch Staatsblad* van 17 mei 1986).

5 augustus 1986. — Koninklijk besluit nr. 434 tot wijziging van de wetgeving op de financiering en de controle van de universitaire instellingen (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

5 augustus 1986. — Koninklijk besluit nr. 435 betreffende het verlof en de afwezigheid voor verminderde prestaties ten gunste van de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar bereiken hebben of die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste hebben (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

5 augustus 1986. — Koninklijk besluit nr. 436 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

11 augustus 1986. — Koninklijk besluit nr. 438 tot vaststelling van het aantal uren/leerkracht voor het secundair onderwijs van het type I met volledig leerplan voor het schooljaar 1986-1987 (*Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 1986).

11 augustus 1986. — Koninklijk besluit nr. 439 houdende rationalisatie en programmatie van het buitengewoon onderwijs (*Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 1986).

20 augustus 1986. — Koninklijk besluit nr. 447 tot wijziging van het artikel 36 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. (*Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 1986).

20 augustus 1986. — Koninklijk besluit nr. 448 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 64 van 20 juli 1982 houdende

de certaines sections de l'enseignement de promotion sociale (*Moniteur belge* 30 août 1986).

20 août 1986. — Arrêté royal n° 449 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emplois dans l'enseignement de l'Etat (*Moniteur belge* 30 août 1986).

29 août 1986. — Arrêté royal n° 453 modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux (*Moniteur belge* 23 septembre 1986).

29 août 1986. — Arrêté royal n° 454 portant limitation des moyens de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat et des subventions de fonctionnement accordées aux centres psycho-médico-sociaux subventionnés (*Moniteur belge* 16 septembre 1986).

10 septembre 1986. — Arrêté royal n° 455 portant les mesures d'assainissement applicables à l'Hôpital universitaire de l'Université de l'Etat à Gand (*Moniteur belge* 30 septembre 1986).

9 septembre 1986. — Arrêté royal n° 456 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat (*Moniteur belge* 30 septembre 1986).

9 septembre 1986. — Arrêté royal n° 457 établissant pour l'année scolaire 1986-1987 le nombre de périodes/professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type II (*Moniteur belge* 30 septembre 1986).

9 septembre 1986. — Arrêté royal n° 458 fixant le coefficient de comptabilisation pour certains élèves dans l'enseignement secondaire (*Moniteur belge* 30 septembre 1986).

8 septembre 1986. — Arrêté royal n° 459 modifiant les articles 13, 19, 20 et 22 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement (*Moniteur belge* 30 septembre 1986).

C. Commentaires

1. BATIMENTS SCOLAIRES

L'arrêté royal n° 411 impose des normes de rationalisation et de programmation aussi bien à l'enseignement de l'Etat qu'à l'enseignement subventionné.

Dans l'enseignement de l'Etat les seuls établissements ou sections qui répondent à cette norme de rationalisation et de programmation peuvent être créés ou maintenus.

Dans l'enseignement subventionné, la situation est identique pour le maintien des subventions ou l'attribution de nouvelles subventions.

Auparavant, il a été admis qu'ils pouvaient subsister aussi longtemps qu'ils ne créaient pas de nouvelles sections ou qu'ils ne demandaient pas d'intervention pour leurs bâtiments.

En plus, les normes physiques et financières annoncées depuis 1973 seront rendues généralement obligatoires à partir du 1^{er} janvier 1987.

En outre, il ne sera possible dorénavant de demander l'intervention d'un des quatre Fonds que dans la mesure où un bâtiment ou une infrastructure existante créés en tout ou en partie à charge de l'Etat n'est pas disponible dans un rayon déterminé.

L'objectif budgétaire est réalisé par une limitation des dotations des deux Fonds, créés par la loi de 1959 à savoir le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et le Fonds des bâtiments provinciaux et communaux pour les années 1986 et 1987.

La dotation au F.B.S.E. ne s'élèvera pas à 9,9 milliards, mais à 4,1 milliards; en 1987, 3,5 milliards seront accordés.

vaststelling van de minimale schoolbevolking van bepaalde afdelingen van het onderwijs voor sociale promotie (*Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 1986).

20 augustus 1986. — Koninklijk besluit nr. 449 houdende vaststelling van de voorwaarden vereist voor het bepalen van het aantal betrekkingen in het rijksonderwijs (*Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 1986).

29 augustus 1986. — Koninklijk besluit nr. 453 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch sociale centra (*Belgisch Staatsblad* van 23 september 1986).

29 augustus 1986. — Koninklijk besluit nr. 454 houdende beperking van de werkmiddelen voor de psycho-medisch sociale centra van het Rijk en van de werkingstoelagen aan de gesubsidieerde psycho-medisch sociale centra (*Belgisch Staatsblad* van 16 september 1986).

10 september 1986. — Koninklijk besluit nr. 455 houdende de maatregelen tot sanering van het Academisch Ziekenhuis van de Rijksuniversiteit Gent (*Belgisch Staatsblad* van 30 september 1986).

9 september 1986. — Koninklijk besluit nr. 456 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs (*Belgisch Staatsblad* van 30 september 1986).

9 september 1986. — Koninklijk besluit nr. 457 tot vaststelling van het aantal uren/leerkracht voor het secundair onderwijs van het type II met volledig leerplan voor het schooljaar 1986-1987 (*Belgisch Staatsblad* van 30 september 1986).

9 september 1986. — Koninklijk besluit nr. 458 tot vaststelling van de optellingscoëfficiënt van sommige leerlingen in het secundair onderwijs (*Belgisch Staatsblad* van 30 september 1986).

8 september 1986. — Koninklijk besluit nr. 459 tot wijziging van de artikelen 13, 19, 20 en 22 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving (*Belgisch Staatsblad* van 30 september 1986).

C. Commentaar

1. SCHOOLGEBOUWEN

Het koninklijk besluit nr. 411 legt vooreerst de rationalisatie- en programmatienormen dwingend op in zowel het rijks-, als in het gesubsidieerd onderwijs.

In het rijksonderwijs kunnen de inrichtingen of afdelingen ervan enkel opgericht of in stand gehouden worden wanneer zij beantwoorden aan deze rationalisatie- en programmatienorm.

In het gesubsidieerd onderwijs is de situatie identiek met betrekking tot het behoud van de toelagen of de opname in de toelageregeling.

Voorheen werd aangenomen dat ze mochten blijven bestaan zolang ze maar geen nieuwe afdelingen oprichtten of tussenkomsten vroegen voor hun gebouwen.

Daarnaast zullen de reeds sinds 1973 aangekondigde fysische en financiële normen algemeen opgelegd worden vanaf 1 januari 1987.

Verder kan men in de toekomst enkel nog voor nieuwbouw of uitbreiding een beroep doen op de vier Fondsen wanneer in de omgeving geen bestaande gebouwen of voorzieningen beschikbaar zijn die geheel of gedeeltelijk op staatskosten zijn opgericht.

De budgettaire doelstelling wordt gerealiseerd door een ingreep op de dotaties voor 1986 en 1987 aan de twee fondsen, opgericht door de wet van 1959, Gebouwenfonds voor de Rijkscholen en Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen.

De dotatie aan het G.F.R.S. zal in 1986 niet 9,9 miljard bedragen, maar slechts 4,1 miljard; in 1987 zal 3,5 miljard toegekend worden.

Pour le F.B.S.P.C., il n'y aura pas de dotation en 1986 et pour 1987, elle sera de 600 millions.

L'arrêté royal n° 459 élargit le domaine d'intervention des trois fonds.

En premier lieu, leur compétence est étendue au financement (F.B.S.E.), à l'octroi de subventions (F.B.S.P.C.) et à l'autorisation d'emprunts (fonds de garantie), pour les centres PMS, les internats et pour le « premier équipement » des établissements d'enseignement.

Désormais, le Fonds de garantie peut aussi octroyer des pouvoirs d'emprunts pour l'achat de bâtiments; le F.B.S.P.C. peut subsidier l'achat de bâtiments.

Le F.B.S.E. doit également, avec les moyens disponibles, financer à l'avenir l'entretien à charge du propriétaire qui était précédemment à charge du budget normal de l'enseignement.

Ce deuxième arrêté numéroté détermine aussi que la charge d'intérêt que les institutions subventionnées doivent supporter, emprunts agréés par le Fonds de garantie, peut être modifiée par arrêté royal soit par l'augmentation du pourcentage d'intérêt qui incombe au maître de l'ouvrage (actuellement 1,25 %) soit encore par la fixation de la part que le constructeur doit assumer dans la charge d'intérêt totale (mais cette part ne peut en aucun cas dépasser le quart du taux normal du marché). Ceci ne vaut que pour l'enseignement secondaire normal et l'enseignement supérieur. Pour l'enseignement fondamental et pour l'enseignement spécial, le pourcentage reste fixé à 1,25 %.

2. CREDITS DE FONCTIONNEMENT

L'arrêté royal n° 413 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné, a pour but de limiter les crédits destinés à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement, à l'équipement et à l'octroi gratuit des livres et des fournitures scolaires de toutes les institutions d'enseignement.

Dans l'enseignement subventionné, les subventions de fonctionnement par élève pour les années scolaires 1985-1986 et 1986-1987 sont maintenues au niveau de l'année scolaire 1984-1985.

A partir du 1^{er} janvier 1987, il est instauré un système d'enveloppes financières aussi bien pour l'enseignement de l'Etat que pour l'enseignement subventionné. Avec ces enveloppes, les écoles couvriront les frais relatifs au fonctionnement, à l'équipement et aux fournitures scolaires gratuites pour les élèves soumis à l'obligation scolaire.

Par rapport à la préfiguration du budget 1986, l'économie budgétaire en 1986 s'élève à : 584,8 millions dans le secteur N. et à 415,2 millions dans le secteur F.

L'arrêté royal n° 454 détermine une série de règles pour tous les centres et des règles spécifiques pour les centres de l'Etat et les centres subsidés.

1. Règles applicables à tous les centres.

Cet arrêté royal bloque les coûts et les subsides de fonctionnement à leur niveau de 1985.

2. Règles applicables aux centres P.M.S. de l'Etat.

Les centres P.M.S. de l'Etat sont considérés comme des services de l'Etat à gestion distincte. De ce fait, il leur est accordé une plus grande autonomie de gestion (comme à l'enseignement de l'Etat).

Il est attribué une dotation annuelle pour le fonctionnement et l'entretien.

3. Règles applicables aux centres P.M.S. subsidés.

Aux centres subsidés, il est attribué une allocation forfaitaire destinée à couvrir les frais de fonctionnement et d'entretien.

De dotatie voor het F.P.G.S. zal in 1986 nul frank bedragen; die voor 1987, 600 miljoen.

Het koninklijk besluit nr. 459 verruimt de « actieradius » van de drie fondsen.

In de eerste plaats worden ze bevoegd voor het financieren (G.F.R.S.), betoelagen (F.P.G.S.) en het toekennen van leningsmachtigingen (W.B.F.) voor de gebouwen van de PMS-centra, voor internaten, en voor de « eerste uitrusting » van de onderwijsgebouwen.

Het Waarborgfonds mag voortaan ook leningsmachtigingen toekennen voor de aankoop van gebouwen; het F.P.G.S. mag de aankoop van gebouwen ook betoelagen.

Het G.F.R.S. moet voortaan, met de beschikbare middelen, ook het « eigenaarsonderhoud » van de rijksscholen financieren, iets waartoe vroeger « gewone » middelen van de lopende onderwijsbegroting aangewend werden.

Dit tweede genummerd besluit bepaalt ook dat de rentelast die de gesubsidieerde instellingen moeten dragen voor de leningen, goedgekeurd door het Waarborgfonds, bij koninklijk besluit kan gewijzigd worden, ofwel door een verhoging van het intrestpercentage dat ten laste valt van de bouwheer (momenteel 1,25 %), ofwel door het aandeel van de bouwheer in de totale intrest vast te leggen (maar dat aandeel mag nooit meer dan een kwart van de marktrente bedragen). Dit geldt slechts voor het gewoon secundair onderwijs en voor het hoger onderwijs. Voor het basisonderwijs en het buitengewoon onderwijs, blijft het percentage op 1,25 vastgesteld.

2. WERKINGSTOELAGEN

Het koninklijk besluit nr. 413 houdende de bepaling van de werkmiddelen voor het riksonderwijs en van de werkingstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs heeft tot doel de kredieten bestemd om de uitgaven te dekken met betrekking tot de werking, de uitrusting en het kosteloos verstrekken van leerboeken en schoolbehoeften van al de onderwijsinstellingen te beperken.

Voor het gesubsidieerd onderwijs worden de werkingstoelagen per leerling voor de schooljaren 1985-1986 en 1986-1987 gelijkgesteld aan deze voor het schooljaar 1984-1985.

Vanaf 1 januari 1987 wordt er zowel voor het riksonderwijs als voor het gesubsidieerd onderwijs een stelsel van financiële enveloppes ingevoerd. Met deze enveloppes zullen de scholen de kosten dienen te dragen voor werking, uitrusting en het gratis verstrekken van leerboeken aan leerplichtige leerlingen.

Ten opzichte van de begrotingsprefiguratie 1986 worden hierdoor in 1986 bezuinigingen gerealiseerd ten belope van 584,8 miljoen in de sector N. en 415,2 miljoen in de sector F.

Door het koninklijk besluit nr. 454 worden enerzijds een aantal maatregelen genomen voor alle centra en anderzijds specifieke maatregelen voor de rijkscentra en de gesubsidieerde centra.

1. Maatregelen voor alle centra.

Door dit koninklijk besluit worden de werkingskosten en de werkingstoelagen geblokkeerd op het niveau 1985.

2. Maatregelen voor de Rijks-P.M.S.-centra.

De Rijks-P.M.S.-centra worden ingericht als staatsdiensten met afzonderlijk beheer. Daardoor wordt aan deze centra een grotere beheersverantwoordelijkheid toevertrouwd (zoals in het riksonderwijs).

Er wordt aan deze centra een jaarlijkse dotatie toegekend voor werking en uitrusting.

3. Maatregelen voor de gesubsidieerde P.M.S.-centra.

Aan de gesubsidieerde centra worden forfaitaire werkingstoelagen verleend om de kosten te dekken voor werking en uitrusting.

3. NORMES DE VIABILITÉ

a) *Enseignement spécial*:

L'arrêté royal n° 439 fixe des normes de rationalisation et de programmation pour des écoles et des sections. Il fixe également les normes pour la fusion d'établissements qui n'atteignent pas les normes de rationalisation.

Cet arrêté crée la possibilité de développer un enseignement de promotion sociale dans l'enseignement spécial pour le perfectionnement des personnes ayant terminé les études et pour les handicapés adultes.

Tant en rationalisation qu'en programmation, la garantie de pouvoir fréquenter l'école de libre choix la plus proche est prévue.

b) *Promotion sociale*:

L'arrêté royal n° 448 supprime la possibilité pour le Roi de maintenir des sections qui n'atteignent pas les minima de population scolaire.

4. UNIVERSITÉS

L'arrêté royal n° 412 a gelé à son niveau de 1985 la subvention sociale attribuée aux universités.

L'arrêté royal n° 434 a déterminé de nouvelles règles pour les subventions sociales en faisant disparaître la disparité qui existait entre les institutions complètes et incomplètes.

De plus, l'arrêté royal n° 434 a réduit de 10 % le supplément d'allocation de fonctionnement pour les étudiants fictifs dans les institutions incomplètes.

Pour réduire l'importance des diminutions de financement, les institutions ont été autorisées à fixer elles-mêmes le minerval à un niveau au moins égal à celui appliqué en 1985. Une plus large autonomie de gestion leur a été accordée.

L'arrêté royal n° 455 a pour objet de concrétiser le plan d'assainissement rendu nécessaire par le lourd déficit de l'Hôpital académique de l'Université de l'Etat à Gand.

Ce plan comprend trois volets:

1° l'imposition par un arrêté royal numéroté du plan approuvé par le Conseil d'Administration de l'Université de l'Etat à Gand;

2° l'octroi d'une garantie de l'Etat pour l'octroi d'un emprunt pour assainir l'hôpital académique. Un taux d'intérêt de 2 % est accordé;

3° la création d'un directoire qui, en ce qui concerne l'hôpital académique reprend les compétences du Conseil d'Administration, de l'Administration et du Bureau restreint. La mission la plus importante de ce directoire est d'assurer l'exécution correcte du plan d'assainissement.

5. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

L'arrêté royal n° 438 fixe une limitation provisoire pour l'année scolaire 1986-1987 de l'encadrement dans l'enseignement secondaire de type I. Une règle exceptionnelle est prévue pour les écoles qui se situent à 20 % en plus ou en moins de l'encadrement moyen.

Les élèves dont les parents ne sont pas assujettis aux impôts en Belgique, ne sont pris en compte qu'à concurrence de 80 % (arrêté royal n° 458).

Toutes ces mesures feront l'objet d'une concertation à partir d'octobre 1986 pour déterminer les mesures à prendre ultérieurement.

Pour atteindre une certaine homogénéité dans le calcul du nombre d'heures/professeur dans les écoles de type II et de type I, l'arrêté royal n° 457 détermine le nombre d'heures/pro-

3. LEEFBAARHEIDSNORMEN

a) *Buitengewoon onderwijs*:

Het koninklijk besluit nr. 439 stelt rationalisatie- en programmatienormen vast voor scholen en afdelingen. Het stelt eveneens normen vast voor de fusie van inrichtingen die de rationalisatienormen niet bereiken.

Door dit besluit wordt het mogelijk een onderwijs voor sociale promotie in het buitengewoon onderwijs te ontwikkelen voor de bijscholing van diegenen die hun studies reeds beëindigd hebben en voor volwassene gehandicapten.

Zowel voor rationalisatie en programmatie zal de mogelijkheid gewaarborgd worden om de meest nabijgelegen vrije keuze school te bezoeken.

b) *Sociale promotie*:

Het koninklijk besluit nr. 448 schaft de mogelijkheid af om afdelingen te behouden die de minimale schoolbevolkingsnormen niet bereiken.

4. UNIVERSITEITEN

Door het koninklijk besluit nr. 412 worden de sociale toelagen toegekend aan de universiteiten geblokkeerd op het niveau van 1985.

Het koninklijk besluit nr. 434 stelt nieuwe regels voor het toekennen van de sociale toelagen vast door het verschil op te heffen dat bestond tussen volledige en onvolledige instellingen.

Bovendien heeft het koninklijk besluit nr. 434 de bijkomende werkingstoelage voor de fictieve studenten in onvolledige instellingen tot 10 % beperkt.

Teneinde de verminderingen der toelagen te compenseren werden de instellingen toegelaten zelf het inschrijvingsgeld vast te stellen op een niveau dat tenminste gelijk is aan het inschrijvingsgeld dat in 1985 werd toegepast. Er werd hen een grotere autonomie voor hun beheer toegekend.

Het koninklijk besluit nr. 455 voorziet in de concretisering van een saneringsplan dat opgelegd wordt aan het zwaar deficitaire Academische Ziekenhuis van de Rijksuniversiteit Gent.

Dit plan is driedelig:

1° het opleggen bij genummerd besluit van het door de Raad van Beheer van de Rijksuniversiteit Gent goedgekeurde saneringsplan;

2° het toekennen van een staatswaarborg aan een door de Rijksuniversiteit Gent aan te gane lening met het oog op de sanering van het Academisch Ziekenhuis. Een rentetoeelage van 2 % wordt hierbij toegekend;

3° de oprichting van een directorium, dat met betrekking tot het Academisch Ziekenhuis de bevoegdheden van de raad van beheer, van de administrateur en van het vast bureau zal overnemen. De belangrijkste opdracht van dit directorium bestaat in de correcte uitvoering van het saneringsplan.

5. SECUNDAIR ONDERWIJS

Voor het schooljaar 1986-1987 stelt het koninklijk besluit nr. 438 een tijdelijke beperking vast voor de omkadering in het secundair onderwijs van het type I. Een buitengewone regel wordt voorzien voor de scholen waar de norm 20 % hoger of lager ligt dan de gemiddelde omkaderingsnorm.

De leerlingen waarvan de ouders in België niet onderworpen zijn aan de inkomstenbelastingen worden slechts ten belope van 80 % in aanmerking genomen (koninklijk besluit nr. 458).

Deze maatregelen zullen het voorwerp uitmaken van een overleg in oktober 1986 teneinde de maatregelen vast te stellen die later zullen getroffen moeten worden.

Omwille van een zekere gelijkvormigheid voor wat betreft berekeningswijze van het aantal uren/leerkracht in scholen van het type II en van het type I, wordt door het koninklijk besluit

fesseur dans les établissements d'enseignement secondaire de type II pour l'année scolaire 1986-1987.

Au lieu d'un calcul sur base de minima de population scolaire et des normes de dédoublement, un mode de calcul est imposé dans le type I. La base de départ est l'encadrement par élève de chaque école pour l'année 1985-1986. L'utilisation de la méthode dans laquelle on prend pour base la population au 1^{er} octobre 1986, comme dans le type I, a pour effet de tenir compte immédiatement pour l'année scolaire 1986-1987 du phénomène de la dénatalité. Cet effet accompagné des pourcentages de réduction imposée doit permettre de réaliser pour le type II, l'objectif budgétaire.

En outre, l'arrêté a pour effet de fixer la norme pour le maintien d'une section de la septième année de perfectionnement et de spécialisation.

La réglementation précédemment en vigueur permettait une telle section pendant les deux premières années scolaires si seulement la moitié du chiffre de base (nombre d'élèves requis pour organiser et maintenir une section) était atteint.

Le chiffre de base était valable pour toutes les années du cycle secondaire supérieur, et par conséquent, également pour la septième année de perfectionnement et spécialisation qui était adjoindue à une section du cycle secondaire supérieur.

Cela avait pour conséquence qu'un cycle bien fréquenté pouvait permettre qu'une section déterminée de septième année pouvait être maintenue dans le cas extrême avec un seul élève.

Pour éviter cela, l'arrêté prévoit que la moitié du chiffre de base doit toujours être atteint pour qu'une section de septième année de perfectionnement et spécialisation puisse être maintenue.

Cette modification est introduite par l'article 8, 3^o, de l'arrêté.

6. RATIONALISATION ET PROGRAMMATION DES INTERNATS

L'arrêté royal n° 456 concerne en premier lieu la rationalisation des internats. Pour être maintenu en fonctionnement (enseignement de l'Etat), ou pour continuer à recevoir des subsides (enseignement subventionné), à l'exception de ceux de l'enseignement spécial et de ceux situés en République fédérale d'Allemagne, les internats doivent compter au moins 30 élèves.

Cet arrêté bloque jusqu'au 30 juin 1992, la possibilité d'ériger ou de subsidier de nouveaux internats. Dans le cadre de cette décision, les fusions — effectuées pour obtenir l'effet d'économie — ne doivent pas être considérées comme de nouveaux internats.

L'effet budgétaire de cette décision de rationalisation sera pour l'année scolaire 1986-1987 de 52 971 079 francs dans le secteur néerlandophone et de 116 359 103 francs dans le secteur francophone.

7. DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL

Dans chaque arrêté où des personnes nommées définitivement voient disparaître leur emploi par suite de rationalisation, les règles à appliquer sont définies.

L'arrêté royal n° 435 instaure des incitants en faveur du travail à temps partiel pour les membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans; et ce pour les années scolaires 1986-1987 et 1987-1988.

nr. 457 voor de vaststelling van het aantal uren/leerkracht in de inrichtingen van het secundair onderwijs van het type II voor het schooljaar 1986-1987 voorgelegd.

In plaats van een berekening op basis van schoolbevolkingsminima en splitsingsnormen, wordt, zoals in het type I, een berekeningswijze vastgesteld waarbij de omkadering per leerling van elke school voor het schooljaar 1985-1986 als uitgangspunt dient. De gebruikte methode, waarbij het leerlingenaantal op 1 oktober 1986 als basis genomen wordt, heeft tot gevolg dat, zoals in het type I, de denataliteit voor het schooljaar 1986-1987 onmiddellijk verrekend wordt. Dit effect moet samen met de vastgestelde procentuele verminderingen voor het type II leiden tot het beoogde begrotingsobjectief.

Bovendien heeft voorliggend besluit tot doel de norm voor instandhouding van een afdeling van het zevende vervolmakings- en specialisatiejaar aan te passen.

Overeenkomstig de thans vigerende reglementering dient een dergelijke afdeling slechts tijdens de eerste twee schooljaren van oprichting de helft van het grondslagcijfer (aantal leerlingen vereist om een afdeling op te richten en in stand te houden) van de afdeling te bereiken.

Het grondslagcijfer geldt thans voor al de leerjaren van de hogere secundaire cyclus, dus eveneens voor het zevende vervolmakings- en specialisatiejaar dat aan een afdeling van de hogere secundaire cyclus wordt toegevoegd.

Dit brengt mede dat een goed bevolkte cyclus kan toelaten dat een bepaalde afdeling van het zevende jaar vanaf het derde bestaansjaar in het extreme geval met één leerling kan blijven bestaan.

Om dit te vermijden wordt voorgesteld dat de helft van het grondslagcijfer voortaan steeds moet bereikt zijn om een afdeling van een zevende vervolmakings- en specialisatiejaar in stand te houden.

Deze wijziging wordt ingevoegd in artikel 8, 3^o van het besluit.

6. RATIONALISATIE EN PROGRAMMATIE VAN DE INTERNATEN

Het koninklijk besluit nr. 456 voorziet vooreerst in de rationalisatie van de internaten. Om in stand gehouden te worden (rijksonderwijs) of om in de subsidieregeling opgenomen te blijven (gesubsidieerd onderwijs) dienen de internaten, met uitzondering van de internaten van het buitengewoon onderwijs en deze gelegen in de Bondsrepubliek Duitsland minimaal 30 interne leerlingen te herbergen.

Vervolgens voorziet het besluit in een verbod om tot 30 juni 1992 internaten op te richten of in de subsidieregeling op te nemen. In het kader van deze beslissing worden fusies — gelet op het besparend effect ervan — niet als nieuwe internaten aanzien.

De budgettaire weerslag van de rationalisatie bedraagt voor het schooljaar 1986-1987, in de Nederlandstalige sector: 52 971 079 frank; in de Franstalige sector: 116 359 103 frank.

7. BEPALINGEN MET BETREKKING TOT HET PERSONEEL

Specifieke bepalingen werden in de besluiten opgenomen voor vastbenoemde personeelsleden die ten gevolge van de rationalisatie hun betrekking verliezen.

Het koninklijk besluit nr. 435 voert regels in ter aanmoediging van de deeltijdse arbeid voor de personeelsleden uit het onderwijs en van de P.M.S.-centra die de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt of die tenminste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste hebben en dit voor de schooljaren 1986-1987 en 1987-1988.

L'arrêté royal n° 436 rend à nouveau possible pour la période allant du 1^{er} septembre 1986 au 1^{er} juin 1988, les dispositions de l'arrêté royal n° 297 relatives à la mise en disponibilité pour convenances personnelles.

L'arrêté royal n° 447 étend à l'enseignement officiel subsidié la disposition relative au paiement direct des traitements aux enseignants concernés tout en acceptant une période transitoire jusqu'au 1^{er} septembre 1989.

L'arrêté royal n° 449 supprime la possibilité de déroger aux normes pour les fonctions de sous-directeurs, chef de travaux d'ateliers, chef d'atelier, personnel auxiliaire d'éducation, personnel administratif et les éducateurs d'internats et ceci dans tous les réseaux.

Le bonus « langue maternelle » qui avait été accordé aux membres du personnel ayant une charge complète et prestant au moins 10 heures dans cette langue est supprimé par l'arrêté royal n° 453.

Lors de la création de ce bonus, il avait été accepté que l'enseignement de la langue maternelle comportait une charge de travail complémentaire (rédaction, dissertation), par rapport aux collègues titulaires d'autres enseignements.

La suppression de cet avantage amène une réduction progressive de l'écart entre la norme d'encadrement et la norme budgétaire.

§ 8. Ministre des Affaires économiques

A. Base légale

Articles 1^{er}, 2^o, c et d, et 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Article 1^{er}. — Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi, ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

2^o de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, plus précisément :

c) en rationalisant les institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics et en redéfinissant leurs missions;

d) en modifiant les dispositions légales entraînant des dépenses à charge de l'Etat.

Art. 3. — § 2. Sous réserve du § 1^{er}, les arrêtés peuvent, en cas d'urgence, être pris sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrites par des dispositions autres que celles de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

B. Énumération des arrêtés

Arrêté royal n° 429 portant suppression de la Régie des services frigorifiques de l'Etat belge (*Moniteur belge* du 21 août 1986).

C. Commentaire

En exécution de l'article 1^{er}, 2^o, c et d et de l'article 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986 a été pris l'arrêté royal suivant :

Arrêté royal n° 429 du 5 août 1986. Cet arrêté supprime la Régie des services frigorifiques de l'Etat belge (REFRIBEL). Il prévoit que, pour les besoins de sa liquidation, REFRIBEL conserve sa personnalité juridique pendant une période de 6 mois, à l'expiration de laquelle ses biens meubles et immeubles ainsi que

Door het koninklijk besluit nr. 436 worden de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 297 betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke redenen opnieuw van toepassing gemaakt voor de periode van 1 september 1986 tot 1 juni 1987.

Het koninklijk besluit nr. 447 voert de regel van de directe betaling van de wedde aan het personeel algemeen door in het officieel gesubsidieerd onderwijs. Een overgangperiode is voorzien tot 1989.

Het koninklijk besluit nr. 449 schaft voor alle netten de mogelijkheid tot afwijking op de normen af voor de ambten van onderdirecteur, werkplaatsleider, werkmeester, hulpopvoedend personeel, administratief personeel en internaatsopvoeders.

Door het koninklijk besluit nr. 453 wordt de bonus-moedertaal die werd toegekend aan de leerkracht met een volledige opdracht die in zijn of haar betrekking 10 of meer uren moedertaal presteerde afgeschaft.

Bij de oorspronkelijke invoering van deze bonus werd aangenomen dat de leerkracht-moedertaal extra belast werd door het nazicht van de taken (opstel, verhandeling) ten opzichte van collega's, titularissen van andere vakken.

De afschaffing van dit extra voordeel brengt een geleidelijke vermindering aan de afwijking tussen de budgettaire en organieke omkaderingsnorm.

§ 8. Minister van Economische Zaken

A. Wettelijke basis

Artikelen 1, 2^o, c en d, en 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Artikel 1. — Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, de bevordering van de tewerkstelling, alsmede het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

2^o de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te stijven, meer bepaald :

c) door de openbare instellingen of de instellingen gesubsidieerd door de openbare machten te rationaliseren en hun opdrachten opnieuw te definiëren;

d) door de wettelijke bepalingen te wijzigen die uitgaven ten laste van de Staat tot gevolg hebben.

Art. 3. — § 2. Onder voorbehoud van § 1, kunnen de besluiten, in geval van dringende noodzakelijkheid, worden genomen zonder de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

B. Opsomming van de besluiten

Koninklijk besluit nr. 429 houdende afschaffing van de Regie der Belgische Rijkskoel- en vriesdiensten (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

C. Toelichting

In uitvoering van artikel 1, 2^o, c en d en van artikel 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986 werd het volgend koninklijk besluit genomen :

Koninklijk besluit nr. 429 van 5 augustus 1986. Door dit besluit wordt de Regie der Belgische Rijkskoel- en vriesdiensten (REFRIBEL) afgeschaft. Het bepaalt dat REFRIBEL, ten behoeve van haar vereffening, haar rechtspersoonlijkheid behoudt gedurende een periode van 6 maanden, na het verstrijken waar-

ses droits et obligations sont transférés à l'Etat. Il prévoit également que les membres de son personnel statutaire seront soumis à l'application des règles de la mobilité d'office actuellement en vigueur, tout en conservant, à titre exceptionnel, les avantages pécuniaires résultant de fonctions supérieures lorsque celles-ci ont été exercées depuis au moins cinq ans.

§ 9. Ministre des Affaires sociales et Secrétaire d'Etat aux Pensions et Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés

I. GENERALITES

A. Base légale

Les arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux trouvent leur base légale dans

- l'article 1^{er}, 2^o, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, lequel entre autre dispose que l'Exécutif peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres prendre toute mesure utile en vue de maîtriser, limiter ou réduire les dépenses publiques et ce, notamment, en modifiant les règles relatives à la comptabilité de l'Etat et au contrôle et à la gestion de certains organismes d'intérêt public;
- l'article 1^{er}, 3^o, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi; cette disposition accorde au Roi la compétence de prendre toutes les mesures utiles afin d'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de la sécurité sociale.

B. Enumération des arrêtés royaux

Arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986 instaurant une cotisation de sécurité sociale, appelée cotisation de modération salariale, et modifiant l'arrêté royal n° 278 du 30 mars 1984 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale (*Moniteur belge* du 6 mai 1986).

Arrêté royal n° 404 du 18 avril 1986 modifiant la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public (*Moniteur belge* du 6 mai 1986).

Arrêté royal n° 405 du 18 avril 1986 modifiant l'arrêté royal n° 227 du 9 décembre 1983 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants (*Moniteur belge* du 6 mai 1986).

Arrêté royal n° 406 du 18 avril 1986 modifiant l'article 50 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales (*Moniteur belge* du 6 mai 1986).

Arrêté royal n° 410 du 18 avril 1986 modifiant la loi du 11 juillet 1973 améliorant dans certains régimes de sécurité sociale la situation de la mère salariée qui cesse temporairement d'être assujettie à la sécurité sociale (*Moniteur belge* du 6 mai 1986).

Arrêté royal n° 420 du 18 juillet 1986 modifiant l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1984 portant certaines modifications temporaires au régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines prestations de sécurité sociale et dépenses du secteur public, et accordant une prime de rattrapage à

van haar roerende en onroerende goederen, alsook haar rechten en verbintenissen, aan de Staat worden overgedragen. Het bepaalt eveneens dat de leden van haar statutair personeel zullen worden onderworpen aan de toepassing van de bepalingen van de ambsthalfve mobiliteit welke thans van kracht is, met behoud, te uitzonderlijken titel, van de geldelijke voordelen welke aan hogere functies zijn verbonden, wanneer deze gedurende ten minste vijf jaar werden uitgeoefend.

§ 9. Minister van Sociale Zaken en Staatssecretaris voor Pensioenen en Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid

I. ALGEMEEN

A. Wettelijke grondslag

De hiernavolgende koninklijke besluiten vinden hun rechtsgrond in

- artikel 1, 2^o, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, waarin onder meer bepaald wordt dat de Uitvoerende Macht, bij in Ministerraad overlegd besluit, alle nuttige maatregelen kan nemen ten einde de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, door inzonderheid de regelen betreffende de Rijkscomptabiliteit en betreffende de controle op het beheer van sommige instellingen van openbaar nut te wijzigen;
- artikel 1, 3^o, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning; waarin aan de Koning de bevoegdheid verleend wordt alle nuttige maatregelen te nemen ten einde de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van de sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen.

B. Opsomming van de koninklijke besluiten

Koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986 tot instelling van een sociale zekerheidsbijdrage, loonmatigingsbijdrage genaamd, en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 278 van 30 maart 1984 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging met het oog op de bevordering van de tewerkstelling, de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van de stelsels van de sociale zekerheid (*Belgisch Staatsblad* van 6 mei 1986).

Koninklijk besluit nr. 404 van 18 april 1986 tot wijziging van de herstellwet van 10 februari 1981 tot invoering van een solidariteitsbijdrage ten laste van de personen rechtstreeks of onrechtstreeks bezoldigd door de openbare sector (*Belgisch Staatsblad* van 6 mei 1986).

Koninklijk besluit nr. 405 van 18 april 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 227 van 9 december 1983 tot instelling voor de loon- en weddetrekkenden van de openbare en van de privé-sector, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen (*Belgisch Staatsblad* van 6 mei 1986).

Koninklijk besluit nr. 406 van 18 april 1986 tot wijziging van artikel 50 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen (*Belgisch Staatsblad* van 6 mei 1986).

Koninklijk besluit nr. 410 van 18 april 1986 tot wijziging van de wet van 11 juli 1973 tot verbetering van de toestand van de bezoldigde moeder die tijdelijk ophoudt onderworpen te zijn aan de maatschappelijke zekerheid in sommige regelingen van de maatschappelijke zekerheid (*Belgisch Staatsblad* van 6 mei 1986).

Koninklijk besluit nr. 420 van 18 juli 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1984 houdende bepaalde tijdelijke wijzigingen in de regeling inzake koppeling van sommige sociale uitkeringen van de maatschappelijke zekerheid en uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de

certaines bénéficiaires des prestations sociales (*Moniteur belge* du 2 août 1986).

Arrêté royal n° 423 du 23 juillet 1986 modifiant l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1986 créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes (*Moniteur belge* du 21 août 1986).

Arrêté royal n° 431 du 5 août 1986 modifiant la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public (*Moniteur belge* du 21 août 1986).

Arrêté royal n° 433 du 5 août 1986 modifiant l'article 50 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales (*Moniteur belge* du 21 août 1986).

C. Commentaire

Les mesures contenues dans l'arrêté royal n° 401 ont pour but de fixer la formule par laquelle le produit de la modération générale de 1984, 1985 et 1986, organisée par l'arrêté royal n° 278 du 30 mars 1984, continuera à être affecté au profit de la sécurité sociale.

L'arrêté royal n° 278 précité a organisé un régime par lequel, à partir du 1^{er} avril 1984, la première adaptation à l'indice, respectivement en 1984, 1985 et 1986 ne sera pas payée aux travailleurs.

Le produit de ce « saut d'index » étant la différence entre le coût salarial réel et le coût salarial y compris les cotisations patronales, telles qu'elles auraient été sans modération, doit être versé par les employeurs aux organismes de perception pour la sécurité sociale excepté pour ce qui est des membres du personnel rémunérés directement par le Trésor.

Le montant correspondant aux cotisations patronales et des travailleurs pour la sécurité sociale, appliquées sans modération salariale, reste aux organismes de perception. Le montant restant est transféré au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

L'arrêté royal n° 278 prévoit également que les sommes à verser sont assimilées, quant à leurs conséquences juridiques, aux cotisations de sécurité sociales.

La différence créée par les trois sauts d'index respectivement en 1984, 1985 et 1986 entre le coût salarial réel et le coût salarial obtenu sans modération salariale continue à produire ses effets également après 1986. C'est précisément cet effet que le Gouvernement veut continuer à affecter au profit de la sécurité sociale. A cet effet à partir de 1987 la modération est consolidée sous la forme d'une cotisation de sécurité sociale. Cette cotisation de sécurité sociale greffée sur l'effet final et complet de l'arrêté n° 278 sera diminuée en relation des adaptations à l'index à venir. Ceci veut dire que le pourcentage de la cotisation de la modération salariale sera corrigé de façon à ce que le produit ne s'accroisse pas suite aux adaptations à l'indice des rémunérations.

En outre, il est prévu que le gel de la première indexation des salaires en 1986, sera reporté à 1987, pour autant que ce gel ne s'effectue pas en 1986.

Enfin, toutes les mesures utiles seront prises rapidement à l'égard des travailleurs indépendants en vue de maintenir le parallélisme entre la modération des salaires des travailleurs salariés et celle des revenus des travailleurs indépendants.

L'arrêté royal n° 404 vise à charger l'Office national de sécurité sociale hormis de la perception, explicitement du recouvrement de la cotisation de solidarité prévue par la loi de redressement du 10 février 1981, avec sur le plan de sanctions et de la prescription, les mêmes règles qu'en matière de cotisations de sécurité sociale.

consomptieprijzen van het Rijk, en tot toekenning van een inhaalpremie aan sommige gerechtigden op sociale uitkeringen (*Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1986).

Koninklijk besluit nr. 423 van 23 juli 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

Koninklijk besluit nr. 431 van 5 augustus 1986 tot wijziging van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

Koninklijk besluit nr. 433 van 5 augustus 1986 tot wijziging van artikel 50 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

C. Commentaar

De maatregelen die in het koninklijk besluit nr. 401 zijn opgenomen strekken ertoe de formule vast te leggen volgens dewelke de opbrengst van de algemene matiging van 1984, 1985 en 1986, ingesteld bij koninklijk besluit nr. 278 van 30 maart 1984, verder zal aangewend worden ten behoeve van de sociale zekerheid.

Het genoemde koninklijk besluit nr. 278 heeft een stelsel georganiseerd waarbij vanaf 1 april 1984 de eerste indexaanpassing respectievelijk in 1984, 1985 en 1986 niet aan de werknemers wordt uitbetaald.

De opbrengst van deze « indexsprong », zijnde het verschil tussen de reële loonkost en de loonkost met inbegrip van de patronale bijdragen, die men zou gehad hebben indien geen matiging het plaatsgevonden, moet door de werkgevers gestort worden aan de inningsorganismen voor sociale zekerheid, behalve wat de personeelsleden betreft die rechtstreeks door de Schatkist bezoldigd worden.

Het bedrag dat overeenkomt met de werkgevers- en werknemersbijdragen voor sociale zekerheid die zouden zijn toegepast zonder loonmatiging, blijft bij deze inningsinstellingen. Het resterende bedrag wordt overgemaakt aan het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid.

Het koninklijk besluit nr. 278 voorziet eveneens dat de te storten sommen, wat hun juridische gevolgen betreft, gelijkgesteld worden met sociale zekerheidsbijdragen.

Het verschil dat door de drie indexsprongen respectievelijk in 1984, 1985 en 1986 is ontstaan tussen de reële loonkost en de loonkost die men zou gehad hebben zonder loonmatiging blijft ook na 1986 zijn effect sorteren. Dit effect wil de Regering verder aanwenden ten behoeve van de sociale zekerheid. Daarom wordt bij koninklijk besluit nr. 401 de matiging vanaf 1987 geconsolideerd onder de vorm van een sociale zekerheidsbijdrage. Deze sociale zekerheidsbijdrage, geënt op het finale en volledige effect van koninklijk besluit nr. 278, wordt evenwel uitgezuiverd van komende indexaanpassingen. Dit wil zeggen dat het percentage van de loonmatigingsbijdrage zodanig wordt gecorrigeerd dat de opbrengst ervan niet toeneemt tengevolge van de indexaanpassingen der lonen.

Bovendien wordt voorzien dat de bevrozing van de eerste indexering der lonen in 1986 desgevallend naar 1987 wordt verschoven, voor zover deze bevrozing in 1986 niet plaatsheeft.

Tenslotte zullen t.a.v. de zelfstandigen spoedig de nodige maatregelen genomen worden teneinde het parallelisme te handhaven tussen de matiging van de lonen der werknemers en de matiging van de inkomsten der zelfstandigen.

Het koninklijk besluit nr. 404 strekt ertoe de Rijksdienst voor sociale zekerheid naast de inning ook uitdrukkelijk te belasten met de invordering van de solidariteitsbijdrage voorzien bij de herstellwet van 10 februari 1981, met op het vlak van sancties en verjaring eenzelfde regeling als deze inzake de sociale zekerheidsbijdragen.

L'arrêté royal n° 405 a pour but d'apporter une correction à l'arrêté royal n° 227 du 9 décembre 1983 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants, afin d'éviter que, compte tenu de la diminution des allocations familiales dont question à l'arrêté royal n° 228 du 9 décembre 1983 ou l'arrêté royal n° 291 du 31 mars 1984 une double retenue au sein de la même famille n'ait lieu.

L'arrêté royal n° 406 vise à assurer la perception des cotisations qui doivent être versées au Fonds pour l'emploi en exécution de l'article 50 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales et qui conformément à l'article 4 de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 peuvent être utilisées au financement de la création d'emplois et au profit de la sécurité sociale.

L'arrêté royal n° 410 étend le système, prévu par la loi du 11 juillet 1973, modifiée par l'arrêté royal n° 5 du 15 février 1982, où la travailleuse qui cesse de travailler ou réduit ses prestations de travail de la moitié au moins pour élever son propre enfant jusqu'à l'âge de 3 ans, garde ses droits sur le plan de la sécurité sociale, plus particulièrement en ce qui concerne les pensions et les allocations familiales. Dorénavant, tous les travailleurs, aussi bien hommes que femmes peuvent en bénéficier.

Ainsi cet arrêté vise à réaliser l'égalité de traitement entre l'homme et la femme conformément aux conventions internationales, à la directive du Conseil des Communautés européennes du 19 décembre 1978 concernant la mise en vigueur progressive du principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans le domaine de la sécurité sociale et à l'article 29 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Les mesures prévues dans l'arrêté royal n° 420 visent à maintenir le parallélisme entre la modération des salaires et celle des prestations sociales. Dans l'article 4 de l'arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986 instaurant une cotisation de sécurité sociale, appelée cotisation de modération salariale, et modifiant l'arrêté royal n° 278 du 30 mars 1984 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale, il est prévu que, si l'arrêté royal n° 278 ne produisait pas d'effets en 1986 en raison de la stagnation de l'évolution de l'index, l'application du saut d'index, prévue pour 1986, serait reportée à 1987.

Le présent arrêté applique un principe identique concernant le saut d'index des prestations sociales, prévu par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1984 : s'il n'y a pas d'adaptation à l'indice en 1986, le saut d'index prévu pour 1986 sera appliqué à la première adaptation à l'indice en 1987. Le parallélisme entre l'évolution des prestations sociales et des salaires est nécessaire afin de sauvegarder l'équilibre de la sécurité sociale, du fait que les cotisations de sécurité sociale sont perçues sur le salaire. Il est à noter qu'il s'agit des prestations sociales de tous les régimes aussi bien des travailleurs salariés, des indépendants et des fonctionnaires.

Dans l'arrêté royal n° 423, l'accès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (O.N.S.S.A.P.L.), au Fonds d'aide au redressement financier des communes prévu par l'article 12bis de l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983, est étendu. Les règles en seront précisées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Il s'agit des objectifs ci-après :

Het koninklijk besluit nr. 405 strekt ertoe een correctie aan te brengen in het koninklijk besluit nr. 227 van 9 december 1983 tot instelling voor de loon- en weddetrekkenden van de openbare en van de privé-sector, van een bijzondere bijdrage ten laste van alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen, teneinde te vermijden dat er rekening houdende met de vermindering van de kinderbijslag bedoeld bij het koninklijk besluit nr. 228 van 9 december 1983 of koninklijk besluit nr. 291 van 31 maart 1984, een dubbele inhouding in hetzelfde gezin zou plaatsvinden.

Het koninklijk besluit nr. 406 strekt ertoe de inning van de bijdragen te verzekeren die moeten worden gestort aan het Tewerkstellingsfonds in uitvoering van artikel 50 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, en overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 kunnen worden aangewend voor de financiering van het scheppen van arbeidsplaatsen en voor de sociale zekerheid.

Het koninklijk besluit nr. 410 breidt het systeem uit, voorzien bij de wet van 11 juli 1973, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 5 van 15 februari 1982, waarbij de werkneemster die tijdelijk ophoudt met werken of haar prestaties met tenminste de helft vermindert om een eigen kind tot de leeftijd van 3 jaar op te voeden, haar rechten op sociaal zekerheidsgebied behoudt, meer bepaald wat pensioenen en kinderbijslagen betreft. Voortaan kunnen alle werknemers, zowel mannen als vrouwen hiervan genieten.

Aldus strekt dit besluit ertoe de gelijke behandeling tussen mannen en vrouwen te bewerkstelligen, overeenkomstig de internationale verdragen, de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 19 december 1978 betreffende de geleidelijke toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen op het stuk van de maatschappelijke zekerheid en overeenkomstig artikel 29 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

De maatregelen voorzien bij het koninklijk besluit nr. 420 strekken ertoe het parallelisme te handhaven tussen de matiging van de lonen en deze der sociale uitkeringen. In artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986 tot instelling van een sociale zekerheidsbijdrage, loonmatigingsbijdrage genaamd, en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 278 van 30 maart 1984 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging met het oog op de bevordering van de tewerkstelling, de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van de stelsels van de sociale zekerheid, wordt voorzien dat, indien wegens het stagneren van de evolutie van het indexcijfer, het koninklijk besluit nr. 278 geen uitwerking zou hebben in 1986, de toepassing van de voor 1986 voorziene indexsprong wordt verschoven naar 1987.

In onderhavig besluit wordt hetzelfde principe toegepast inzake de indexsprong der sociale uitkeringen geregeld bij koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1984 : zo er zich geen indexaanpassing voordoet in 1986, zal de voor 1986 voorziene indexsprong worden toegepast op de eerste indexaanpassing in 1987. Het parallelisme tussen de evolutie van de sociale uitkeringen en van de lonen is nodig om het evenwicht van de sociale zekerheid te vrijwaren, vermits de sociale zekerheidsbijdragen geïnd worden op het loon. Noteren we dat het hier gaat om de sociale prestaties van alle stelsels, zowel van werknemers, zelfstandigen als ambtenaren.

In het koninklijk besluit nr. 423 wordt de toegang van de rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, tot het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten verleend bij artikel 12bis van het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983, verruimd. De regels hiervan zullen bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit nader worden gepreciseerd. Het gaat om volgende objectieven :

1. L'autorisation d'emprunter, portera dorénavant sur les arrières de cotisations à l'O.N.S.S. jusqu'à et y compris le 31 décembre 1985 et non pas jusqu'au 6 août 1985.

2. L'O.N.S.S.A.P.L. pourra en outre emprunter au Fonds d'aide au redressement financier des communes un montant de 1,2 milliard afin de rembourser à l'Etat une partie du préfinancement des pensions par le Trésor.

Le service financier de cet emprunt sera pris en charge par les réserves de l'O.N.S.S.A.P.L. et par conséquent, n'entraînera aucune charge supplémentaire pour les communes. Cette opération s'insère dans l'extension des tâches de l'O.N.S.S.A.P.L. qui, à partir du 1^{er} janvier 1987, percevra aussi les cotisations de pensions des communes affiliées à la Caisse de répartition des pensions communales.

L'arrêté royal n° 431 apporte des modifications à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public non pas dans son esprit, car cette loi s'est imposée comme la clef de voûte du contrôle des services publics décentralisés, mais dans une nécessaire révision de la répartition catégorielle des organismes qui y sont soumis. La modification principale à la loi réside, en effet, dans la création d'une catégorie distincte pour les organismes publics de sécurité sociale qui, depuis une quinzaine d'années, tiennent leur comptabilité budgétaire et économique conformément aux directives du plan comptable élaboré par la Commission de normalisation de la comptabilité des organismes d'intérêt public de la sécurité sociale, instituée par l'arrêté royal du 31 août 1962 et qui, de ce fait, observent des règles comptables normalisées spécifiques, qui allient les exigences d'une comptabilité budgétaire caméraliste avec celles d'une comptabilité patrimoniale économique proche de celle tenue dans le secteur privé.

En groupant au sein d'une catégorie les organismes publics de sécurité sociale, il sera possible de prendre à leur égard des dispositions spécifiques d'exécution de la loi du 16 mars 1954 en matière budgétaire et comptable, remplaçant celles découlant de l'arrêté royal du 7 avril 1954; ce dernier restera toutefois applicable aux autres organismes.

La création d'une catégorie distincte D pour les organismes publics de sécurité sociale a pour conséquence que la catégorie B n'est plus constituée que par les organismes résiduels.

D'autres modifications concernent la simplification de la procédure à suivre par les organismes de la catégorie D.

Dans l'arrêté royal n° 433, il est prévu que, afin d'éviter des difficultés d'interprétation qui peuvent se produire au sujet de la notion de masse salariale sur laquelle les versements, prévus à l'article 50, alinéa 1^{er} de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, doivent être calculés, les montants à verser doivent être calculés sur la masse salariale, y compris les cotisations patronales.

II. ASSURANCE MALADIE INVALIDITE

A. Base légale

Les arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux qui suivent trouvent leur base légale dans

— l'article 1^{er}, 2^o, b, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi lequel dispose entre autres que le Roi peut prendre toutes les mesures utiles en vue de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, plus précisément notamment en fixant le montant, les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités, allocations et

1. De leningsmachtiging zal voortaan betrekking hebben op de achterstallige bijdragen aan de R.S.Z. tot en met 31 december 1985, i.p.v. tot 6 augustus 1985.

2. Bovendien zal aan de R.S.Z.P.P.O. de mogelijkheid worden gegeven bij het Hulpfonds een bedrag te lenen van 1,2 miljard, teneinde aan de Staat een deel terug te betalen van wat de Schatkist heeft geprefinancierd voor de betaling der pensioenen.

De financiële lasten van deze lening zullen gedragen worden door de reserves van de R.S.Z.P.P.O. en zullen bijgevolg geen bijkomende lasten meebrengen voor de gemeenten. Deze operatie kadert in de taakverruiming van de R.S.Z.P.P.O. die vanaf 1 januari 1987 ook de bijdragen voor pensioenen zal innen van de gemeenten die aangesloten zijn bij de Omslagkas der gemeentelijke pensioenen.

Het koninklijk besluit nr. 431 brengt wijzigingen aan aan de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut; het gaat hier uiteraard niet om de geest van de wet, want zij is de sluitsteen van de controle op de gedecentraliseerde openbare diensten, maar wel om een noodzakelijke herziening van de categoriële indeling van de instellingen die eraan onderworpen zijn. Inderdaad ligt de voornaamste wijziging aan de wet in de invoering van een afzonderlijke categorie voor de openbare instellingen van sociale zekerheid die, sedert een vijftiental jaren, hun budgettaire en economische comptabiliteit bijhouden overeenkomstig de richtlijnen van het boekhoudkundig plan dat werd opgemaakt door de bij koninklijk besluit van 31 augustus 1962 opgerichte Commissie voor normalisatie van de boekhouding van de instellingen van openbaar nut van de sociale zekerheid, en die zodoende specifieke genormaliseerde boekhoudkundige regels naleven, welke beantwoorden aan de eisen als worden gesteld aan tevens een cameralistische budgettaire comptabiliteit en een economische patrimoniale comptabiliteit, verwant met de in de privé-sector gangbare.

Door de openbare instellingen van sociale zekerheid in één categorie te groeperen, zal het mogelijk zijn voor deze instellingen, met betrekking tot budgettaire en boekhoudkundige aangelegenheden, specifieke maatregelen ter uitvoering van de wet van 16 maart 1954 te treffen, ter vervanging van de maatregelen voortvloeiend uit het koninklijk besluit van 7 april 1954; dat laatste zal weliswaar op de andere instellingen van toepassing blijven.

De oprichting van een afzonderlijke categorie D voor de openbare instellingen van sociale zekerheid heeft ten gevolge dat categorie B slechts uit de residuair instellingen bestaat.

Andere wijzigingen betreffen de vereenvoudiging van de procedure te volgen door de instellingen van categorie D.

In het koninklijk besluit nr. 433 wordt, teneinde interpretatiemoeilijkheden te vermijden die kunnen ontstaan rond het begrip loonsom waarop de in artikel 50, 1^{ste} lid van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, bedoelde stortingen moeten worden berekend, bepaald dat de te storten bedragen moeten worden berekend op de loonmassa, inclusief de patronale bijdragen.

II. ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING.

A. Wettelijke grondslag

De hiernavolgende koninklijke besluiten vinden hun rechtsgrond in

— artikel 1, 2^o, b, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning waarin onder meer bepaald wordt dat de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit alle nuttige maatregelen kan nemen teneinde de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te stijven, meer bepaald door onder meer het bedrag, de voor-

dépenses d'autre nature qui sont, en tout ou en partie, directement, à charge de l'Etat;

- l'article 1^{er}, 3^o, de la même loi lequel dispose que le Roi peut prendre toutes les mesures utiles en vue d'adapter ou de modifier la réglementation, de financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de sécurité sociale.

B. Enumération des arrêtés royaux

Arrêté royal n° 408 du 18 avril 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (*Moniteur belge* du 6 mai 1986).

Arrêté royal n° 422 du 23 juillet 1986 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (*Moniteur belge* du 21 août 1986).

Arrêté royal n° 432 du 5 août 1986 fixant, pour les exercices 1986 et 1987, les subventions de l'Etat et pour l'exercice 1986 les frais d'administration des organismes assureurs dans le régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (*Moniteur belge* du 21 août 1986).

C. Commentaire

L'arrêté royal n° 408 traite diverses matières :

L'arrêté de pouvoirs spéciaux élargit la loi organique sur l'assurance-maladie afin d'élaborer un système rendant possible un contrôle concluant quant à la correspondance entre les circuits comptables et statistiques en assurance-maladie. Il s'agit ici principalement de mesures permettant aux services de contrôle de l'I.N.A.M.I. de confronter les documents de dépenses introduits par les mutuelles aux pièces comptables et justificatives qui en constituent la base. En outre, les délais pour l'établissement et la transmission des documents de dépenses et des cadres statistiques (profils) ont été réduits et des sanctions adéquates ont été proposées à charge des contrevenants.

L'arrêté de pouvoirs spéciaux introduit une base légale permettant au Roi de revoir la réglementation concernant le régime du tiers-payant. Des propositions relatives à l'exécution de ces dispositions seront élaborées par les différentes commissions compétentes en la matière, qui sont chargées de la conclusion d'accords ou de conventions.

En ce qui concerne les médecins et paramédicaux, le Gouvernement a l'intention de généraliser le régime du tiers-payant pour les prestations aux bénéficiaires hospitalisés. Les soins ambulatoires seraient exclus du champ d'application du régime du tiers-payant, à l'exception cependant des prestations de nature médico-technique pour lesquelles actuellement cette modalité de paiement est déjà appliquée en général.

Enfin, quelques matières moins fondamentales sont traitées, telles qu'une définition plus précise des prestations pour lesquelles une intervention personnelle majorée est d'application et l'assouplissement des sanctions applicables aux paramédicaux qui ne respectent pas leur obligation de tenir un registre de prestations.

L'arrêté royal n° 422 exécute les décisions en vue de l'assainissement des finances publiques, annoncées par le Gouvernement le 23 mai 1986 :

- afin de réaliser la réduction de certaines indemnités, la mention expresse de la procédure d'avis visée aux articles 46 et 50 de la loi du 9 août 1963 est supprimée. Le Gouvernement souhaite, dans le cadre de la gestion paritaire, respecter les procédures d'avis normales dont le principe est inscrit dans la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt

waarden en de toekenningmodaliteiten van de subsidies, vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven vast te stellen die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn;

- artikel 1, 3^o, van dezelfde wet waarin aan de Koning de bevoegdheid verleend wordt alle nuttige maatregelen te nemen teneinde de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van de sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen.

B. Opsomming van de koninklijke besluiten.

Koninklijk besluit nr. 408 van 18 april 1986 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering (*Belgisch Staatsblad* van 6 mei 1986).

Koninklijk besluit nr. 422 van 23 juli 1986 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

Koninklijk besluit nr. 432 van 5 augustus 1986 tot vaststelling voor de dienstjaren 1986 en 1987 van de rijksstoelagen en voor het dienstjaar 1986 van de administratiekosten van de verzekeringsinstellingen in de regeling van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986).

C. Commentaar

Het koninklijk besluit nr. 408 behandelt diverse materies :

Het bijzondere-machtenbesluit breidt de organieke wet op de ziekteverzekering uit teneinde een systeem uit te werken dat een sluitende controle op de overeenstemming tussen de boekhoudkundige en statistische circuits in de ziekteverzekering mogelijk maakt. Het betreft hier voornamelijk maatregelen die de controlediensten van het R.I.Z.I.V. toelaten de door de ziekenfondsen ingediende uitgavenbescheiden te confronteren met de boekhoudings- en verantwoordingsstukken die hiertoe de basis vormden. Tevens werden de termijnen voor opstellen en overmaken van de uitgavenbescheiden en de statistische tabellen (profielen) ingekort, en werden passende sancties ten laste van de overtreders voorgesteld.

Het bijzondere-machtenbesluit heeft een wettelijke basis ingevoegd die de Koning toelaat de reglementering betreffende de derdebetalingsregeling te herzien. Voorstellen inzake uitvoering van deze bepalingen zullen worden uitgewerkt door de verschillende ter zake bevoegde commissies die belast zijn met het afsluiten van akkoorden of overeenkomsten.

Voor wat de medici en paramedici betreft ligt het in de bedoeling van de Regering de derdebetalersregeling veralgemeend toe te passen voor prestaties aan gehospitaliseerde rechthebbenden. Ambulante verzorging zou van het toepassingsgebied van de derdebetalersregeling worden uitgesloten, met uitzondering evenwel van verstrekkingen van medisch-technische aard waarop deze betalingsmodaliteit thans reeds vrij algemeen wordt toegepast.

Ten slotte worden enkele materies van minder principiële aard behandeld, zoals een duidelijker omschrijving van de verstrekkingen waarop de verhoogde persoonlijke aandelen van toepassing zijn, en het milderen van de sancties die van toepassing zijn op paramedici die hun verplichtingen tot bijhouden van een verstrekkingenregister niet naleven.

Het koninklijk besluit nr. 422 voert de door de Regering op 23 mei 1986 bekendgemaakte beslissingen tot sanering van de openbare financiën uit :

- teneinde de vermindering van bepaalde uitkeringen te verwezenlijken, wordt de uitdrukkelijke vermelding van de in de artikelen 46 en 50 van de wet van 9 augustus 1963 bedoelde adviesprocedure, opgeheven. De Regering wenst de in het kader van het paritair beheer normale adviesprocedures, waarvan het principe is ingeschreven in de wet van 25 april

public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, mais a estimé que le maintien de la mention expresse de la procédure d'avis dans la loi organique sur l'assurance maladie-invalidité compromet inutilement la rapidité de décision nécessaire en période de crise;

- d'autre part, il a été décidé, pour la fixation du montant de l'indemnité d'invalidité, de tenir compte dans une plus large mesure, de la situation du titulaire.

L'arrêté royal n° 432 exécute également les décisions d'assainissement des finances publiques annoncées par le Gouvernement le 23 mai 1986 :

- il fixe forfaitairement le montant de la subvention de l'Etat au régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. Comme les régimes de sécurité sociale sont en général en équilibre et que les économies réalisées n'ont dès lors pour seul objectif que de réduire la participation de l'Etat au financement de la sécurité sociale, il a été décidé de déduire directement le produit des économies, pour les exercices 1986 et 1987, des montants évalués selon les méthodes normales de calcul, et ce par dérogation aux mécanismes du calcul des subventions de l'Etat mentionnées à l'article 26 de la loi du 29 juin 1981 portant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. Le montant de 1987 est éventuellement susceptible de révision, en fonction du contrôle du budget;
- par ailleurs, les frais d'administration des organismes assureurs ont été forfaitairement fixés, pour 1986, à 18 380 millions de francs. Pour l'exercice 1987, le montant des frais d'administration des organismes assureurs sera fixé dès que les résultats d'une étude approfondie et indépendante de ces problèmes seront connus.

III. HOPITAUX

A. Base légale

Les arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux qui suivent trouvent leur base légale dans :

- l'article 1^{er}, 4^o, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, lequel dispose que le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes mesures utiles en vue de compléter, d'adapter ou de modifier la législation sur les hôpitaux, les laboratoires de biologie clinique et les services médico-techniques, particulièrement en ce qui concerne l'organisation, le fonctionnement, la gestion, le financement et la programmation de ces institutions ou services, tant pour les institutions publiques que privées, y compris les hôpitaux universitaires.

B. Enumération des arrêtés royaux

Arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986 modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux (*Moniteur belge* du 6 mai 1986).

Arrêté royal n° 421 du 18 juillet 1986 modifiant l'article 21bis de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux (*Moniteur belge* du 2 août 1986).

Arrêté royal n° 430 modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (*Moniteur belge* du 5 août 1986).

C. Commentaire.

L'arrêté royal n° 407 modifie la loi sur les hôpitaux sur un nombre de points :

1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg te respecteren, maar was van mening dat het behoud van de uitdrukkelijke vermelding van de adviesprocedure in de organieke wet op de ziekte- en invaliditeitsverzekering de snelheid van beslissing in crisisperiodes, nodeloos in het gedrang brengt;

- anderzijds werd beslist bij het vaststellen van het bedrag van de invaliditeitsuitkering in ruimere mate rekening te houden met de situatie van de gerechtigde.

Het koninklijk besluit nr. 432 voert eveneens de door de Regering op 23 mei 1986 bekendgemaakte beslissingen tot sanering van de openbare financiën uit :

- enerzijds wordt de hoegrootheid van de Rijkstegemoetkomingen aan het stelsel van verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering op forfaitaire wijze vastgesteld. Vermits de sociale zekerheidsstelsels globaal een evenwicht vertonen, en de doorgevoerde besparingen derhalve enkel de bedoeling hebben het aandeel van het Rijk in de financiering van de sociale zekerheid te verminderen, werd beslist in afwijking van de berekeningsmechanismen van de Rijkstegemoetkomingen, vermeld in artikel 26 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, het resultaat van de besparingen voor de dienstjaren 1986 en 1987 rechtstreeks in mindering te brengen van de met toepassing van de normale berekeningsmethode vooropgestelde bedragen. Het bedrag 1987 is evenwel voor herziening vatbaar naar aanleiding van de budgetcontrole;
- anderzijds worden de administratiekosten van de verzekeringsinstellingen voor het jaar 1986 forfaitair vastgesteld op 18 380 miljoen frank. Voor het dienstjaar 1987 zal de vaststelling van het bedrag van de administratiekosten van de verzekeringsinstellingen plaatsvinden nadat de resultaten van een grondige en onafhankelijke studie omtrent deze problematiek bekend zullen zijn.

III. ZIEKENHUIZEN

A. Wettelijke grondslag

De hiernavolgende koninklijke besluiten vinden hun rechtsgrond in :

- artikel 1, 4^o, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning waarin bepaald wordt dat de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit alle nuttige maatregelen kan nemen teneinde de wetgeving met betrekking tot de ziekenhuizen, de laboratoria voor klinische biologie en de medisch-technische diensten aan te vullen, aan te passen of te wijzigen, meer bepaald voor wat betreft de organisatie, de werking, het beheer, de financiering en de programmatie van deze instellingen of diensten, zowel ten aanzien van de openbare als van de privé-instellingen, met inbegrip van de universitaire ziekenhuizen.

B. Opsomming van de koninklijke besluiten

Koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986 tot wijziging en aanvulling van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen (*Belgisch Staatsblad* van 6 mei 1986).

Koninklijk besluit nr. 421 van 18 juli 1986 tot wijziging van artikel 21bis van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen (*Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1986).

Koninklijk besluit nr. 430 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (*Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1986).

C. Commentaar.

Het koninklijk besluit nr. 407 wijzigt de ziekenhuiswet op verschillende punten :

1. L'habitation protégée.

Au chapitre I^{er}, la possibilité est offerte d'étendre le champ d'application de la loi sur les hôpitaux, en tout ou en partie, aux initiatives d'habitations protégées pour des patients qui sont sortis de l'hôpital psychiatrique, pour autant que la guidance de ces patients se fasse par l'hôpital psychiatrique.

2. Agrément des hôpitaux.

Au chapitre II, la possibilité est prévue de déterminer de nouvelles normes d'agrément pour les hôpitaux, notamment en ce qui concerne le type de service(s) dont un hôpital doit disposer ainsi que la capacité minimale de lits requise dans les différents services de l'hôpital. En outre, le niveau d'activité peut être déterminé (auquel il doit être satisfait pour être reconnu). Enfin, pour ce qui est de l'agrément des hôpitaux, la notion groupement d'hôpitaux a été instaurée.

3. Financement des hôpitaux.

Le chapitre du financement des hôpitaux se subdivise en 3 parties. Tout d'abord, il concerne les dispositions en matière de comptabilité et de son contrôle. Elles s'inscrivent dans le cadre d'une meilleure gestion financière des hôpitaux. Le chapitre contient ensuite une disposition sur la communication de données indispensables à la politique générale et, plus particulièrement au financement.

Le chapitre porte enfin sur le financement proprement dit des hôpitaux, où la base juridique d'un nouveau système de financement a été établie partant d'un budget octroyé par hôpital.

4. Programmation.

Plusieurs modifications sont également introduites dans les dispositions sur la programmation. Elles ont toutes pour objectif de mieux maîtriser par la programmation l'évolution quantitative et qualitative du secteur hospitalier et de créer une base légale suffisante pour diminuer la capacité globale de lits.

5. Hôpitaux publics.

A propos des dispositions sur la répartition des déficits, la notion de « solde du déficit » fut sujet à contestation. Afin d'y mettre un terme et de pouvoir poursuivre la politique de redressement, cette notion a été précisée.

6. Gestion des hôpitaux et statut du médecin hospitalier.

L'arrêté royal n° 407 réglemente également toutes les matières en rapport avec les problèmes du statut de médecin hospitalier. L'arrêté royal contient à cette fin notamment des dispositions régissant les relations entre le gestionnaire d'hôpital et les médecins hospitaliers, la structuration de l'activité hospitalière, le mode de participation des médecins hospitaliers à la gestion de l'hôpital, la position juridique des médecins hospitaliers ainsi que le statut pécunier (mode de rémunération, perception des honoraires, tarifs, affectation des revenus des honoraires).

Arrêté royal n° 421. Afin d'éviter que les économies réalisées par la réduction de capacité actuelle dans les hôpitaux psychiatriques ne se perdent par la création de nouveaux services psychiatriques supplémentaires, un moratoire des lits est introduit conformément au système déjà en vigueur pour les hôpitaux généraux (article 21bis de la loi sur les hôpitaux).

Dans l'arrêté royal n° 430, la tutelle a été assouplie envers les hôpitaux qui dépendent du C.P.A.S. et dont les comptes revelent une exploitation en équilibre. En outre, le principe de la gestion distincte vaut également pour d'autres matières.

1. Beschut wonen.

In hoofdstuk I wordt de mogelijkheid geboden om het toepassingsgebied van de ziekenhuiswet geheel of gedeeltelijk uit te breiden tot initiatieven van beschut wonen ten behoeve van patiënten die uit het psychiatrisch ziekenhuis worden ontslagen, voor zover deze patiënten door toedoen van het psychiatrisch ziekenhuis worden begeleid.

2. Erkenning der ziekenhuizen.

Het hoofdstuk II maakt het mogelijk nieuwe erkenningsnormen te bepalen voor de ziekenhuizen, met name betreffende het soort van diensten waarover een ziekenhuis moet beschikken en de minimale bedcapaciteit van het ziekenhuis in de onderscheidene diensten. Tevens kan het activiteitsniveau worden bepaald waaraan moet worden voldaan om te worden erkend. Ten slotte werd met betrekking tot de erkenning van ziekenhuizen de notie ziekenhuisgroepering ingevoerd.

3. Financiering van de ziekenhuizen.

Het hoofdstuk financiering van de ziekenhuizen valt uiteen in 3 delen. Vooreerst betreft het bepalingen inzake de boekhouding en de controle erop. Deze moeten worden gesitueerd in het kader van een beter financieel management van de ziekenhuizen. Vervolgens bevat het hoofdstuk ook een bepaling inzake de mededeling van gegevens die voor het beleid en inzonderheid voor de financiering onontbeerlijk zijn.

Ten slotte gaat het om de eigenlijke financiering der ziekenhuizen, waar met name de juridische basis werd gelegd voor een nieuw financieringssysteem uitgaande van een budget dat per ziekenhuis wordt toegekend.

4. Programmatie.

Ook ten aanzien van de bepalingen inzake de programmatie worden verschillende wijzigingen doorgevoerd. Deze verschillen de wijzigingen hebben alle tot doel via de programmatie de kwantitatieve en kwalitatieve groei nog beter te beheersen en anderzijds een voldoende wettelijke basis te bieden om de globale beddenscapaciteit te verminderen.

5. Openbare ziekenhuizen.

In verband met de bepalingen inzake de verdeling van de tekorten zijn er betwistingen gerezen rond het begrip « resterend gedeelte van het tekort ». Om hieraan een einde te stellen en het herstelbeleid onverkort verder te kunnen zetten werd dit begrip gepreciseerd.

6. Beheer van de ziekenhuizen en statuut van de ziekenhuisgeneesheer.

Het koninklijk besluit nr. 407 bevat ook een regeling voor het geheel van de aangelegenheden die samenhangen met de problematiek van het statuut van de ziekenhuisgeneesheer. Hiertoe bevat het koninklijk besluit ondermeer bepalingen tot regeling van de relatie tussen het ziekenhuisbeheer en ziekenhuisgeneesheer, van de structurering van de medische activiteiten van het ziekenhuis, van de wijze waarop de ziekenhuisgeneesheren bij het ziekenhuis worden betrokken, van de rechtspositie van de ziekenhuisartsen alsook van het geldelijk statuut (wijze van vergoeding, inning van honoraria, tarieven, aanwending van inkomsten uit honoraria).

Koninklijk besluit nr. 421. Teneinde te voorkomen dat de besparingen voortkomend uit de aan de gang zijnde capaciteitsvermindering in psychiatrische ziekenhuizen zouden verloren gaan door het oprichten van nieuwe bijkomende psychiatrische ziekenhuisdiensten wordt een moratorium van bedden ingevoerd overeenkomstig de reeds voor de algemene ziekenhuizen bestaande regeling (artikel 21bis van de ziekenhuiswet).

Het koninklijk besluit nr. 430 versoepelt de voogdij voor de O.C.M.W.-ziekenhuizen die financieel in evenwicht zijn. Daarnaast wordt het principe van het afzonderlijk beheer doorgetrokken tot een aantal materies.

Enfin, l'association visée au chapitre XII de la loi sur les C.P.A.S., est stimulée comme forme de gestion d'un hôpital public.

IV. VACANCES ANNUELLES

A. Base légale

L'arrêté royal numéroté qui suit trouve sa base légale dans l'article 1^{er}, 3^o, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi lequel dispose que le Roi peut prendre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, toutes mesures utiles en vue d'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de sécurité sociale en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes et objectifs fondamentaux de la sécurité sociale, fondés sur l'assurance et la solidarité.

B. Enumération des arrêtés royaux

Arrêté royal n° 409 modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971 (*Moniteur belge* du 6 mai 1986).

C. Commentaire

L'arrêté royal n° 409, vise à obtenir un étalement plus équilibré des charges, suite au financement du pécule de vacances des jours assimilés, qui pèsent sur les deux fonds, prévus aux articles 18 et 19 des lois sur les vacances annuelles des travailleurs salariés.

V. PENSIONS

A. Base légale

Les arrêtés numérotés pris par le Ministre des Affaires sociales et le Secrétaire d'Etat aux Pensions puisent leur valeur juridique dans la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi et plus particulièrement dans l'article 1^{er}, 2^o, a, b et d, et 3^o et dans l'article 3, §§ 2 et 4.

B. Enumération des arrêtés royaux

Arrêté royal n° 415 du 16 juillet 1986 modifiant certaines dispositions en matière de pensions pour travailleurs salariés.

Arrêté royal n° 416 du 16 juillet 1986 modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Arrêté royal n° 417 du 16 juillet 1986 modifiant la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.

Arrêté royal n° 418 du 16 juillet 1986 modifiant et abrogeant certaines dispositions législatives et réglementaires en matière de pension des agents des services publics.

Arrêté royal n° 419 du 16 juillet 1986 modifiant la législation et la réglementation relatives aux accidents du travail, aux accidents survenus sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles dans le secteur public.

Arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 relatif à l'incidence de certaines positions administratives sur les pensions des agents des services publics.

C. Commentaires

1. Mesures dans le régime de pensions pour travailleurs salariés (arrêté royal n° 415)

1.1. Economies :

Cet arrêté comporte deux types de mesures. Les unes visant le long terme doivent permettre de modérer la croissance des dépenses

Ten slotte wordt de vereniging zoals bedoeld in hoofdstuk XII van de O.C.M.W.-wet, als beheersvorm voor openbare ziekenhuizen gestimuleerd.

IV. JAARLIJKSE VAKANTIE

A. Wettelijke grondslag

Het hiernavolgend koninklijk besluit vindt zijn rechtsgrond in artikel 1, 3^o, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning waarin aan de Koning de bevoegdheid wordt verleend, bij in Ministerraad overlegd besluit alle nuttige maatregelen te nemen teneinde de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van de sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen, erover wakend dat, wat de vervangingsinkomens en andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minstbegoeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de fundamentele beginselen en doelstellingen van de sociale zekerheid, gebaseerd op de verzekering en de solidariteit.

B. Opsomming van de koninklijke besluiten

Koninklijk besluit nr. 409 van 18 april 1986 tot wijziging van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971 (*Belgisch Staatsblad* van 6 mei 1986).

C. Commentaar

Het koninklijk besluit nr. 409 strekt ertoe een meer evenwichtige spreading te bekomen van de lasten ingevolge de financiering van het vakantiegeld voor de gelijkgestelde dagen, die wegen op de twee fondsen, voorzien in de artikelen 18 en 19 van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

V. PENSIOENEN

A. Wettelijke basis

De genummerde besluiten die door de Minister van Sociale Zaken en de Staatssecretaris voor Pensioenen werden genomen, halen hun juridische waarde uit de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning en meer bepaald uit artikel 1, 2^o, a, b en d, en 3^o en uit artikel 3, §§ 2 en 4.

B. Opsomming van de koninklijke besluiten

Koninklijk besluit nr. 415 van 16 juli 1986 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de werknemerspensioenen.

Koninklijk besluit nr. 416 van 16 juli 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Koninklijk besluit nr. 417 van 16 juli 1986 tot wijziging van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Koninklijk besluit nr. 418 van 16 juli 1986 tot wijziging en opheffing van sommige wets- en verordeningsbepalingen inzake pensioen van de personeelsleden van de overheidsdiensten.

Koninklijk besluit nr. 419 van 16 juli 1986 tot wijziging van de wetgeving en de reglementering betreffende de arbeidsongevallen, de ongevallen op de weg naar en van het werk en de beroepsziekten in de overheidssector.

Koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 betreffende de weerslag van sommige administratieve toestanden op de pensioenen van de personeelsleden van de overheidsdiensten.

C. Toelichtingen

1. Maatregelen in de pensioenregeling voor werknemers (koninklijk besluit nr. 415)

1.1. Besparingen :

Dit besluit omvat twee soorten maatregelen. De enen moeten op lange termijn toelaten de aangroei van de uitgaven te temperen

ses en revoyant certains mécanismes, les autres auront des effets immédiats. Cet arrêté royal n° 415 prévoit :

- la suppression de la possibilité d'anticiper la prise de cours de la pension avant l'âge de 60 ans;
- la limitation de l'indexation des rentes obligatoires;
- la diminution du coefficient d'adaptation des prestations au niveau du bien-être;
- le non-paiement de l'intervention forfaitaire de l'Etat (20 % de la pension) dans les avantages payés à l'étranger par la Caisse nationale des Pensions de retraite et de survie aux ressortissants d'états avec lesquels la Belgique n'est pas liée par un accord supranational;
- la révision des conditions de paiement de la mensualité de pension due pour le mois du décès du pensionné;
- l'interdiction du cumul de la pension avec une indemnité d'interruption de carrière.

1.2. Modification du régime de pension spécifique des marins pêcheurs :

Les conditions d'âge et de calcul de la pension ainsi que les règles de financement complémentaire sont alignées sur le régime général.

1.3. Transferts au régime de la répartition des travailleurs salariés :

- du fonds de réserve légale de la gestion de capitalisation de l'Office national des Pensions pour travailleurs salariés;
- des réserves correspondant aux rentes dont le paiement n'a pas été réclamé.

2. Mesures dans le régime de pensions pour travailleurs indépendants.

En harmonie avec le régime des travailleurs salariés, l'arrêté royal n° 416 prévoit comme mesures d'économie :

- la suppression de la possibilité d'anticiper la prise de cours de la pension avant l'âge de 60 ans;
- la révision des conditions de paiement de la mensualité de pension due pour le mois du décès du pensionné;
- l'interdiction du cumul de la pension avec une indemnité d'interruption de carrière.

3. Mesures concernant le revenu garanti aux personnes âgées.

L'arrêté royal n° 417 prévoit :

- une obligation de résidence en Belgique pendant les 5 années précédant la date à laquelle s'ouvre le droit du demandeur du revenu garanti ou pendant 10 ans au cours de sa vie;
- la révision des conditions de paiement de la mensualité de pension due pour le mois du décès du bénéficiaire du revenu garanti.

4. Mesures concernant le secteur public.

4.1. L'arrêté royal n° 418 prévoit :

- l'exclusion lors du calcul de certaines pensions des avantages pécuniaires alloués pour certaines prestations accessoires ou complémentaires;
- l'instauration de la compensation des sommes payées indûment par des sommes échues et non encore payées;
- le passage progressif du prefinancement par l'Etat des pensions des agents des organismes d'intérêt public soumis à la

door het herzien van bepaalde mechanismes, de anderen zullen een onmiddellijke uitwerking hebben. Dit koninklijk besluit nr. 415 voorziet in :

- de opheffing van de mogelijkheid om de ingangsdatum van het pensioen te vervroegen vóór de leeftijd van 60 jaar;
- de beperking van de indexaanpassing van de verplichte renten;
- de vermindering van de aanpassingscoëfficiënt van de uitkeringen aan het welvaartspeil;
- de niet-betaling van de forfaitaire Staatstussenkomst (20 % van het pensioen) in de voordelen die door de Rijkskas voor Rust- en Overlevingspensioen in het buitenland worden uitgekeerd aan de onderdanen van staten waarmee België niet verbonden is door een supranationaal akkoord;
- de herziening van de voorwaarden tot uitbetaling van het maandbedrag van het pensioen verschuldigd voor de maand van het overlijden van de gepensioneerde;
- het verbod tot cumulatie van het pensioen met de vergoeding voor loopbaanonderbreking.

1.2. Wijziging van de bijzondere pensioenregeling van de zeevissers :

De leeftijdsvoorwaarden, de voorwaarden voor berekening van het pensioen en de regelen houdende de aanvullende financiering worden op de algemene regeling afgestemd.

1.3. Overdrachten naar het repartitiestelsel van de werknemers :

- van het wettelijk reservefonds van het kapitalisatiebeheer van de Rijksdienst voor Werknemerspensioenen;
- van de reserves met betrekking tot de renten waarvan de betaling niet werd gevorderd.

2. Maatregelen in de pensioenregeling voor zelfstandigen.

In overeenstemming met de werknemersregeling voorziet het koninklijk besluit nr. 416 in volgende besparingsmaatregelen :

- de opheffing van de mogelijkheid om de ingangsdatum van het pensioen te vervroegen vóór de leeftijd van 60 jaar;
- de herziening van de voorwaarden tot uitbetaling van het maandbedrag van het pensioen verschuldigd voor de maand van het overlijden van de gepensioneerde;
- het verbod tot cumulatie van het pensioen met een vergoeding voor loopbaanonderbreking.

3. Maatregelen betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Het koninklijk besluit nr. 417 voorziet in :

- een verplichting tot verblijf in België gedurende de 5 jaren voorafgaand aan de datum waarop het recht van de aanvrager op het gewaarborgd inkomen wordt geopend of gedurende 10 jaar in de loop van zijn leven;
- de herziening van de voorwaarden tot uitbetaling van het maandbedrag van het pensioen verschuldigd voor de maand van het overlijden van de gerechtigde op het gewaarborgd inkomen.

4. Maatregelen betreffende de openbare sector.

4.1. Het koninklijk besluit nr. 418 voorziet in :

- de uitsluiting bij het berekenen van sommige pensioenen van de geldelijke voordelen toegekend voor sommige toekomstige of aanvullende prestaties;
- de totstandkoming van de verrekening van de onverschuldigde betaalde bedragen door vervallen en nog niet uitgekeerde bedragen;
- de geleidelijke overgang van de prefinanciering door het Rijk van de pensioenen van de personeelsleden van de instellingen

loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit au financement direct par les organismes eux-mêmes;

- l'affectation au Fonds des pensions de survie de la retenue de 0,5 % opérée sur les pensions de retraite;
- l'interdiction du cumul d'une pension avec l'allocation accordée pour interruption de la carrière professionnelle.

4.2. L'arrêté royal n° 419 procède à un alignement de la législation et de la réglementation relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles du secteur public sur celles du secteur privé en ce qui concerne l'indemnisation des invalidités inférieures à 10 %.

Sont ainsi prévues :

- la réduction d'un quart ou de la moitié de la rente;
- la suppression de la possibilité de conversion de la rente en capital;
- le paiement annuel des rentes.

Par ailleurs, la conversion des rentes en capital afférentes à des invalidités de 10 % et plus est réservée aux seuls victimes et conjoints survivants.

4.3. En ce qui concerne l'admissibilité pour le calcul de la pension des périodes d'interruption ou de réduction de carrière donnant lieu à l'octroi d'une allocation, l'arrêté royal n° 442 prévoit l'obligation de cotisations à partir du 13^e mois d'interruption ou de réduction. Cette cotisation n'est toutefois pas requise la deuxième et la troisième année lorsque l'agent a la charge d'un enfant de moins de 6 ans.

Cet arrêté prévoit également la limitation des périodes d'absence non rémunérées pouvant être prises en considération lors du calcul de la pension.

§ 10. Ministre des Classes moyennes et Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes

Modération des revenus

A. Base légale

L'article 1^{er}, 2^o et 3^o, de la loi du 27 mars 1986, donne au Roi le pouvoir, « afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques... de prendre toutes les mesures utiles en vue :

2^o de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques,...

3^o d'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de sécurité sociale en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes et objectifs fondamentaux de la sécurité sociale, fondées sur l'assurance et la solidarité. »

B. Enumération des arrêtés

Arrêté royal n° 444 du 14 août 1986 modifiant l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants.

C. Commentaire

L'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 impose aux travailleurs indépendants, dans le cadre de la modération des revenus, l'obli-

van openbaar nut, onderworpen aan de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, naar de rechtstreekse financiering door deze instellingen zelf;

- de toewijzing aan het Fonds voor overlevingspensioenen van de inhouding van 0,5 % verricht op de rustpensioenen;
- het verbod tot cumulatie van een pensioen met de vergoeding toegekend voor de onderbreking van de beroepsloopbaan.

4.2. Het koninklijk besluit nr. 419 gaat over tot de afstemming van de wetgeving en de reglementering betreffende de arbeidsongevallen en de beroepsziekten in de openbare sector op dezen van de privé-sector voor wat de vergoeding van de invaliditeiten beneden 10 % betreft.

Worden aldus voorzien :

- de vermindering van de rente met een vierde of met de helft;
- de opheffing van de mogelijkheid tot omzetting van de rente in kapitaal;
- de jaarlijkse betaling van de renten.

Overigens wordt de omzetting van de renten in kapitaal in geval van invaliditeiten van 10 % en meer alleen voorbehouden voor de getroffen en de overlevende echtgenoten.

4.3. Wat de aanneembaarheid van de periodes van loopbaanonderbreking of van vermindering van de arbeidsprestaties die recht geven op een vergoeding voor de berekening van het pensioen betreft, voorziet het koninklijk besluit nr. 442 in een verplichte bijdragebetaling vanaf de 13de maand onderbreking of vermindering. Deze bijdragebetaling is nochtans niet vereist voor het tweede en het derde jaar wanneer het personeelslid een kind van minder dan 6 jaar ten laste heeft.

Dit besluit voorziet eveneens in een beperking van de periodes van niet bezoldigde afwezigheid die voor de berekening van het pensioen in aanmerking kunnen worden genomen.

§ 10. Minister van Middenstand en Staatssecretaris voor Middenstand

Matiging van de inkomsten

A. Wettelijke basis

Artikel 1, 2^o en 3^o, van de wet van 27 maart 1986 geeft de Koning de macht, « met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën... alle nuttige maatregelen (te) nemen teneinde :

2^o de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen,....

3^o de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van de sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen, erover wakend dat, wat de vervangingsinkomens en andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minstbegoeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de fundamentele beginselen en doelstellingen van de sociale zekerheid, gebaseerd op de verzekering en de solidariteit. »

B. Opsomming van de besluiten

Koninklijk besluit nr. 444 van 14 augustus 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 289 van 31 maart 1984 houdende tijdelijke maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen met het oog op de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van het sociaal statuut van de zelfstandigen.

C. Commentaar

Het koninklijk besluit nr. 289 van 31 maart 1984 legt aan de zelfstandigen, in het kader van de matiging van de inkomsten, de

gation de verser une cotisation provisoire égale à 1,5 %, soit 6 % sur base annuelle, de la moyenne annuelle des revenus professionnels afférents aux années 1982, 1983 et 1984, pour chacun des trimestres de l'année 1986.

L'évolution de l'indice des prix à la consommation dans le courant de l'année 1986 a pour conséquence que la cotisation définitive de modération, due pour l'année 1986 en vertu de l'arrêté royal n° 289, atteindra au maximum 4,5 % des revenus professionnels de l'année 1983.

L'arrêté royal n° 444 du 14 août 1986 vise à limiter le montant de la cotisation provisoire de modération pour 1986 à trois fois 1,5 %, soit 4,5 % sur base annuelle, afin d'approcher ainsi autant que possible la cotisation définitive qui sera due.

§ 11. Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones adjoint au Premier Ministre

A. Base légale

L'article 1^{er}, 2^o, de la loi du 27 mars 1986 détermine ce qui suit :

« Article 1^{er}. — Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi, ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

» 2^o de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, plus précisément :

» a) en modifiant les règles relatives à la comptabilité de l'Etat et au contrôle et à la gestion de certains organismes d'intérêt public;

» b) en fixant le montant, les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités, allocations et dépenses d'autre nature qui sont, en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat;

» c) en rationalisant les institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics et en redéfinissant leurs missions;

» d) en modifiant les dispositions légales entraînant des dépenses à charge de l'Etat. »

B. Enumération des arrêtés

5 août 1986. — Arrêté royal n° 437 portant des mesures d'assainissement applicables à la Régie des Postes.

C. Commentaire

L'arrêté royal n° 437 envisage une série de mesures dans le cadre de l'assainissement de l'ensemble des activités de la Régie des Postes, à l'exception de l'Office des Chèques postaux.

L'assainissement en question, programme durant une période qui s'étend jusqu'à l'année 1990, est fixé dans le plan quinquennal « Poste 1990 », accepté comme base de restructuration des services postaux.

Ce plan « Poste 1990 » doit donner à la Régie la possibilité d'évoluer vers une entreprise moderne, orientée vers la production. Cette évolution s'inscrit dans le développement des services postaux après que ceux-ci soient passés du stade d'administration à celui de Régie par la loi du 6 juillet 1971.

Le plan « Poste 1990 » repose sur trois piliers essentiels :

— une maîtrise des coûts de production obtenue par la modernisation de l'infrastructure postale et le renouvellement des structures, moyennant d'importants investissements, de sorte qu'une exploitation efficiente soit possible. Cette efficience

verplichting op voor elk der vier kwartalen van het jaar 1986 een voorlopige bijdrage te betalen gelijk aan 1,5 %, zijnde 6 % op jaarbasis, van het jaarlijks gemiddelde van de bedrijfsinkomsten over de jaren 1982, 1983 en 1984.

De evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen in de loop van het jaar 1986 heeft tot gevolg dat de definitieve matigingsbijdrage voor 1986, krachtens het koninklijk besluit nr. 289 verschuldigd, maximaal 4,5 % zal bereiken van de bedrijfsinkomsten van het jaar 1983.

Het koninklijk besluit nr. 444 van 14 augustus 1986 heeft tot doel het bedrag van de voorlopige matigingsbijdrage voor 1986 te beperken tot driemaal 1,5 %, zijnde 4,5 % op jaarbasis, om aldus de definitieve bijdrage die zal verschuldigd zijn zo dicht mogelijk te benaderen.

§ 11. Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie toegevoegd aan de Eerste Minister

A. Wettelijke grondslag

Artikel 1, 2^o, van de wet van 27 maart 1986 bepaalt hetgeen volgt :

« Artikel 1. — Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare financiën, de bevordering van de tewerkstelling, alsmede het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

» 2^o de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te stijven, meer bepaald :

» a) door de regelen betreffende de Rijkscomptabiliteit en betreffende de controle op en het beheer van sommige instellingen van openbaar nut te wijzigen;

» b) door het bedrag, de voorwaarden en toekenningsmodaliteiten van de subsidies, vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven vast te stellen die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn;

» c) door de openbare instellingen of de instellingen gesubsidieerd door de openbare machten te rationaliseren en hun opdrachten opnieuw te definiëren;

» d) door de wettelijke bepalingen te wijzigen die uitgaven ten laste van de Staat tot gevolg hebben. »

B. Opsomming van de besluiten

5 augustus 1986. — Koninklijk besluit nr. 437 houdende saneringsmaatregelen die toepasselijk zijn op de Regie der Posterijen.

C. Commentaar

Het koninklijk besluit nr. 437 beoogt een reeks maatregelen in het raam van de sanering van het geheel van de activiteiten van de Regie de posterijen, met uitzondering van het Bestuur der Postchecks.

Deze sanering, die gepland is over een periode gaande tot 1990 is vastgelegd in het vijfjarenplan « Post 1990 » dat aanvaard werd als basis voor een grondige herstructurering van de postdiensten.

Het plan « Post 1990 » moet de post de mogelijkheid geven om te evolueren naar een modern en produktiegericht overheidsbedrijf. Deze evolutie past in de ontwikkeling van de postdiensten nadat zij door de wet van 6 juli 1971 reeds waren overgegaan van een administratie naar een Regie.

Het plan « Post 1990 » is gesteund op drie voornaamste pijlers :

— een beheersing van de produktiekosten die bekomen wordt door, mits belangrijke investeringen, de postinfrastructuur te moderniseren en de structuren te vernieuwen zodat een efficiënte uitbating mogelijk wordt. Deze verhoogde efficiëntie

accrue doit permettre de limiter à 20 % des départs naturels, les recrutements jusqu'en 1990 (exprimés en unités budgétaires). L'intervention de l'Etat doit de cette façon être réduite à 7,5 milliards de francs la 2^e et la 3^e année, à 7 milliards de francs la 4^e année, et à 6 milliards de francs à partir de la 5^e année;

- une meilleure qualité du service qui doit permettre le maintien de la poste sur les marchés livrés à la concurrence, et de donner au public un service optimal au prix le plus bas possible;
- une gestion du personnel dynamique et motivante avec recrutements justifiés, formation, planning de carrière, signalement, rémunération et souplesse du temps de travail, le tout à fixer dans un nouveau statut.

Cette gestion nouvelle ainsi que le remplacement de la dotation de l'Etat par une rémunération telle que le stipule clairement l'article 5, doivent régler les nouvelles relations entre l'Etat et l'entreprise et entre l'entreprise et le personnel, de sorte que soit élaboré en fait un contrat de gestion entre ces trois parties.

Pour réaliser ces objectifs, il y a lieu d'apporter quelques modifications à la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes et à la loi du 26 décembre 1956 sur le Service des Postes ainsi qu'à l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982.

Les principales adaptations ont trait aux points suivants :

- extension des activités;
- participation de la poste dans des entreprises publiques ou privées;
- lutte contre l'absentéisme;
- flexibilité du temps de travail;
- harmonisation des dispositions comptables selon la loi du 17 juillet 1975;
- modification des conditions, des modalités d'octroi et de la définition des indemnités.

§ 12. Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au Ministre des Relations extérieures

A. Base légale

L'arrêté royal n° 426 du 5 août 1986 instaurant un Fonds de la santé et de la production des animaux, proposé par le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a puisé sa valeur juridique dans la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, plus particulièrement dans l'article 1^{er}, 2^o, d.

B. Enumération des arrêtés

Arrêté royal n° 426 du 5 août 1986 instaurant un Fonds de la santé et de la production des animaux (*Moniteur belge* du 21 août 1986; errata *Moniteur belge* du 16 septembre 1986).

C. Commentaire

L'arrêté a pour but de limiter les dépenses de l'Etat dans les secteurs de la police sanitaire des animaux et de l'amélioration de l'élevage en créant un Fonds alimenté notamment par des cotisations obligatoires mises à charge des personnes qui produisent ou commercialisent des animaux ou produits animaux.

Ce Fonds a une nature purement budgétaire. Il n'a pas de personnalité juridique mais permet d'affecter des recettes particulières à des dépenses particulières. Dans cette optique, les dispositions relatives à l'alimentation du Fonds ont été adaptées à l'avis du Conseil d'Etat en biffant les recettes provenant du patrimoine du Fonds et en remplaçant la notion des « dotations » par celle

moet toelaten om de wervingen tot 1990 (uitgedrukt in budgettaire eenheden) te beperken tot 20 % van de natuurlijke afvloeiingen. De tussenkomst van de Staat moet op deze wijze gereduceerd worden tot 7,5 miljard frank in het tweede en het derde jaar, 7 miljard frank in het vierde jaar en 6 miljard frank vanaf het vijfde jaar;

- een verhoogde dienstverlening, die moet toelaten zich te handhaven op concurrentiële markten en aan het publiek de beste dienstverlening te kunnen bieden tegen de laagste prijs;
- een dynamisch en motiverend personeelsbeleid met verantwoordende wervingen, opleiding, loopbaanplanning, beoordeling, salariering en soepele arbeidsduur, vast te leggen in een nieuw statuut.

Dit vernieuwd beheer samen met de vervanging van de dotatie van de Staat door een vergoeding, zoals duidelijk is omschreven in artikel 5, moeten de nieuwe verhoudingen regelen tussen de Staat en het bedrijf en tussen het bedrijf en zijn personeel, zodat in feite een beheerscontract tot stand komt tussen deze drie partijen.

Ten einde deze doeleinden te bereiken is het aangewezen enkele wijzigingen aan te brengen aan de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der posterijen, en aan de wet van 26 december 1956 op de Postdienst alsook aan het koninklijk besluit nr. 182 van 30 december 1982.

De belangrijkste aanpassingen hebben betrekking op :

- uitbreiding van de activiteiten;
- participatie van de post in openbare en particuliere ondernemingen;
- bestrijding van het absentisme;
- flexibiliteit van de arbeidstijd;
- harmonisering van de boekhoudkundige bepalingen volgens de wet van 17 juli 1975;
- wijzigingen in de voorwaarden, toekenningsmodaliteiten en definiëring van de vergoedingen.

§ 12. Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw, toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Betrekkingen

A. Wettelijke grondslag

De rechtswaarde van het koninklijk besluit nr. 426 van 5 augustus 1986 tot instelling van een Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren, voorgedragen door de Staatssecretaris voor Landbouw, werd geput uit de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid uit artikel 1, 2^o, d.

B. Opsomming van de besluiten

Koninklijk besluit nr. 426 van 5 augustus 1986 tot instelling van een Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren (*Belgisch Staatsblad* 21 augustus 1986; errata *Belgisch Staatsblad* 16 september 1986).

C. Commentaar

Het besluit heeft tot doel de uitgaven van de Staat te beperken in de sectoren van de gezondheidsinspectie der dieren en van de veeteeltverbetering door het oprichten van een Fonds dat o.m. zal gestijfd worden door verplichte bijdragen ten laste van de personen die dieren of dierlijke produkten voortbrengen of verhandelen.

Het Fonds heeft een zuiver budgettaire aard. Het heeft geen rechtspersoonlijkheid maar laat toe om bijzondere ontvangsten aan te wenden voor bijzondere uitgaven. In deze optiek werden de bepalingen m.b.t. de stijving van het Fonds aangepast aan het advies van de Raad van State door het schrappen van de ontvangsten van het eigen vermogen en door het vervangen van het begrip

des « allocations prélevées par arrêté royal sur les crédits inscrits au budget ».

Les cotisations obligatoires qui constitueront la contrepartie des prestations concrètes fournies par l'Etat ou pour son compte dans les domaines susvisés entraîneront une limitation des dépenses publiques. En raison de leur caractère rétributif, elles seront calculées en fonction du coût des services fournis. Ces derniers pourront être supprimés ou suspendus en cas de non-paiement des cotisations correspondantes, indépendamment des sanctions pénales. Cette liaison entre les cotisations obligatoires et un service concret a été inscrite dans l'arrêté pour rencontrer l'avis du Conseil d'Etat.

La participation des milieux professionnels dans le financement des services les encouragera à réaliser des progrès dans la lutte contre les maladies du bétail et l'amélioration des espèces. En contrepartie de ce cofinancement, il a été prévu d'associer les milieux professionnels dans l'élaboration de la politique dans ces secteurs. Cette double implication entraînera un meilleur respect de la réglementation.

« dotaties » door dat van « bij koninklijk besluit geheven bijdragen ingeschreven op de begroting ».

De verplichte bijdragen die de tegenprestatie zullen vormen voor de concrete prestaties van de Staat of voor zijn rekening in de bedoelde domeinen zullen een beperking van de openbare uitgaven meebrengen. Om reden van hun retributief karakter, zullen de verplichte bijdragen berekend worden in functie van de kostprijs van de verleende diensten. Deze laatste zullen kunnen opgeheven of opgeschort worden in geval van niet-betaling van de overeenstemmende bijdragen, onverminderd de strafrechtelijke sancties. Deze binding tussen de verplichte bijdrage en een concrete dienst werd in het besluit ingeschreven om tegemoet te komen aan het advies van de Raad van State.

De deelneming van de beroepsmiddelen in de financiering van de diensten zal hen aanmoedigen om vooruitgang te verwezenlijken in de bestrijding van dierenziekten en in de veeteeltverbetering. Als tegendeel voor deze medefinanciering werd voorzien de beroepsmiddelen te betrekken in de uitwerking van het beleid in deze domeinen. Deze dubbele deelneming van de beroepsmiddelen zal leiden tot een betere naleving van de reglementering.